



PNUD
Programme des Nations Unies
pour le Développement



Ministère de la Justice
et de la Sécurité Publique

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA

LEGISLATION HAÏTIENNE (1804-2000)





PNUD
Programme des Nations Unies
pour le Développement



**Ministère de la Justice
et de la Sécurité Publique**

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA LEGISLATION HAITIENNE

(1804 – 2000)

SEPTEMBRE 2001

© Tous droits réservés

ISBN : 99935 - 38 - 02 - 7

La présente est un essai de recherche qui ne se prétend pas être exhaustif.

Une reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur.

Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique
et

Programme des Nations Unies pour le Développement / Haïti.

Port-au-Prince 2001

SOMMAIRE

	Pages
<i>Abréviations</i>	9
<i>Préface</i>	11
<i>Méthodologie</i>	13
<i>Acte de l'Indépendance</i>	21
CHAPITRE I : DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	23
Section I : des Instruments à caractère universel	25
Section II : des Instruments à caractère régional	49
Section III : des Accords Bilatéraux	56
CHAPITRE II : DU DROIT PUBLIC HAITIEN	79
Section I : Droit Constitutionnel	81
Section II : Droit Electoral	82
Section III : Droit Administratif	83
– <i>Lois et Règlements sur l'Administration Publique Centrale</i>	83
– <i>Lois ou Règlements Organiques</i>	87
– <i>Lois et Règlements sur les Circonscriptions Administratives et les Collectivités Territoriales</i>	103
– <i>Droit Administratif des Biens</i>	112
– <i>Législation sur l'Hygiène Publique</i>	118
– <i>Lois et Règlements sur la Police Administrative</i>	120
Section IV : Du Droit de l'Education et de la Culture	128
Section V : Du Droit Fiscal	151
Section VI : Du Droit Douanier	162
Section VII : Droits Fondamentaux	169
CHAPITRE III : DU DROIT PRIVE	171
Section I : Droit Civil	173
Section II : Droit Commercial	187
Section III : Droit du Travail	200

CHAPITRE IV : DROIT PENAL	203
Droit Pénal.....	205
CHAPITRE V : DE LA LEGISLATION A CARACTERE	
DIVERS.....	217
Section I : Lois et Règlements sur les Institutions Judiciaires, les Auxiliaires de la Justice et les Professions Libérales .	219
Section II : Lois et Règlements sur l'Industrie et l'Investis- sement	229
Section III : Lois et Règlements d'ordre général	235
Section IV : Droit Maritime	237
Section V : Droit Aérien.....	239
Section VI : Droit de l'Environnement	242
ANNEXE	259

ABREVIATIONS

- **BBN'LE** : Bibliothèque Nationale
- **CC** : Code Civil
- **CIC** : Code d'Instruction Criminelle
- **CP** : Code Pénal
- **EMA** : Ecole de la Magistrature
- **FAO** : Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture
- **FIC** Frères de l'Instruction Chrétienne
- **FNUAP** : Fonds des Nations Unies pour la Population
- **MAE** : Ministère des Affaires Etrangères
- **MARNDR** : Ministère de l'Agriculture, des Ressources
Naturelles et du Développement Rural
- **MC** : Ministère des Cultes
- **MCFDF** Ministère à la Condition Féminine
et aux Droits de la Femme
- **MCI** : Ministère du Commerce et de l'Industrie
- **ME** Ministère de l'Environnement
- **MEF** : Ministère de l'Economie et des Finances

- **MENJS** Ministère de l'Education Nationale
de la Jeunesse et des Sports
- **MHVE** Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger
- **MI** Ministère de l'Intérieur
- **MT** Ministère du Tourisme
- **MTPTC** Ministère des Travaux Publics, Transports
et Communications
- **PNUD** Programme des Nations Unies pour le
Développement
- **UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'Education, la
Science et la Culture
- **UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

PREFACE

La chute du Gouvernement Duvalier en 1986, aboutissement de la lutte du Peuple haïtien contre la dictature, traduisait, à n'en pas douter, la volonté de celui-ci de rompre avec l'ordre ancien et ses aspirations à la démocratie.

La rupture avec l'ordre ancien ne pouvait et ne peut se concevoir sans le questionnement critique du Droit existant, tant il est manifeste que celui-ci avait été conçu comme instrument de répression au service du Pouvoir. Dès lors, la problématique de la réforme, voire de la refonte du Droit, s'est imposée comme un impératif aux différents gouvernements qui se sont succédé.

Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique a, au demeurant, perçu cette donnée importante dans son Plan d'Action à court, moyen et long terme en affirmant :

*« En raison du rôle central de la **Justice** dans tout Etat de Droit, dans tout système de gouvernance et en matière de développement, il est important de changer en profondeur la justice et d'offrir des garanties de sûreté nécessaires à tous les citoyens haïtiens sans distinction aucune et à tous les investisseurs intéressés par Haïti. »*

La Communauté internationale, notamment l'Organisation des Nations Unies, n'est pas restée indifférente aux appels de l'Etat haïtien sollicitant une assistance technique dans le cadre de son projet de réforme.

Ainsi, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a élaboré de concert avec les partenaires haïtiens, un plan d'action d'appui à la justice centré sur la problématique de la réforme du Droit et de la Justice.

Envisager la réforme dans quelque domaine que ce soit suppose, au préalable, la revue des lois existantes.

Or il n'est un secret pour personne que, parmi les crises les plus aiguës que connaît Haïti, figure indubitablement celle de la désuétude de la législation haïtienne.

En effet, malgré l'adage : « Nul n'est censé ignorer la loi », les Justiciables, les Autorités judiciaires et les Auxiliaires de la justice arrivent difficilement à trouver les références des Lois dont la grande majorité date du siècle dernier.

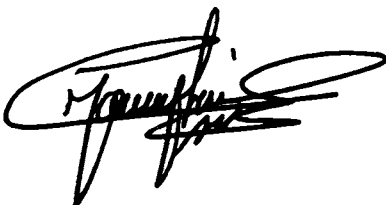
De concert avec les Autorités politiques d'Haïti, le Programme des Nations Unies pour le Développement, dans sa composante Projet Justice, a convenu de compiler toutes les lois haïtiennes, sans aborder pour l'heure la problématique de la législation en vigueur ou non.

S'il est exact que de nombreux travaux de même nature ont certes été effectués dans plusieurs branches du Droit, la particularité de celui-ci est de regrouper en un seul et unique document toute la législation.

Ce document permettra aux différents acteurs et décideurs impliqués dans la Réforme de la justice, ou concernés par celle-ci, d'avoir une vision globale et précise des Lois en Haïti, de leurs dates de promulgation et de leur applicabilité dans le temps.

Cet ouvrage, intitulé « Index », se veut être un outil de travail utile à la fois aux praticiens du droit, aux universitaires, à la société civile, qui en tireront le plus grand profit, et, d'une manière générale, à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du Droit en Haïti.

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) nourrissent l'espoir que cet Index Chronologique soit indubitablement l'élément catalyseur d'une mise à jour de la Législation haïtienne afin de l'adapter à l'évolution de la Communauté, aux Grands Instruments Internationaux ratifiés par Haïti et à la Constitution du 29 mars 1987.



M^r Louis Gary LISSADE
Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique



Madame Diene KEITA
Représentant Résident a.i.
du Programme des Nations Unies

METHODOLOGIE

En vue d'adopter une méthodologie conséquente, le Projet Justice du PNUD et le Ministère de la Justice ont tenu compte au premier chef des objectifs de la présente recherche qui se résument ainsi :

- Mettre à la disposition du public, des spécialistes, des techniciens juristes, des Notaires, des Arpenteurs, des Officiers de l'Etat civil, des Responsables de l'Administration Publique, des Chercheurs et de la Société civile en général, des Parlementaires, un Index de lois tant nationales, régionales qu'internationales, et ce, dans un document unique, en respectant la chronologie de publication au Journal Officiel : **Le Moniteur**.
- Susciter et permettre des réflexions plus approfondies sur les problèmes liés à l'application effective des lois, leur désuétude ou non.

METHODOLOGIE GLOBALE

Le Projet Justice du PNUD et le Ministère de la Justice ont tenu plusieurs séances de travail afin de tracer les grandes lignes de la méthode à suivre pour mener à bien cette recherche.

Au point de vue de la problématique juridique et matérielle, il a été convenu d'adopter les solutions suivantes :

- Compiler toutes les matières du droit, les Grands Instruments Internationaux, Régionaux et les Accords Bilatéraux.
- Recourir à un classement juridique dans les normes juridiques classiques :
 - Droit Public
 - Droit Civil

Il est à noter que le Droit Pénal a été répertorié dans un chapitre différent, dans la mesure où sa classification ne fait pas l'unanimité parmi les juristes.

- Recourir à une classification juridique spéciale en ce qui concerne le Droit Maritime, le Droit Aérien, et les Lois à Caractères Divers dans un chapitre séparé afin d'éviter toute polémique relative à la classification : Droit Public, Droit Privé.
- Elaborer un index de la législation haïtienne plutôt qu'un répertoire exhaustif comprenant tous les textes.
- Compiler par ordre chronologique toute la législation de 1804 à l'an 2000.
- Mettre, à cet effet, **les lois de 1804 à 1899 en rouge, celles de 1900 à 1949 en bleu, et celles de 1950 à l'an 2000 en noir.**
- Faire appel essentiellement aux juristes et personnes ressources haïtiennes.
- La source juridique unique devant figurer dans l'Index est : **Le Moniteur.**
- Pour des raisons de commodité, il a été convenu de ne pas répéter devant chaque loi : **Le Moniteur** mais tout simplement : **Moniteur et la date.**
- La date de la Constitution de la République d'Haïti retenue est celle du 29 mars 1987, date du Referendum, dans la mesure où le Peuple haïtien s'est exprimé par les urnes. Il n'en demeure pas moins qu'un débat reste ouvert en ce qu'il existe trois autres dates qui sont :
 - Le 10 mars 1987, date du vote par les deux Chambres de l'Assemblée Nationale
 - Le 21 avril 1987, date de la promulgation.
 - Le 28 avril 1987, date de publication au Moniteur.

Cette question sera étudiée plus en profondeur dans la deuxième phase de cette compilation relativement à la législation en vigueur.

DES OPTIONS SPECIFIQUES DE METHODOLOGIE

Des options spécifiques ont été retenues eu égard aux difficultés rencontrées au cours de la recherche, lesquelles peuvent se résumer comme suit :

- Certaines lois ne figurent pas au Moniteur et sont tout de même applicables.
- Les termes « Arrêtés, Lois Organiques, Décrets » ne correspondent pas toujours à la définition classique juridique.
- Les lois-mères ont souvent subi des modifications dans le temps, d'où la difficulté de retrouver les lois modificatives.
- Le principe de l'abrogation des lois selon le parallélisme de forme et la hiérarchie des normes n'a pas toujours été respecté.
- La difficulté constante de repérer les lois en vigueur ou non.

Les options suivantes ont donc été adoptées par les chercheurs :

De la problématique des lois en vigueur ou non

La présente compilation ne tient pas compte pour l'heure de la législation en vigueur.

En effet les professionnels du Droit haïtien ne s'entendent pas tous sur les lois applicables en Haïti.

Il conviendrait après la publication de ce premier Index de se pencher sur les questions fondamentales relatives aux différentes problématiques de la législation en vigueur en Haïti.

De la Présentation des Conventions et Lois compilées et Classification

S'agissant d'un index, il a été décidé de **guider** le lecteur dans ses recherches.

L'index se présente, dans un ordre chronologique :

- Les Grands Instruments à caractère universel, régional, bilatéral.

• Les textes législatifs, lois, décrets-lois, décrets et certains arrêtés présidentiels.

Pour ce qui est de **la classification**, nous avons recouru à la méthode utilisée par les archivistes et les bibliothéconomes des temps modernes, laquelle consiste à inventorier, compiler et classer les textes de lois haïtiens par ordre chronologique et par matière de droit, tout en respectant la hiérarchie des normes juridiques, savoir :

- Droit International ;
- Droit Public : Droit Constitutionnel, Droit Administratif, Droit Environnemental, Droit Fiscal, Droit Douanier, Droit des Collectivités Territoriales, Droit de l'Éducation et de la Culture, etc.
- Droit Aérien, Droit Maritime, Droit de l'Environnement (De nombreuses discussions ont eu lieu relativement au classement de ces droits, qui se trouvent classés dans la rubrique : « Lois à caractères divers»)
- Droit Privé (Droit Civil, Droit Commercial, Droit du Travail)
- Législation Pénale ;
- Législation à caractères divers.

Mettre à la fin de l'Index certains Accords ou certaines lois qui ne figurent pas au *Moniteur* et qui sont tout de même applicables.

Commencer à répertorier les lois-mères suivies des lois modificatives connexes.

Au demeurant, le lecteur pourra se repérer aussi à partir du Sommaire.

Des sources de la compilation

Les sources de la compilation ont été les suivantes :

- Le Bulletin des Lois et Actes
- Le Moniteur, Journal Officiel de la République d'Haïti.
- L'Index thématique des lois haïtiennes de 1944 à 1978 publié par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural ;
- Les quatre (4) Tomes de « Dix ans de Législation haïtienne » (1940-1949 ; 1950-1959 ; 1960-1969 ; 1970-1979) publiés par

la Section de législation et de jurisprudence de l'Ordre des Avocats de Port-au-Prince ;

- Les Grands Instruments Internationaux publiés par les Nations Unies, New York et Genève, 1994 ;
- Le Code Civil d'Haïti de 1826 ;
- Le Code Pénal d'Haïti de 1826 ;
- Les Compilations de Lois usuelles éditées et mises à jour par M^e Ertha Pascal Trouillot;
- Le Code de Procédure Civile annoté par M^e Luc D. Hector ;
- Le Code de Procédure Civile annoté par M^e Pierre-Marie Michel ;
- La Compilation de Lois Fiscales éditées et mises à jour par M^e Joseph Paillant ;
- Le Code Pénal et le Code d'Instruction Criminelle annotés par M^e Jean Vandal ;
- Le Code Pénal et le Code d'Instruction Criminelle annotés par M^e Menan Pierre-Louis ;
- Le Code de Commerce Haïtien annoté par M^e Jean Vandal ;
- Le Code du Travail Haïtien annoté par M^e Jean-Frédéric Salès ;
- Le Code Douanier du Dr François Duvalier révisé en 1987 ;
- Le Code de l'Environnement annoté par l'agronome Jean André Victor ;
- La Compilation environnementale réalisée par le Collectif Haïtien pour la Protection de l'Environnement et un Développement Alternatif (COHPEDA).

La Compilation des lois sur la Santé Publique (Bellerive Athémas) :

- Le Fichier de Conventions, Traités et Accords Internationaux des Archives du Ministère des Affaires Etrangères;
- Les Micro-films de la Législation haïtienne du XVIII^e siècle.

Des tables rondes

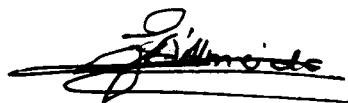
A chaque étape importante d'avancement de la recherche, des personnes ressources de tous bords (Juristes, Professeurs de droit, Avocats, Ma-

gistrats, Sociologues, Economistes, Administrateurs) ont été invitées à des tables rondes afin de recueillir leurs recommandations pour approfondir la présente recherche.

Cette méthode de travail a permis aux chercheurs d'avoir des idées plus précises et d'obtenir d'autres sources de recherche.

De la durée de la recherche

Cette recherche a été initiée le 5 février et s'est terminée le 24 septembre 2001, soit une durée de huit mois environ.



Maître Grâce d'ALMEIDA
CTP/ Projet Justice PNUD
Avocat
Ancien Ministre de la Justice
du Bénin

DES PERSONNES RESSOURCES

Les personnes ressources suivantes ont travaillé à la réalisation de cet Index :

Les Experts et Consultants internationaux et nationaux

M^e Grâce d'ALMEIDA	<i>Conseiller Technique Principal, Projet Justice/PNUD Avocat, Ancien Ministre de la Justice du Bénin ;</i>
Dr Louis NKOPIPIE	<i>Conseiller Technique, Projet Justice/PNUD Docteur en Droit ;</i>
M^e Charles CHARLESTON	<i>Expert National Juriste, Projet Justice/ PNUD Avocat, Spécialiste en Sciences du Développement ;</i>
M^e Jean Pierre Audain DANIEL	<i>Consultant National, Projet Justice/PNUD Avocat, Professeur ;</i>
M^e Pierre C. LABISSIERE	<i>Consultant National, Projet Justice/PNUD Avocat Ancien Ministre de la Justice d'Haïti;</i>
M^e Monferier DORVAL	<i>Consultant National, Projet Justice/PNUD Avocat, Docteur en Droit Professeur à la Faculté de Droit ;</i>
M^e Patrice LAVENTURE	<i>Consultant National, Projet Justice/PNUD Avocat ;</i>
M^e Jean François ALCINDOR	<i>Consultant National, Projet Justice/PNUD Avocat.</i>

Les Assistantes de recherche

Madame Yolène BOYER	<i>Assistante Administrative / PNUD Secrétaire de recherche ;</i>
Madame Nicole MAZILE	<i>Assistante Administrative / PNUD Secrétaire de recherche.</i>

Acte de l'Indépendance

Armée indigène

Gonaïves, le 1^{er} janvier 1804

An I^{er} de l'Indépendance

Aujourd'hui premier janvier mil huit cent quatre, le Général en chef de l'armée indigène, accompagné des généraux, chefs de l'armée, convoqués à l'effet de prendre des mesures qui doivent tendre au bonheur du pays :

Après avoir fait connaître aux généraux assemblés ses véritables intentions d'assurer à jamais aux indigènes d'Haïti un gouvernement stable, objet de sa plus vive sollicitude : ce qu'il a fait par un discours qui tend à faire connaître aux puissances étrangères la résolution de rendre le pays indépendant, et de jouir d'une liberté consacrée par le sang du peuple de cette île ; et, après avoir recueilli les avis, a demandé que chacun des généraux assemblés prononçât le serment de renoncer à jamais à la France, de mourir plutôt que de vivre sous sa domination, et de combattre jusqu'au dernier soupir pour l'Indépendance.

Les généraux, pénétrés de ces principes sacrés, après avoir donné d'une voix unanime leur adhésion au projet bien manifesté d'Indépendance, ont tous juré à la postérité, à l'univers entier, de renoncer à jamais à la France, et de mourir plutôt que de vivre sous sa domination.

Les signataires :

Dessalines, général en chef ; Christophe, Pétion, Clerveaux, Geffrard, Vernet, Gabart, généraux de division ; P. Romain, C. Gérin, F. Capois, Daut, Jean-Louis, François, Férou, Cangé, L. Bazelais, Magloire Ambroise, J. J. Pierre, Toussaint Brave, Yayou, généraux de brigade ; Bonnet, F. Papalier, Morelly, Chevallier, Marion, adjudants généraux ; Magny, Roux, chefs de brigade ; Chareron, B. Locer, Macajoux, Dupuy, Carbonne, Diaquoi Ainé, Raphaël Malet, Derenoncourt, Officiers de l'armée, et Boisrond-Tonnerre, Secrétaire.

CHAPITRE I

DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

SECTION I : Des Instruments à caractère universel

SECTION II : Des Instruments à caractère régional

SECTION III : Des Accords Bilatéraux

SECTION I : DES INSTRUMENTS A CARACTERE UNIVERSEL

<i>GRANDS INSTRUMENTS INTERNATIONAUX</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Convention pour la protection de la propriété industrielle	20 mars 1883	26 mai 1883 MONITEUR N° 34 du 26 mai 1883
Convention # 12 relative aux réparations des accidents du travail dans l'agriculture	12 novembre 1921	MONITEUR N° 93 du 21 octobre 1954
Convention pour la répression de la circulation du trafic des publications obscènes	10 septembre 1923	26 août 1953 MONITEUR N° 9 du 22 janvier 1953
Convention # 17 relative aux réparations des accidents de travail	10 juin 1925	18 juin 1954 MONITEUR N° 60 du 15 juillet 1954
Convention # 19 concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents de travail	15 juin 1925	MONITEUR N° 86 du 30 septembre 1954
Convention réglementant le dépôt international des dessins et modèles industriels	6 novembre 1925	27 août 1953 MONITEUR N° 104 du 29 octobre 1953
Convention # 25 concernant l'assurance maladie des travailleurs agricoles	15 juin 1927	19 avril 1955 MONITEUR N° 75 du 30 août 1954
Convention # 24 concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce, et des gens de maison	15 juin 1927	19 avril 1955 MONITEUR N° 87 du 4 octobre 1954
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, la Convention radiotélégraphique internationale signée à Londres, le 5 juillet 1912	30 décembre 1927	Bulletin des Lois et Actes, page 231

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international	12 octobre 1929	13 décembre 1960 MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention concernant l'aviation commerciale	25 septembre 1932	MONITEUR N° 88 du 3 novembre 1932
Décret sanctionnant la Convention concernant la Condition des étrangers	25 septembre 1932	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1933
Convention # 42 concernant la réparation des maladies professionnelles (révisée en 1934)	21 juin 1934	18 juin 1954 MONITEUR N° 61 du 19 juillet 1954
Décret sanctionnant le Traité de non-agression et de conciliation, signé à Rio de Janeiro	23 mai 1936	MONITEUR N° 48 du 4 juin 1936
Décret du 3 juin 1939 sanctionnant la Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne	3 juin 1939	MONITEUR N° 51 du 26 juin 1939
Décret sanctionnant la Convention sur les biens de l'Eglise Catholique en Haïti	25 janvier 1940	MONITEUR N° 13 du 10 février 1941
Décret-loi sanctionnant l'Accord conclu à Washington le 28 novembre 1940 prévoyant un système de contingentement du café exporté par les pays de l'hémisphère occidental	30 décembre 1940	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1941
Décret-loi sanctionnant la Convention sur les droits et devoirs des Etats	17 juillet 1941	MONITEUR N° 61 du 21 juillet 1941
Décret-loi sanctionnant la Convention sur l'Administration provisoire des colonies et des possessions européennes en Amérique, signée le 30 juillet 1940	17 juillet 1941	MONITEUR N° 61 du 21 juillet 1941

Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques	27 novembre 1941	MONITEUR N° 3 du 8 janvier 1942
Décret-loi sanctionnant la Convention sur les fonctionnaires diplomatiques, signée le 20 février 1928 à la 6 ^e Conférence Internationale Américaine, tenue à La Havane	27 novembre 1941	MONITEUR N° 3 du 8 janvier 1942
Décret sanctionnant la Convention des Nations Unies du 9 novembre 1943 pour une administration de secours et de reconstruction	29 février 1944	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1944
Convention relative à la reconnaissance internationale des Droits sur les Aéronefs étrangers	19 juin 1948	13 décembre 1960 MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical	9 juillet 1948 Entrée en vigueur le 4 juillet 1950	9 mars 1962 Publiée le 12 mars 1962 MONITEUR N° 26-A
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	9 décembre 1948 Entrée en vigueur le 12 janvier 1951	23 août 1950 Publiée le 25 juillet 1951 MONITEUR N° 8
Déclaration Universelle des Droits de l'Homme	10 décembre 1948	10 décembre 1948
Décret sanctionnant la Convention relative aux expositions internationales	7 février 1949	MONITEUR N° 16 du 18 février 1949
Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949	21 avril au 12 août 1949 Entrée en vigueur le 21 octobre 1950	14 juillet 1955 MONITEUR N° 36 du 5 avril 1956
Convention de l'OIT N° 98 concernant l'application des principes de droit d'organisation et de négociation collective	8 juin 1949 Entrée en vigueur le 9 juillet 1956	13 juillet 1956 MONITEUR N° 102 du 27 septembre 1956

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer	12 août 1949 Entrée en vigueur le 21 octobre 1950	14 juillet 1955 MONITEUR N° 67 du 28 juin 1956
Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne	12 août 1949 Entrée en vigueur le 21 octobre 1949	14 juillet 1955 MONITEUR N° 67 du 28 juin 1956
Convention relative au traitement des prisonniers de guerre	12 août 1949 Entrée en vigueur le 21 octobre 1950	18 juillet 1955 MONITEUR N° 55 du 28 mai 1956
Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui	21 mars 1950 Entrée en vigueur le 21 avril 1952	2 septembre 1952 MONITEUR N° 9 du 22 janvier 1953
Décret sanctionnant la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signée à Londres le 31 mai 1929	23 août 1950	MONITEUR N° 7 du 22 janvier 1951
Décret de la Junte de Gouvernement sanctionnant la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée à Paris le 11 décembre 1948	23 août 1950	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1951
Décret de la Junte de Gouvernement sanctionnant la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, signée à Bruxelles le 23 septembre 1910	23 août 1950	MONITEUR N° 15 du 19 février 1951
Décret de la Junte de Gouvernement sanctionnant la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, signée à Bruxelles le 23 septembre 1910	23 août 1950	MONITEUR N° 19 du 5 mars 1951
Décret sanctionnant la Convention Internationale de télécommunications et de radiocommunications	23 août 1950	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1952

Décret sanctionnant la Convention Internationale de Télécommunications	29 septembre 1950	MONITEUR N° 15 du 30 septembre 1950
Décret de la Junte de Gouvernement du 17 novembre 1950 sanctionnant la Convention Internationale sur la réglementation de la circulation automobile, signée à Washington le 15 décembre 1943	17 novembre 1950	MONITEUR N° 20 du 8 mars 1951
Résolution des Nations Unies consacrant le 10 décembre « Journée des Droits de l'Homme », en date du 5 décembre 1950	5 décembre 1950	MONITEUR N° 113 du 10 décembre 1950
Convention de l'OIT N°100 concernant l'égalité dans la rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale	29 juin 1951	26 septembre 1957 MONITEUR N° 134 du 5 décembre 1957
Convention relative aux statuts des réfugiés	28 juillet 1951 Entrée en vigueur le : 22 avril 1954	28 mars 1984 MONITEUR N° 49 du 16 juillet 1984
Protocole relatif aux statuts des réfugiés	28 juillet 1951	28 mars 1984 MONITEUR N° 48 du 17 juillet 1984
Décret de la Junte de Gouvernement sanctionnant le Protocole du 10 mai 1948, signé par Haïti le 2 février 1949 portant modification de la Convention du 22 novembre 1928 sur les expositions internationales	23 août 1951	MONITEUR N° 10 du 1 ^{er} février 1951 Reproduction MONITEUR N° 27 du 2 avril 1951
Décret sanctionnant la Convention sur les Privilèges et Immunités des Institutions spécialisées	3 septembre 1951	MONITEUR N° 241 du 10 mars 1952

Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, signée à Genève le 25 octobre 1951	3 septembre 1951	MONITEUR N° 97 du 25 octobre 1951
Décret sanctionnant l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce	4 septembre 1951	MONITEUR N° 104 du 15 novembre 1951
Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires en mer	10 mai 1952 Entrée en vigueur le 25 mai 1953	27 août 1953 MONITEUR N° 107 du 9 novembre 1953
Décret sanctionnant la Convention du 21 mars 1950 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui	2 septembre 1952	MONITEUR N° 9 du 12 janvier 1953
Décret sanctionnant la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes	2 septembre 1952	MONITEUR N° 9 du 12 janvier 1953
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale, signée à Genève le 6 mars 1948	2 septembre 1952	MONITEUR N° 7 du 15 janvier 1953
Décret sanctionnant l'Accord du 2 décembre 1949 visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel, signé le 22 novembre 1950	2 septembre 1952	MONITEUR N° 8 du 19 janvier 1953
Décret sanctionnant la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.	2 septembre 1952	MONITEUR N° 9 du 22 janvier 1953

Décret sanctionnant le Protocole de Torquay annexé à l'Accord Général sur les tarifs douaniers et de commerce	2 septembre 1952	MONITEUR N° 26 du 16 mars 1953
Convention universelle sur le droit d'auteur	6 septembre 1952	27 août 1953 MONITEUR N° 120 du 24 décembre 1953
Décret sanctionnant l'Accord Interaméricain de radiocommunication et de ses annexes	8 septembre 1952	MONITEUR N° 28 du 23 mars 1953
Décret sanctionnant la Convention relative aux agents consulaires, signée à la Conférence Internationale de La Havane le 20 février 1928	20 septembre 1952	MONITEUR N° 1 du 1 ^{er} janvier 1953
Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers	7 octobre 1952	13 décembre 1960 MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Convention pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire	7 novembre 1952	31 juillet 1957 MONITEUR N° 88 du 22 août 1957
Convention sur les droits politiques des femmes	20 décembre 1952 Entrée en vigueur le 7 juillet 1954	31 juillet 1957 MONITEUR N° 121 du 7 novembre 1957
Instruments pour l'amendement de l'OIT	25 juin 1953	22 juin 1954 MONITEUR N° 57 du 5 juillet 1954
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention de La Haye du 6 novembre 1925 réglementant le dépôt international des dessins et modèles industriels	27 août 1953	MONITEUR N° 104 du 29 octobre 1953
Décret sanctionnant le règlement sanitaire international adopté par la quatrième Assemblée Mondiale de la Santé, le 25 mai 1951	27 août 1953	MONITEUR N° 13 du 11 février 1954

Décret sanctionnant l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 réprimant les fausses indications de provenance figurant sur les marchandises	27 août 1953	MONITEUR N° 105 du 2 novembre 1953
Décret sanctionnant la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer adoptée à Bruxelles le 10 mai 1952	27 août 1953	MONITEUR N° 107 du 9 novembre 1953
Décret sanctionnant la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence Pénale en matière d'abordage et autres évènements de navigation, signée à Bruxelles le 10 mai 1952	27 août 1953	MONITEUR N° 110 du 19 novembre 1953
Décret sanctionnant l'Acte Final de la Conférence Monétaire et Financière des Nations Unies, les statuts du Fonds Monétaire International et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	29 août 1953	MONITEUR N° 79 du 2 septembre 1953
Décret sanctionnant la Convention Internationale pour la Sauvegarde de la vie humaine en mer et les règles pour prévenir les abordages en mer	29 août 1953	MONITEUR N° 25 du 22 mars 1954
Convention sur l'asile diplomatique	28 mars 1954	16 juillet 1954 MONITEUR N° 80 du 16 septembre 1954
Convention sur l'asile territorial	28 mars 1954	18 février 1955 MONITEUR N° 76 du 2 septembre 1954
Décret sanctionnant l'Accord International sur le sucre du 29 août 1937	23 avril 1954	MONITEUR N° 34 du 19 avril 1954
Décret sanctionnant la Convention concernant la réparation des maladies professionnelles	18 juin 1954	MONITEUR N° 61 du 19 juillet 1954

Décret sanctionnant la Convention concernant l'assurance maladie des travailleurs agricoles	18 juin 1954	MONITEUR N° 75 du 30 août 1954
Décret sanctionnant la Convention concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce, et des gens de maison	18 juin 1954	MONITEUR N° 87 du 4 octobre 1954
Décret sanctionnant la Convention concernant l'égalité des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, entrée en vigueur le 8 septembre 1926	18 juin 1954	MONITEUR N° 86 du 20 octobre 1954
Décret sanctionnant la Convention concernant la réparation des accidents de travail dans l'agriculture entrée en vigueur le 26 février 1923	18 juin 1954	MONITEUR N° 93 du 21 octobre 1954
Décret sanctionnant la Convention sur l'asile diplomatique, signée à Caracas le 28 mars 1954	16 juillet 1954	MONITEUR N° 80 du 2 septembre 1954
Décret sanctionnant la Convention pour le Développement des relations culturelles interaméricaines, signée le 28 mars 1954 à Caracas	16 juillet 1954	MONITEUR N° 76 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention de Commerce et de Navigation signée le 14 juin 1954	19 juillet 1954	MONITEUR N° 97 du 1 ^{er} novembre 1954
Décret sanctionnant la Convention sur l'asile territorial	20 juillet 1954	MONITEUR N° 120 du 24 décembre 1953
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre en date du 12 août 1949	14 juillet 1955	MONITEUR N° 36 du 5 avril 1956

Décret sanctionnant la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre	14 juillet 1955	MONITEUR N° 55 du 28 mai 1956
Décret sanctionnant la Convention de Genève du 18 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer	14 juillet 1955	MONITEUR N° 67 du 28 juin 1956
Décret sanctionnant la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées en campagne ou sur mer	14 juillet 1955	MONITEUR N° 67 du 28 juin 1956
Décret sanctionnant l'Accord du 25 mai 1955 signé à Washington portant création d'une Société financière internationale	16 août 1955	MONITEUR N° 97 du 27 octobre 1955
Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger	20 juin 1956	31 juillet 1957 MONITEUR N° 136 du 9 décembre 1957
Décret sanctionnant l'Accord International sur le blé adopté à Washington le 25 avril 1956	22 juin 1956	MONITEUR N° 72 du 12 juillet 1956
Décret sanctionnant la Convention Internationale des Télécommunications signée à Buenos Aires le 22 décembre 1952	6 juillet 1956	MONITEUR N° 97 du 13 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention Internationale de Communication	9 juillet 1956	MONITEUR N° 97 du 13 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention pour la création de l'union latine adoptée à Madrid le 15 mai 1954	13 juillet 1956	MONITEUR N° 93 du 30 août 1956

Décret sanctionnant l'Accord de Base révisé d'Assistance technique, signé à Port-au-Prince le 16 juin 1956 entre Haïti et l'ONU, l'OIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, l'Organisation Mondiale de la Santé	13 juillet 1956	MONITEUR N° 93 du 30 août 1956
Décret sanctionnant la Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels	13 juillet 1956	MONITEUR N° 95 du 6 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents	13 juillet 1956	MONITEUR N° 95 du 6 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, révisée à San Francisco	13 juillet 1956	MONITEUR N° 95 du 6 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève, le 8 juin 1949	13 juillet 1956	MONITEUR N° 102 du 27 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective	13 juillet 1956	MONITEUR N° 102 du 27 septembre 1956
Décret sanctionnant la Convention concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents	24 juillet 1956	MONITEUR N° 95 du 6 septembre 1956
Décret sanctionnant le Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale	24 juillet 1956	MONITEUR N° 102 du 27 septembre 1956

Convention N° 105 concernant l'abolition du travail forcé	25 juin 1957 Entrée en vigueur le : 17 janvier 1959	MONITEUR N° 135 du 3 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés, signée à New York le 4 juin 1954	31 juillet 1957	MONITEUR N° 133 du 2 décembre 1952
Décret sanctionnant la Convention Internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire	31 juillet 1957	MONITEUR N° 88 du 22 août 1957 Reproduction MONITEUR N° 98 du 12 septembre 1957
Décret sanctionnant la Convention sur les droits politiques de la femme	31 juillet 1957	MONITEUR N° 121 du 4 novembre 1957
Décret sanctionnant la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues	31 juillet 1957	MONITEUR N° 131 du 26 novembre 1957
Décret sanctionnant la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger signée à New York le 26 juin 1956	31 juillet 1957	MONITEUR N° 136 du 9 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés, signée à Genève le 19 septembre 1949	31 juillet 1957	MONITEUR N° 36 du 17 mars 1958
Décret sanctionnant le Protocole de la Convention sur les devoirs et droits des Etats en cas de luttes civiles, en date du 1 ^{er} mai 1957	12 août 1957	MONITEUR N° 122 du 7 novembre 1957
Décret sanctionnant la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire	26 septembre 1957	MONITEUR N° 132 du 28 novembre 1957

Décret sanctionnant la Convention N° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale	26 septembre 1957	MONITEUR N° 135 du 5 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention N° 107 concernant la Protection et l'intégration des populations aborigènes et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants, signée à Genève le 26 juin 1957	26 septembre 1957	MONITEUR N° 143 du 19 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention N° 106 concernant le repos hebdomadaire dans le commerce et les bureaux, adoptée le 26 juin 1957 par la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail	26 septembre 1957	MONITEUR N° 149 du 30 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention douanière sur les carnets E.C.S. pour échantillons commerciaux signée à Bruxelles le 1 ^{er} mars 1956	14 octobre 1957	MONITEUR N° 32 du 6 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention sur la valeur en douane des marchandises signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 32 du 6 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention sur la valeur en douane des marchandises signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 32 du 6 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 33 du 10 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 33 du 10 mars 1958

Décret sanctionnant la Convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 35 du 13 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 35 du 13 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues	26 novembre 1957	MONITEUR N° 131 du 26 novembre 1957
Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession	25 janvier 1958 Entrée en vigueur le : 15 juin 1960	Le 9 mars 1962 MONITEUR N° 26-A Publié le 12 mars 1962
Convention de l'OIT N° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession	4 juin 1958	9 mars 1962 MONITEUR N° 8 du 24 janvier 1963
Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	10 juin 1958	30 mars 1983 MONITEUR N° 71 du 10 octobre 1983
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant l'Accord International sur le café signé à Washington le 24 septembre 1959	17 décembre 1959	MONITEUR N° 133 du 28 décembre 1959
Décret sanctionnant la Convention sur le Plateau Continental signé à Genève le 29 avril 1958	17 décembre 1959	MONITEUR N° 133 du 28 décembre 1959
Décret sanctionnant l'Accord International sur le blé	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 28 décembre 1959
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, signée à Genève le 21 juin 1935	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959

Décret sanctionnant la Convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 35 du 13 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers signée à Bruxelles le 15 décembre 1950	14 octobre 1957	MONITEUR N° 35 du 13 mars 1958
Décret sanctionnant la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues	26 novembre 1957	MONITEUR N° 131 du 26 novembre 1957
Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession	25 janvier 1958 Entrée en vigueur le : 15 juin 1960	Le 9 mars 1962 MONITEUR N° 26-A Publié le 12 mars 1962
Convention de l'OIT N° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession	4 juin 1958	9 mars 1962 MONITEUR N° 8 du 24 janvier 1963
Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	10 juin 1958	30 mars 1983 MONITEUR N° 71 du 10 octobre 1983
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant l'Accord International sur le café signé à Washington le 24 septembre 1959	17 décembre 1959	MONITEUR N° 133 du 28 décembre 1959
Décret sanctionnant la Convention sur le Plateau Continental signé à Genève le 29 avril 1958	17 décembre 1959	MONITEUR N° 133 du 28 décembre 1959
Décret sanctionnant l'Accord International sur le blé	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 28 décembre 1959
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, signée à Genève le 21 juin 1935	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959

Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant la Convention sur la haute mer signée à Genève le 29 avril 1958	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959
Décret sanctionnant le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends signé à Genève le 29 avril 1958 (droit de la mer)	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959
Décret sanctionnant la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë signée à Genève le 29 avril 1958	17 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959
Décret sanctionnant la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer signée à Genève le 29 avril 1958	18 décembre 1959	MONITEUR N° 134 du 31 décembre 1959
Convention Internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer	17 juin 1960	13 décembre 1960 MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention Internationale sur les lignes de charges adoptée à Londres le 5 juillet 1960	27 octobre 1960	MONITEUR N° 11 du 24 novembre 1960
Décret sanctionnant la Convention pour l'unification de certaines règles relatives à la saisie conservatoire des aéronefs signé à Rome le 29 mai 1933	13 décembre 1960	MONITEUR N° 12 du 6 février 1961
Décret sanctionnant la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signé à Varsovie le 12 octobre 1929	13 décembre 1960	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret adoptant et sanctionnant la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883	13 décembre 1960	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961

Décret sanctionnant la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par les aéronefs étrangers signé à Rome le 7 octobre 1952	13 décembre 1960	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention relative à la reconnaissance internationale de « Droits sur les aéronefs étrangers » signée à Genève le 19 juin 1948	13 décembre 1960	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention postale universelle signée à Ottawa le 13 octobre 1957	13 décembre 1960	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Protocole amendant la Convention unique sur les stupéfiants	3 avril 1961	15 décembre 1972 MONITEUR N° 12 du 8 février 1973
Décret adoptant et sanctionnant la Convention Internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959	13 décembre 1961	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret adoptant et sanctionnant la Convention Internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signé à Londres le 17 juin 1960	13 décembre 1961	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret adoptant et sanctionnant l'arrangement de Lisbonne, concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et le règlement d'exécution signé à Lisbonne le 31 octobre 1958	13 décembre 1961	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret sanctionnant la Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur les aéronefs étrangers, signée à Genève le 19 juin 1948	13 décembre 1961	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961
Décret adoptant et sanctionnant la Convention postale universelle et arrangements annexés signés à Ottawa le 3 octobre 1957	13 décembre 1961	MONITEUR N° 19 du 15 février 1961

Décret sanctionnant la Convention de Genève sur le droit d'association (Agriculture) signée le 25 octobre 1821	9 mars 1962	MONITEUR N° 26-A du 12 mars 1962
Décret sanctionnant la Convention sur la discrimination (emploi et profession) signée à Genève le 4 juin 1928	9 mars 1962	MONITEUR N° 26-A du 12 mars 1962
Décret sur la liberté syndicale et le droit syndical signé à San Francisco le 17 juin 1948	9 mars 1962	MONITEUR N° 26-A du 12 mars 1962
Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale	21 décembre 1965 Entrée en vigueur le : 4 janvier 1969	Le 9 novembre 1972 MONITEUR N° 82 du 4 décembre 1972
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	16 décembre 1966 Entrée en vigueur le : 23 mars 1976	Le 23 novembre 1990 MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1991
Décret dénonçant la Convention Inter-américaine de La Havane sur le Droit d'asile en date du 20 février 1928	14 juillet 1967	MONITEUR N° 61 du 17 juillet 1967
La Convention instituant l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle	14 juillet 1967	MONITEUR N° 37 du 9 juin 1983
Décret ratifiant la Convention internationale du 1 ^{er} juin 1966 pour la création de l'Institut Italo-Latino-Américain	26 décembre 1968	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1969
Décret sanctionnant l'ensemble des amendements aux statuts du Fonds Monétaire International approuvés le 31 mai 1968 par le Conseil des gouverneurs de ladite Institution relatifs à une nouvelle facilité de réserve basée sur les droits de tirage spéciaux et aux modifications des règles et pratiques actuelles du Fonds Monétaire International	11 avril 1969	MONITEUR N° 37-B du 11 avril 1969

Décret ratifiant pour sortir son plein et entier effet le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	9 mars 1970	MONITEUR N° 30-F du 10 avril 1970
Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs	16 décembre 1970	26 octobre 1983 MONITEUR N° 90 du 26 décembre 1983
Convention pour la répression des actes de terrorisme	2 février 1971	27 mars 1984 MONITEUR N° 51 du 23 juin 1984
Décret sanctionnant la Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 2106 (XX) du 21 décembre 1965 et signée à New York le 30 octobre 1972	9 novembre 1972	MONITEUR N° 82 du 4 décembre 1972
Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets	29 décembre 1972	27 septembre 1975 MONITEUR N° 29 du 10 avril 1975
Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	14 décembre 1973	4 février 1980 MONITEUR N° 28 du 3 avril 1980
Décret sanctionnant l'acte portant la constitution de l'Union Postale Universelle, fait à Vienne, Autriche, le 10 juillet 1964	12 mars 1975	MONITEUR N° 23 du 24 mars 1975
Décret sanctionnant le Protocole additionnel à la constitution de 1964 de l'Union Postale Universelle le règlement général de l'Union Postale Universelle, la Convention Postale Universelle et l'arrangement concernant les colis postaux faits à Tokyo, Japon, le 14 novembre 1969	12 mars 1975	MONITEUR N° 23 du 24 mars 1975

Décret sanctionnant la Convention signée à Washington le 29 décembre 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets	13 mars 1975	MONITEUR N° 29 du 10 avril 1975
Décret sanctionnant la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation Latino-américaine de l'Energie approuvée par la VIe Réunion des Ministres tenue au Mexique du 8 au 12 septembre 1975	16 novembre 1977	MONITEUR N° 3 du 10 janvier 1978
Décret sur le tarif minimum des droits d'importation, compte tenu de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le Commerce (GATT)	17 mars 1978	MONITEUR N° 30 du 8 mai 1978
Protocole additionnel de la constitution de l'Union Postale Universelle (UPU)	7 novembre 1978	4 décembre 1978 MONITEUR N° 85 du 4 décembre 1978
Décret sanctionnant la déclaration des Droits de l'Enfant	16 janvier 1979	MONITEUR N° 20 du 8 mars 1979
Décret sanctionnant la convention signée à San Francisco le 9 juillet 1979 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical	16 février 1979	MONITEUR N° 21 du 12 mars 1979
Loi sanctionnant l'Accord relatif au transit des services aériens internationaux signé à Chicago le 7 décembre 1944	17 août 1979	MONITEUR N° 75 du 24 septembre 1979
Loi sanctionnant la Convention américaine relative aux Droits de l'Homme en ses dispositions sur la contrainte par corps en matière commerciale	18 août 1979	MONITEUR N° 77 du 1 ^{er} octobre 1979
Décret sanctionnant la Convention de Vienne sur le Droit des Traités	27 février 1980	MONITEUR N° 29 du 7 avril 1980

Décret sanctionnant la Convention relative aux infractions et de certains autres actes survenus à bord des aéronefs	28 mars 1980	MONITEUR N° 69 du 29 septembre 1980
Décret sanctionnant la Convention signée à Copenhague, Danemark, le 18 juillet 1980 sur toutes formes de discrimination à l'égard des femmes	7 février 1981	MONITEUR N° 38 du 11 mai 1981
Loi sanctionnant le protocole additionnel au Protocole de Genève (1979) sur les tarifs douaniers et le commerce	1 ^{er} septembre 1982	MONITEUR N° 76 du 14 novembre 1982
Convention Internationale de Télécommunications	6 novembre 1982	27 septembre 1984 MONITEUR N° 45 du 2 juillet 1984
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	30 mars 1983	MONITEUR N° 71 du 10 octobre 1983
Convention sur l'aviation civile	30 septembre 1983	21 mars 1984 MONITEUR N° 47 du 9 juillet 1984
Décret sanctionnant l'Accord international sur le café	26 octobre 1983	MONITEUR N° 85 du 8 décembre 1983
Décret sanctionnant la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs	26 octobre 1983	MONITEUR N° 90 du 26 décembre 1983
Décret sanctionnant la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs	26 octobre 1983	MONITEUR N° 22 du 19 mars 1984
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet le Protocole de Montréal sur l'aviation civile	9 mars 1984	MONITEUR N° 48 du 12 juillet 1984

Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet la Convention pour la répression des actes de terrorisme signé à Washington D.C. le 2 février 1971	27 mars 1984	MONITEUR N° 51 du 23 juillet 1984
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet la Convention relative au statut des réfugiés adoptée à Genève le 28 juillet 1951	28 mars 1984	MONITEUR N° 49 du 16 juillet 1984
Décret sanctionnant l'amendement de la Convention de Chicago sur l'aviation civile	28 mars 1984	MONITEUR N° 49 du 16 juillet 1984
Décret sanctionnant la Convention Internationale des télécommunications adoptée à Nairobi le 6 novembre 1982	29 mars 1984	MONITEUR N° 45 du 2 juillet 1984
Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale	16 juillet 1984	MONITEUR N° 4 du 14 janvier 1985
Décret sanctionnant le texte du Protocole signé le 8 août 1984 portant révision des Articles 4 et 5 du Concordat du 28 mars 1960	4 septembre 1984	MONITEUR N° 70 du 1 ^{er} octobre 1984
Décret sanctionnant la Convention relative à la lutte contre la discrimination dans l'enseignement	15 octobre 1984	MONITEUR N° 81 du 22 novembre 1984
Décret sanctionnant la Convention Internationale signée le 21 avril 1980 contre la prise d'otages	18 octobre 1984	MONITEUR N° 84 du 3 décembre 1984
Accord International de 1984 sur le sucre	25 janvier 1985	MONITEUR N° 53 du 1 ^{er} août 1985
Décret sanctionnant les Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux	13 mars 1985	MONITEUR N° 51 du 25 juillet 1985

Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre les Etats-Unis et ressortissants d'autres Etats	28 août 1985	MONITEUR N° 90 du 26 décembre 1985
Convention des Nations Unies pour les conditions d'immatriculation des navires	7 février 1986	Publié le 21 septembre 1987 MONITEUR N° 80 du 15 septembre 1988
Décret sanctionnant le texte de la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer signé à Bruxelles le 19 avril 1961 et le Protocole y relatif	23 janvier 1987	MONITEUR N° 95 du 23 novembre 1987
Décret sanctionnant la Convention de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Solas - 1974) signée à Londres le 1 ^{er} novembre 1974	23 janvier 1987	MONITEUR N° 60 du 11 juillet 1988
Décret sanctionnant la Convention Internationale sur les lignes de charge signée à Londres le 5 avril 1966	23 janvier 1987	MONITEUR N° 66 du 28 juillet 1988
Décret sanctionnant la Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires signée à Genève le 7 février 1986	21 septembre 1987	MONITEUR N° 80 du 15 septembre 1988
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes	19 décembre 1988	4 septembre 1990 MONITEUR N° 79-A du 10 septembre 1990
Convention relative aux Droits de l'Enfant	30 novembre 1989 Entrée en vigueur le : 2 septembre 1990	23 décembre 1994 MONITEUR N° 25 du 13 mars 1995

Décret sanctionnant la quatrième Convention ACP/CEE de Lomé signé le 15 décembre 1989 à Lomé, Togo, entre le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté Economique Européenne (CEE).	16 avril 1990	MONITEUR N° 35 du 16 avril 1990
Décret sanctionnant la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, adoptée à Vienne le 19 décembre 1988	4 septembre 1990	MONITEUR N° 79-A du 10 septembre 1990
Décret sanctionnant le Pacte International relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966 par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies	23 novembre 1991	MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1991
Convention sur la diversité biologique	5 juin 1992	8 août 1996 MONITEUR N° 65-A du 5 septembre 1996
Décret ratifiant pour produire son plein et entier effet, la Convention sur la diversité biologique adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, le 5 juin 1992	8 août 1993	MONITEUR N° 49 du 6 juillet 1998
Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse	14 octobre 1994	8 août 1996 MONITEUR N° 65-A du 5 septembre 1996
Décret sanctionnant la Convention relative aux Droits de l'Enfant	23 décembre 1994	MONITEUR N° 59 du 31 juillet 1997
Décret ratifiant la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification en particulier en Afrique	8 août 1996	MONITEUR N° 65-A du 5 septembre 1996

<p>Décret ratifiant pour produire son plein et entier effet la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptés par les Nations Unies le 5 juin 1992</p>	<p>28 août 1996</p>	<p>MONITEUR N° 65-A du 5 septembre 1996</p>
--	---------------------	--

SECTION II : DES INSTRUMENTS A CARACTERE REGIONAL

<i>INSTRUMENTS REGIONAUX</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et commerciale	20 février 1929	MONITEUR N° 60 du 30 juillet 1931
Protocole sur l'enregistrement américain des marques de fabriques et règlement y annexé	20 février 1929	MONITEUR N° 63 du 10 août 1931
Protocole sur l'enregistrement interaméricain des marques de fabrique	20 février 1929	MONITEUR N° 64 du 13 août 1931
Décret sanctionnant la Convention sur la neutralité maritime	25 septembre 1932	MONITEUR N° 93 du 21 novembre 1932
Décret sanctionnant le Traité général d'arbitrage interaméricain	25 septembre 1932	MONITEUR N° 99 du 12 décembre 1932
Décret sanctionnant les Traités signés entre les Etats américains	25 septembre 1932	MONITEUR N° 101 du 19 décembre 1932
Décret sanctionnant la Convention relative à l'Union Panaméricaine	25 septembre 1932	MONITEUR N° 3 du 9 janvier 1933
Décret sanctionnant la Convention pour la protection de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique, Convention et liste provisoire des espèces de la faune et de la flore haïtienne méritant protection y annexées	27 novembre 1941	MONITEUR N° 71 du 1 ^{er} septembre 1941
Décret-loi sanctionnant la Convention pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique	27 novembre 1942	MONITEUR N° 8 du 26 janvier 1942

Convention relative à la création d'une organisation maritime consultative inter-Gouvernementale	6 mars 1948	2 décembre 1952 MONITEUR N° 7 du 15 janvier 1953
Protocole amendant la Charte de l'Organisation des Etats Américains (OEA)	30 avril 1948	12 mars 1970 MONITEUR N° 30-G du 10 avril 1970
Convention interaméricaine sur les droits d'auteur d'œuvres littéraires, scientifiques et artistiques	22 juin 1948 Entrée en vigueur le : 21 avril 1952	2 septembre 1952 MONITEUR N° 10 du 26 janvier 1953
Décret sanctionnant la Convention relative à l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles	23 août 1950	MONITEUR N° 9 du 29 janvier 1951
Décret de la Junte de Gouvernement sanctionnant la Charte de l'Organisation des Etats Américains signé le 30 avril 1948	23 août 1950	MONITEUR N° 14 du 15 février 1951 Reproduction MONITEUR N° 38 du 7 mai 1951
Décret sanctionnant la Convention Internationale de télécommunications et des radiocommunications	23 août 1950	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1952
Décret sanctionnant le Traité américain de règlement pacifique, dit « Pacte de Bogota »	23 août 1950	MONITEUR N° 18 du 18 janvier 1952
Décret sanctionnant la Convention Interaméricaine sur la réglementation de la circulation automobile signée à Washington le 15 décembre 1943	17 novembre 1950	MONITEUR N° 20 du 8 mars 1951
Convention Interaméricaine sur l'asile politique	3 mars 1951	MONITEUR N° 102 du 8 novembre 1951
Accord relatif au Service Coopératif Interaméricain de la Production Agricole	28 juin 1951	MONITEUR N° 59 du 26 juillet 1951

Décret sanctionnant la Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	4 août 1951	MONITEUR N° 1 du 3 janvier 1952
Décret sanctionnant la Convention Inter-américaine sur l'Asile politique, signée à Montevideo le 26 décembre 1933	3 septembre 1951	MONITEUR N° 102 du 8 novembre 1951
Décret sanctionnant la Convention Inter-américaine sur le droit d'Asile, signée à La Havane le 20 février 1928	3 septembre 1951	MONITEUR N° 118 du 27 décembre 1951
Décret sanctionnant l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Etats Américains, signé le 7 juillet 1949	3 septembre 1951	MONITEUR N° 19 du 31 décembre 1951
Décret sanctionnant la Convention concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce	4 septembre 1951	MONITEUR N° 9 du 28 janvier 1952
Décret sanctionnant la Convention sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées	4 septembre 1951	MONITEUR N° 16 du 18 février 1952
Convention de 1921 sur le repos hebdomadaire (industrie)	14 mai 1952	MONITEUR N° 97 du 25 octobre 1951
Décret sanctionnant la Convention Inter-américaine des Droits d'auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques et artistiques	2 septembre 1952	MONITEUR N° 10 du 26 janvier 1953
Décret sanctionnant la Convention pour le développement des relations culturelles interaméricaines	16 juillet 1954	MONITEUR N° 76 du 2 septembre 1954
Décret sanctionnant la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle	31 juillet 1957	MONITEUR N° 3 du 6 janvier 1958

Décret sanctionnant la Convention sur la circulation routière	31 juillet 1957	MONITEUR N° 36 du 17 mars 1958
Convention Interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme	3 août 1957	MONITEUR N° 122 du 7 novembre 1957
Décret sanctionnant à la date du 5 août 1957 la Convention Interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme	5 août 1957	MONITEUR N° 122 du 7 novembre 1957
Décret relatif à la création d'une Banque Interaméricaine de Développement	28 août 1959	MONITEUR N° 98 du 28 septembre 1959
Décret dénonçant pour délier la République d'Haïti de tous engagements et obligations préalablement souscrits, la Convention Interaméricaine dénommée Convention Interaméricaine de La Havane sur le droit d'asile de 1928	14 juillet 1967	MONITEUR N° 61 du 17 juillet 1967
Décret dénonçant pour délier la République d'Haïti de tous engagements et obligations préalablement souscrits, la Convention Interaméricaine dénommée Convention Interaméricaine de Caracas sur l'asile territorial	14 juillet 1967	MONITEUR N° 61 du 17 juillet 1967
Décret dénonçant pour délier la République d'Haïti de tous engagements et obligations préalablement souscrits, la Convention Interaméricaine de Montevideo sur l'asile politique de 1933	14 juillet 1967	MONITEUR N° 61 du 17 juillet 1967
Décret dénonçant pour délier la République d'Haïti de tous engagements et obligations préalablement souscrits, la Convention Interaméricaine de Caracas sur l'asile diplomatique de 1954	14 juillet 1967	MONITEUR N° 61 du 17 juillet 1967

Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisme pour l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine (OPANAL)	8 septembre 1969	7 mars 1977 MONITEUR N° 39 du 26 mai 1975
Convention américaine relative aux Droits de l'Homme (Pacte de San Jose de Costa Rica)	22 novembre 1969 Entrée en vigueur le : 18 juillet 1978	18 août 1979 MONITEUR N° 77 du 1 ^{er} octobre 1979
Décret sanctionnant le Protocole de réforme de la Charte de l'OEA	12 mars 1970	MONITEUR N° 30-G du 10 avril 1970
Décret sanctionnant la Convention de Washington signée à Washington le 29 décembre 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets	13 mars 1975	MONITEUR N° 29 du 10 avril 1975
Décret sanctionnant la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisme pour l'Interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine (OPANAL) signée à Mexico le 30 juillet 1973	24 mars 1975	MONITEUR N° 39 du 26 mai 1975
Accord de Panama constitutif du Système Economique Latino-Américain (SELA)	17 octobre 1975	3 juin 1977 MONITEUR N° 14 du 24 février 1977
Décret sanctionnant l'Acte constitutif de l'Organisation Latino-américaine d'Energie signée à Lima le 2 novembre 1973	3 mars 1976	MONITEUR N° 22 du 18 mars 1976
Décret sanctionnant le Protocole de Réforme du Traité Interaméricain d'Assistance Mutuelle (TIAM) souscrit à la Conférence des plénipotentiaires chargés de la révision dudit Traité	8 mars 1976	MONITEUR N° 24 du 29 mars 1976
Convention sur la défense du patrimoine archéologique, historique et artistique des Nations américaines	16 juin 1976	14 mars 1983 MONITEUR N° 65 du 15 septembre 1983

Convention de 1957 relative aux populations aborigènes et tribales	9 novembre 1976	MONITEUR N° 143 du 19 décembre 1957
Décret sanctionnant la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation Latino-Américaine d'Energie approuvée par la VI ^{ème} Conférence des Ministres tenue au Mexique du 8 au 12 septembre 1975	16 novembre 1976	MONITEUR N° 3 du 10 janvier 1977
Décret sanctionnant l'Accord de Panama constitutif du Système Économique Latino-Américain (SELA) fait en la ville de Panama le 17 octobre 1975	3 janvier 1977	MONITEUR N° 14 du 24 février 1977
Loi sanctionnant la Convention Américaine des Droits de l'Homme « Pacte de San Jose de Costa Rica »	20 août 1979	MONITEUR N° 77 du 1 ^{er} octobre 1979
Décret sanctionnant la Convention relative à l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture	16 novembre 1979	MONITEUR N° 9 du 1 ^{er} février 1980
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet le texte définissant les statuts du Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie	30 septembre 1981	MONITEUR N° 86 du 9 novembre 1981
Décret sanctionnant la Convention sur la défense du Patrimoine archéologique, historique et artistique des Nations américaines	14 mars 1983	MONITEUR N° 65 du 15 septembre 1983
Convention Interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'éradication de la violence contre la femme (Secrétariat Général de l'OEA)	9 juin 1994	MONITEUR N° 66-A du 9 septembre 1996
Convention Interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'éradication de la violence contre la femme	9 juin 1994 Entrée en vigueur le : 5 mars 1995	3 avril 1996 MONITEUR N° 66-A Publié le 9 septembre 1996

Décret ratifiant l'Accord portant modification de la Quatrième Convention ACP-CE de Lomé signé à l'Ile Maurice le 4 novembre 1995	7 mai 1997	MONITEUR N° 58 du 28 juillet 1997
---	------------	---

SECTION III : DES ACCORDS BILATERAUX

<i>ACCORDS BILATERAUX</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi approuvant la Convention d'arbitrage arrêtée entre le Gouvernement haïtien et la Légation de sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et celle de la République française	27 août 1913	MONITEUR N° 75 du 17 septembre 1913
Accord entre le Gouvernement haïtien et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration et le contrôle de la Direction Générale des Travaux Publics, du Service d'Hygiène et de l'Agriculture par le Président de la République d'Haïti	5 août 1931	MONITEUR N° 63 du 10 août 1931
Décret sanctionnant l'arrangement franco-haïtien concernant les conditions d'expédition des imprimés par voie postale	24 novembre 1931	MONITEUR N° 5 du 16 janvier 1939
Lettres relatives au bénéfice de l'équivalence accordé par le Gouvernement de la République française au Certificat haïtien d'Etudes secondaires du deuxième degré	27 janvier 1932	MONITEUR N° 10 du 4 février 1932
Convention relative au remplacement des officiers de la Garde américaine par des officiers haïtiens	3 septembre 1932	MONITEUR N° 32 du 16 avril 1934
Décret sanctionnant le Traité de commerce entre Haïti et la Grande-Bretagne en date du 7 avril 1932	25 septembre 1932	MONITEUR N° 87 du 31 octobre 1932
Décret sanctionnant le Traité de commerce entre Haïti et la Grande-Bretagne	25 septembre 1932	MONITEUR N° 95 du 28 novembre 1932
Décret sanctionnant la Convention commerciale haïtiano-américaine	26 avril 1935	MONITEUR N° 35 du 29 avril 1935

Décret sanctionnant le Protocole additionnel au Traité du 21 janvier 1929 mettant fin au litige des frontières entre la République d'Haïti et la République dominicaine	24 mars 1936	MONITEUR N° 47 du 1 ^{er} juin 1936
Décret sanctionnant l'arrangement franco-haïtien concernant les conditions d'expédition des imprimés par voie postale	10 janvier 1939	MONITEUR N° 5 du 16 janvier 1939
Décret-loi sanctionnant le modus operandi signé le 21 novembre 1939 entre la République d'Haïti et la République Dominicaine en ce qui concerne l'admission aux frontières, le rapatriement des nationaux respectifs des deux Etats et les sanctions à appliquer par chaque Etat contre ses nationaux, lorsque ceux-ci, ayant commis des actes délictueux dans l'autre Etat se seront réfugiés dans leur territoire national	25 novembre 1939	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1940
Convention sur les biens de l'Eglise catholique en Haïti et sur l'organisation et l'administration des fabriques paroissiales	25 janvier 1940	MONITEUR N° 13 du 10 février 1941
Décret sanctionnant le Contrat du 5 novembre 1940 entre l'Etat haïtien et la TEXAS Co. (Caribbean) LTD autorisant l'entrée, francs de droit d'outils et de matériels spéciaux pour la construction de deux réservoirs à Gazoline	6 novembre 1940	MONITEUR N° 91 du 18 novembre 1940
Décret-loi sanctionnant l'Accord conclu à Washington, le 28 novembre 1940, prévoyant un système de contingentement du café exporté par les pays de l'hémisphère occidental	10 janvier 1941	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1941

Convention commerciale entre la République d'Haïti et la République dominicaine pour l'introduction en République Dominicaine de journaliers haïtiens saisonniers	26 août 1941	MONITEUR N° 16 du 23 février 1942
Convention entre les Gouvernements haïtien et américain modifiant par un échange de petites portions de terre, l'alignement des lisières de la propriété sise à Bourdon, sur laquelle est construite la résidence du Ministère des Etats-Unis d'Amérique	19 octobre 1942	MONITEUR N° 85 du 22 octobre 1942
Décret-loi sanctionnant le Contrat du 17 août 1943 entre l'Etat d'Haïti et la Compagnie Royale des Transports Aériens des Pays-Bas SAKLM en vue de l'établissement et de l'exploitation par cette compagnie de services aériens affectés au transport du courrier, de passagers, de bagages et fret entre la République d'Haïti et les Antilles Néerlandaises	10 septembre 1943	MONITEUR N° 77 du 27 septembre 1953
Décret sanctionnant la Convention des Nations Unies pour une administration de secours et de reconstruction	1^{er} mars 1944	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1944
Accord culturel entre la République d'Haïti et la République française	24 septembre 1945	MONITEUR N° 124 du 26 décembre 1946
Accord pour le développement des relations culturelles entre Haïti et Venezuela	23 octobre 1944	MONITEUR N° 51 du 25 juin 1945
Accord conclu par échange de notes pour le transfert de la correspondance diplomatique d'Haïti en France et de France en Haïti par des valises diplomatiques	29 mars 1946	MONITEUR N° 124 du 26 décembre 1946
Traité américain de règlement pacifique	30 avril 1948	20 avril 1951 MONITEUR N° 6 du 18 janvier 1951

Accord de prolongation du Programme Coopératif d'hygiène et de sanitation entre Haïti et l'Organisme dénommé « The Institute of Interamerican Affairs »	30 juin 1949	MONITEUR N° 25 du 27 février 1950
Accord entre Haïti et les Etats-Unis d'Amérique pour mettre fin à l'Accord commercial du 28 mars 1935	29 décembre 1949	MONITEUR N° 4 du 9 janvier 1950
Accord relatif à l'éradication du pian et au contrôle de la syphilis rurale	13 juin 1950	MONITEUR N° 75 du 22 juin 1950
Accord entre le Gouvernement haïtien et l'OMS en vue de l'exécution d'un programme d'éradication du pian	21 juin 1950	MONITEUR N° 47 du 9 janvier 1950
Décret sanctionnant l'Accord du 20 décembre 1949 entre Haïti et le Fonds International de Secours à l'Enfance	8 août 1950	MONITEUR N° 99 du 21 août 1950
Décret sanctionnant le Traité de Paix signé à Port-au-Prince entre Haïti et l'Italie, le 11 décembre 1948	30 septembre 1950	MONITEUR N° 122 du 19 octobre 1950
Accord relatif à l'échange des valises diplomatiques par voie maritime entre les Gouvernements haïtien et brésilien	19 mars 1951	MONITEUR N° 26 du 29 mars 1951
Accord entre les Gouvernements haïtien et américain relativement au point IV pour la Coopération technique entre Haïti et les Etats-Unis	2 mai 1951	MONITEUR N° 42 du 21 mai 1951
Accord entre le Ministère des Finances du Gouvernement de la République d'Haïti et la United Operations Mission to Haiti pour la mise en œuvre de certains programmes de coopération technique et d'aide économique	2 mai 1951	MONITEUR N° 14 du 8 février 1960
Accord entre les stations radio-amateurs de la République d'Haïti et des Etats-Unis d'Amérique	2 mai 1951	MONITEUR N° 14 du 8 février 1960

Accord entre Haïti et le Brésil relatif à l'échange des valises diplomatiques par voie aérienne	29 mai 1951	MONITEUR N° 43 du 24 mai 1951
Accord entre FAO et Haïti pour l'Alimentation et l'Agriculture	28 juin 1951	MONITEUR N° 34 du 14 avril 1952
Accord relatif à une demande de la Marine des Etats-Unis pour l'élargissement de la zone aérienne de contrôle située au sud de la baie de Guantanamo	31 juillet 1951	MONITEUR N° 68 du 16 août 1951
Décret sanctionnant l'Accord de base d'Assistance technique signé par Haïti avec l'Organisation des Nations Unies, le 28 juin 1951	3 septembre 1951	MONITEUR N° 106 du 19 novembre 1951
Traité de Paix avec le Japon	8 septembre 1951	1 ^{er} mai 1953 MONITEUR N° 14 du 5 février 1953
Accord entre les Gouvernements haïtien et espagnol en vue d'élévation au rang d'Ambassade leurs représentations diplomatiques respectives	30 janvier 1952	MONITEUR N° 38 du 28 avril 1952
Accord entre les Gouvernements haïtien et cubain en vue de l'élévation au rang d'Ambassade leurs représentations diplomatiques respectives	8 mars 1952	MONITEUR N° 38 du 28 avril 1952
Traité de Paix entre l'Italie et Haïti	12 mars 1952	MONITEUR N° 30 du 31 mars 1952
Accord N° 4 conclu entre l'OIT et Haïti aux fins d'octroi d'une assistance technique à Haïti	26 et 30 mai 1952	MONITEUR N° 110 du 13 novembre 1952
Décret sanctionnant l'Accord sur l'embauchage en Haïti et l'entrée en République dominicaine des journaliers temporaires haïtiens	27 mai 1952	MONITEUR N° 65 du 28 juillet 1952

Accord de commerce entre Haïti et la France	12 juillet 1952	MONITEUR N° 69 du 11 août 1952 Reproduction MONITEUR N° 106 du 3 novembre 1952
Décret sanctionnant l'Accord relatif à l'admission de stagiaires en Haïti et en France	2 septembre 1952	MONITEUR N° 110 du 13 novembre 1952
Décret sanctionnant le Traité de Paix avec le Japon et les Puissances alliées signé à San Francisco, le 8 septembre 1951	2 septembre 1952	MONITEUR N° 14 du 5 février 1953
Loi créant l'Ambassade d'Haïti en Italie	12 septembre 1952	MONITEUR N° 81 du 16 septembre 1952
Accord sur le Programme Coopératif d'Education Rurale	3 février 1955	MONITEUR N° 12 du 10 février 1955
Accord par échange de Notes concernant l'aide urgente fournie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à Haïti à l'occasion des ravages causés par le cyclone HAZEL	1 ^{er} avril 1955	MONITEUR N° 68 du 4 août 1955
Décret sanctionnant l'Accord entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique relatif à l'aide militaire, signé le 28 janvier 1955	27 juin 1955	MONITEUR N° 72 du 18 août 1955
Loi sanctionnant le contrat du 29 avril 1955 entre l'Etat haïtien et la SEDREN en vue de l'exploitation des mines de cuivre situées dans la région de Terre-Neuve et tous les autres minéraux intimement associés au cuivre trouvés au cours de l'extraction du lignite suivant les conditions, prévues audit Contrat	16 août 1955	MONITEUR N° 76 du 29 août 1955
Décret sanctionnant le « Traité d'Amitié » entre l'Espagne et Haïti, signé à Port-au-Prince, le 24 mai 1954 et l'échange de notes du 13 août 1955	17 août 1955	MONITEUR N° 80 du 26 juillet 1956

Arrêté présidentiel autorisant la société anonyme « REYNOLDS HAITIAN MINES, INC » à faire ses opérations en Haïti	6 février 1956	MONITEUR N° 14 du 13 février 1956
Décret sanctionnant l'Accord du 13 décembre 1958 entre l'Etat haïtien et le Secours Catholique	26 décembre 1958	MONITEUR N° 13 du 22 janvier 1959
Décret sanctionnant l'Accord entre Haïti et les Etats-Unis d'Amérique concernant une mission navale	5 janvier 1959	MONITEUR N° 13 du 22 janvier 1959
Décret sanctionnant le traité de commerce entre la République d'Haïti et la République française	15 février 1960	MONITEUR N° 27 du 17 mars 1960
Accord relatif au prêt d'un navire par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au Gouvernement de la République d'Haïti	8 juillet 1960	MONITEUR N° 63 du 21 juillet 1960
Accord sur la livraison d'équipements, de matériels et de services sollicités du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique par le Gouvernement de la République d'Haïti	1 ^{er} septembre 1960	MONITEUR N° 86 du 19 septembre 1960
Loi portant sur l'adhésion de la République d'Haïti aux statuts de l'Association Internationale de Développement (AID)	4 juillet 1961	MONITEUR N° 68 du 13 juillet 1961
Loi sanctionnant l'Accord signé à Washington, le 13 juin 1961, entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement par lequel la République d'Haïti donne son adhésion aux statuts de ladite Association Internationale de Développement	4 juillet 1961	MONITEUR N° 68 du 13 juillet 1961
Décret créant une représentation officielle du Gouvernement haïtien près la Communauté Economique Européenne	29 novembre 1962	MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1963

Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de commerce entre la République d'Haïti et l'Empire du Japon, signé à Tokyo, le 17 décembre 1958	20 juin 1963	MONITEUR N° 59 du 4 juillet 1963
Décret sanctionnant l'Accord du 15 juin 1965 entre Haïti et la France relatif au transport aérien	28 juillet 1965	MONITEUR N° 71 du 5 août 1965
Accord par échange de Notes concernant l'octroi de cartes touristiques aux ressortissants haïtiens et aux sujets britanniques	4 et 10 mars 1966	MONITEUR N° 45 du 2 juin 1966
Décret ratifiant l'Accord entre l'Etat haïtien et la République Fédérale d'Allemagne en vue de la création en commun d'une école professionnelle à Port-au-Prince	15 mars 1966	MONITEUR N° 22-D du 18 mars 1966
Accord par échange de Notes entre le Gouvernement de la Belgique et celui de la République d'Haïti pour la suppression du visa de touriste	30 juin 1966	MONITEUR N° 54 du 4 juillet 1966
Décret ratifiant le Traité d'Amitié entre Haïti et la Chine	3 février 1969	MONITEUR N° 34-A du 11 avril 1969
Arrêté autorisant le fonctionnement de la Société anonyme dénommée : « Sisal Producers Twine et Cordage S.A. »	23 février 1970	MONITEUR N° 22 du 12 mars 1970
Décret consacrant l'adhésion du Gouvernement haïtien à la Convention relative à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, signée à Niamey, le 20 mars 1970	6 novembre 1970	MONITEUR N° 92 du 9 novembre 1970
Décret sanctionnant l'Accord Culturel Haïtiano-Espagnol	29 septembre 1971	MONITEUR N° 86 du 28 octobre 1971

Décret sanctionnant l'Accord entre Haïti et le Secrétariat Général de l'Organisation des Etats Américains sur le fonctionnement à Port-au-Prince d'un Bureau du Secrétariat Général de l'Organisation des Etats Américains en Haïti, signé à Port-au-Prince, le 8 mars 1972	12 septembre 1972	MONITEUR N° 61 du 2 octobre 1972
Décret accordant à l'Institut Français d'Haïti la concession gratuite et illimitée d'une propriété domaniale située à la façade nord de la Rue Léon Audain, Commune de Port-au-Prince	27 septembre 1972	MONITEUR N° 63 du 9 octobre 1972
Décret sanctionnant le Protocole intervenu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Haïti instituant une Commission mixte franco-haïtienne de coopération culturelle, scientifique et technique	28 septembre 1972	MONITEUR N° 60 du 28 septembre 1972
Décret sanctionnant l'Accord passé entre le Gouvernement de la République d'Haïti et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne	29 novembre 1972	MONITEUR N° 3 du 11 janvier 1973
Accord entre le Gouvernement haïtien et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en vue d'une assistance technique à Haïti	28 juin 1973	MONITEUR N° 57 du 23 juillet 1973
Décret sanctionnant l'Accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique entre Haïti et la France, signé à Paris, le 6 juin 1973	5 juillet 1973	MONITEUR N° 59 du 30 juillet 1973
Décret de l'Assemblée Nationale sanctionnant l'Accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique, signé à Paris, le 6 juin 1973 entre le Gouvernement de la République d'Haïti et le Gouvernement de la République française	11 juillet 1973	MONITEUR N° 59 du 11 juillet 1973

Loi sanctionnant le Contrat de Prêt intervenu à Port-au-Prince, le 28 février 1973, entre le Gouvernement haïtien et celui des Etats-Unis	6 septembre 1973	MONITEUR N° 79 du 11 octobre 1973
Décret sanctionnant le Traité, signé le 14 août 1973, entre la République d'Haïti et la République Fédérale d'Allemagne, relatif à l'encouragement et à la protection mutuelle des investissements de capitaux	29 novembre 1973	MONITEUR N° 96 du 13 décembre 1973
Accord de base de coopération technique entre Haïti et le Venezuela	31 janvier 1974	MONITEUR N° 38 du 2 mai 1974
Décret sanctionnant l'Accord de base de coopération technique entre le Gouvernement haïtien et le Gouvernement vénézuélien, signé le 31 janvier 1974	4 février 1974	MONITEUR N° 38 du 2 mai 1974
Décret sanctionnant l'Accord de coopération scientifique et technique entre Haïti et Israël, signé à Jérusalem, le 28 août 1974	19 septembre 1974	MONITEUR N° 93 du 2 décembre 1974
Décret sanctionnant le Traité d'Amitié, de commerce et de navigation entre Haïti et Israël, signé à Jérusalem, le 28 août 1974	19 septembre 1974	MONITEUR N° 93 du 2 décembre 1974
Décret sanctionnant l'Accord fait par échanges de lettres entre Israël et Haïti relatif aux visas d'entrée et de sortie pour les ressortissants des deux pays, titulaires d'un passeport valide, signé respectivement à Jérusalem, le 25 août 1974 et à Port-au-Prince, le 18 octobre 1974	15 mars 1975	MONITEUR N° 29-A du 10 avril 1975
Décret sanctionnant l'Accord fait par échanges de lettres entre l'Etat d'Israël et la République d'Haïti relatif à la suppression des visas d'entrée et de sortie pour les ressortissants des deux pays	25 mars 1975	MONITEUR N° 29-A du 10 avril 1975

Décret sanctionnant l'Accord conclu à Port-au-Prince, le 20 mars 1975, entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de la République d'Haïti en vue de la vente de produits agricoles	11 avril 1975	MONITEUR N° 36 du 12 mai 1975
Décret sanctionnant la Convention minière intervenue entre l'Etat haïtien et la Société franco-haïtienne des Mines	22 janvier 1976	MONITEUR N° 7 du 26 janvier 1976
Décret sanctionnant le contrat de Prêt et d'exécution du Projet (à concurrence de 5400.000 DM) conclu entre la République d'Haïti et l'Allemagne, le 10 février 1976	16 février 1976	MONITEUR N° 30 du 12 avril 1976
Décret sanctionnant la Convention minière entre l'Etat haïtien représenté par l'Institut National des Ressources Minérales et la Société Minière d'Haïti, S.A., représentée par la Milton Stern	22 mars 1976	MONITEUR N° 23-A du 22 mars 1976 Reproduction MONITEUR N° 23-B du 22 mars 1976
Décret sanctionnant le contrat pétrolier entre Haïti et Venezuela	12 octobre 1976	MONITEUR N° 79 du 14 octobre 1976
Décret sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement du 14 janvier 1977, signé à Washington entre l'Etat haïtien et l'Association Internationale de Développement pour le financement d'un projet de développement rural dans le département du Nord	28 février 1977	MONITEUR N° 27 du 28 avril 1977
Décret sanctionnant l'Accord de Coopération commerciale entre la République d'Haïti et la République de Corée, signé à Port-au-Prince, le 11 mai 1977	1 ^{er} septembre 1977	MONITEUR N° 66 du 26 septembre 1977
Décret sanctionnant l'Accord sur la délimitation des frontières maritimes entre la République de Cuba et la République d'Haïti, signé à La Havane, le 27 octobre 1977	4 novembre 1977	MONITEUR N° 78 du 14 novembre 1977

Décret sanctionnant l'Accord de Coopération technique remboursable pour un montant de Cent Trente Mille Dollars, signé à Washington entre l'Etat haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement	7 novembre 1977	MONITEUR N° 84 du 12 décembre 1977
Décret sanctionnant la Convention signée à Port-au-Prince, le 9 février 1978, entre la République d'Haïti et la République dominicaine pour la construction d'un barrage répartiteur international sur la rivière Pédernales	15 février 1978	MONITEUR N° 16 du 2 mars 1978
Décret sanctionnant l'Accord sur la délimitation des frontières maritimes entre Haïti et la Colombie, signé à Port-au-Prince, le 17 février 1978	21 février 1978	MONITEUR N° 19 du 16 mars 1978
Loi sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement, signé à Washington, le 9 juin 1978, pour un montant de Quinze Millions de Dollars (\$15.000.000) entre l'Etat haïtien et l'Association Internationale de Développement et l'Accord de Projet au profit de l'Autorité Portuaire Nationale	7 septembre 1978	MONITEUR N° 63 du 14 septembre 1978
Décret sanctionnant le Contrat du 16 décembre 1978, d'Administration et de Fonctionnement de l'Aéroport François Duvalier, passé entre l'Etat haïtien et la American Airlines INC., Corporation	25 janvier 1979	MONITEUR N° 23 du 19 mars 1979
Décret sanctionnant le Contrat de Prêt et celui de garantie, signé à Washington entre la Banque Nationale de la République d'Haïti et la BID	8 mars 1979	MONITEUR N° 22 du 15 mars 1979
Décret sanctionnant l'Accord de Coopération technique non remboursable, signé le 22 février 1979, entre l'Etat haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID)	8 mars 1979	MONITEUR N° 32 du 19 avril 1979 MONITEUR N° 27 du 2 avril 1979

Loi sanctionnant l'Accord de Coopération technique entre la République d'Haïti et la République Fédérale d'Allemagne, signé le 25 avril 1979	10 août 1979	MONITEUR N° 78 du 4 octobre 1979
Loi sanctionnant l'Accord de base de coopération entre Haïti et la République Dominicaine, signé à Malpasse, le 31 mai 1979	18 août 1979	MONITEUR N° 66-A du 20 août 1979
Décret sanctionnant l'Accord de Prêt pour un montant de Quatre Millions de dollars, signé le 17 mai 1979, entre l'Etat haïtien et les parties contributantes du Fonds spécial de l'OPEP	10 octobre 1979	MONITEUR N° 83 du 22 octobre 1979 MONITEUR N° 90 du 19 novembre 1979
Décret sanctionnant l'Accord bilatéral relatif aux négociations commerciales multilatérales, signé le 5 septembre 1979 à Washington entre Haïti et les Etats-Unis d'Amérique du Nord	10 novembre 1979	MONITEUR N° 89 du 15 novembre 1979
Décret sanctionnant la Convention, signée le 28 novembre 1979, entre le Gouvernement du Canada et la République d'Haïti pour un montant de Dix-Sept Millions Cent Mille Dollars canadiens pour un projet d'électrification	31 décembre 1979	MONITEUR N° 4 du 14 janvier 1980
Décret sanctionnant l'Accord de Coopération culturelle, technique et scientifique entre Haïti et la Colombie	4 février 1980	MONITEUR N° 26 du 31 mars 1980
Décret sanctionnant la Convention passée, le 18 janvier 1980, à Paris entre Haïti et l'Association Française des Volontaires du Progrès	4 février 1980	MONITEUR N° 62 du 28 août 1980
Décret sanctionnant deux Accords de crédit de développement, signés le 31 mai 1979, à Washington D.C. entre Haïti et les Etats-Unis	11 février 1980	MONITEUR N° 21 du 13 mars 1980

Accord intervenu entre le Gouvernement haïtien et le Fonds Haïtiano-Allemand pour le Développement Rural	7 mars 1980	MONITEUR N° 36 du 5 mai 1980
Décret sanctionnant l'Accord culturel de coopération technique entre Haïti et le Libéria	12 mars 1980	MONITEUR N° 23 du 20 mars 1980
Décret sanctionnant les Contrats de Prêt et de Garantie, pour un montant de Quatre Millions Cent Mille Dollars (\$4.100.000) signé le 15 avril 1980 entre la BID et la République d'Haïti	10 novembre 1980	MONITEUR N° 7 du 26 janvier 1981
Décret sanctionnant le Contrat en date du 24 octobre 1980, intervenu entre l'Etat haïtien et la Haitian Marine Exploration S.A.	22 décembre 1980	MONITEUR N° 2 du 8 janvier 1981
Loi sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement entre Haïti et les Représentants des autorités du consortium des Banques	1 ^{er} juillet 1981	MONITEUR N° 52 du 9 juillet 1981
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de Crédit de Développement pour un montant de Cinq Millions Sept Cent Mille DTS (DTS 5.700.000) entre Haïti et l'Association Internationale de Développement	28 septembre 1981	MONITEUR N° 80 du 15 octobre 1981
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet : 1°) l'Accord de coopération scientifique et technique, signé le 15 septembre 1980, entre la République d'Haïti et la République d'Argentine et 2°) l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel	30 septembre 1981	MONITEUR N° 85 du 5 novembre 1981

Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de Coopération culturelle entre la République d'Haïti et la République d'Argentine	30 septembre 1981	MONITEUR N° 86 du 9 novembre 1981
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet : 1°) le texte définissant les statuts du Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie et 2°) l'Accord de coopération culturelle entre la République d'Haïti et la République d'Argentine	30 septembre 1981	MONITEUR N° 86 du 9 novembre 1981
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, le Contrat du 7 mai 1981 intervenu entre l'Etat haïtien et la Société Franco-Haïtienne des Mines	3 novembre 1981	MONITEUR N° 85 du 5 novembre 1981
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, le Protocole d'Accord signé à Port-au-Prince, le 22 février 1930 entre l'Etat haïtien et l'Euro-American Industrial Development Cooperation	23 novembre 1981	MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1982
Décret sanctionnant le Contrat en date du 11 décembre 1981 intervenu entre Haïti et la Unifinco	2 février 1982	MONITEUR N° 10 du 3 février 1982
Loi frappant de forclusion le contrat du 11 décembre 1981, signé à Rome entre le Gouvernement haïtien et la Société dénommée UNIFINCO	28 juin 1982	MONITEUR N° 59 du 19 août 1982
Loi frappant de forclusion le contrat en date du 21 octobre 1980 intervenu entre l'Etat haïtien et la Haitian Marine Exploration S.A.	28 juin 1982	MONITEUR N° 59 du 19 août 1982
Loi sanctionnant la Convention minière entre l'Etat haïtien et la First City Development of Haiti S.A.	9 août 1982	MONITEUR N° 65 du 16 septembre 1982

Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de Crédit de Développement au profit de l'Electricité d'Etat d'Haïti, signé le 18 août 1982, entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement (AID)	11 octobre 1982	MONITEUR N° 71 du 11 octobre 1982
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord relatif au projet d'exploitation des ressources naturelles, intervenu entre l'Etat haïtien et le Fonds des Nations Unies autorenouvelable pour l'exploitation des ressources naturelles	14 décembre 1982	MONITEUR N° 87-A du 16 décembre 1982
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet l'Accord culturel et scientifique entre la République d'Haïti et l'Etat d'Israël	14 mars 1983	MONITEUR N° 33 du 19 mai 1983
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet l'Accord de base de coopération technique et scientifique entre la République d'Haïti et le Brésil	14 mars 1983	MONITEUR N° 36-A du 6 juin 1983
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet 1°) un Contrat de Prêt pour un montant de Quinze Millions de Dollars ; 2°) un Contrat de garantie avec la Banque Interaméricaine de Développement	20 mars 1983	MONITEUR N° 30 du 5 mai 1983
Décret rapportant celui du 3 novembre 1981, sanctionnant le contrat du 7 mai 1981, intervenu entre Haïti et la France	8 avril 1983	MONITEUR N° 32 du 16 mai 1983
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, le Contrat de Prêt de Un Million Huit Cent Mille Dollars (\$1.800.000) entre Haïti et l'OPEC	10 août 1983	MONITEUR N° 80 du 17 novembre 1983

Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet l'Accord de Crédit de Développement entre le Gouvernement haïtien et l'Association Internationale de Développement (AID)	20 octobre 1983	MONITEUR N° 73-A du 20 octobre 1983
Décret sanctionnant l'Accord de Prêt entre la République d'Haïti et le Fonds International du Développement Agricole	7 décembre 1983	MONITEUR N° 89 du 22 décembre 1983
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, le Contrat de Prêt et de Garantie pour un montant de Dix-Sept Millions Six Cent Mille Dollars, intervenu entre la Banque de la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement	30 décembre 1983	MONITEUR N° 3 du 12 janvier 1984
Décret sanctionnant l'Accord de Coopération commerciale du 19 novembre 1984 entre Haïti et l'Argentine	7 janvier 1984	MONITEUR N° 13 du 14 février 1985
Loi sanctionnant le Traité relatif à l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique	27 juin 1984	MONITEUR N° 54 du 2 août 1984
Décret sanctionnant le Contrat de Prêt d'un montant de Un Million Cent Soixante Mille Dollars, signé à Vienne, Autriche entre la République d'Haïti et l'OPEC Fund For International Development	27 août 1984	MONITEUR N° 76 du 29 octobre 1984
Décret sanctionnant le Concordat entre le Pape Jean-Paul II et Haïti	4 septembre 1984	MONITEUR N° 70 du 1 ^{er} octobre 1984
Décret sanctionnant la Convention relative à la lutte contre la discrimination dans l'enseignement	15 octobre 1984	MONITEUR N° 81 du 22 novembre 1984

Décret sanctionnant l'Accord de Coopération économique, technique, culturelle et scientifique, signé le 26 juillet 1984, entre la République d'Haïti et la République de Corée	18 octobre 1984	MONITEUR N° 83 du 29 novembre 1984
Décret sanctionnant l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre Haïti et la France	18 octobre 1984	MONITEUR N° 85 du 6 décembre 1984
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de Crédit de Développement, signé à Washington D.C., le 12 décembre 1984, entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement (AID)	17 janvier 1985	MONITEUR N° 15 du 25 février 1985
Accord passé entre le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et Haïti	21 janvier 1985	MONITEUR N° 8-A du 28 janvier 1985
Décret sanctionnant le texte de la Convention de coopération scientifique et économique, signé le 23 octobre 1984, entre Haïti et la République du Chili	13 mars 1985	MONITEUR N° 27 du 11 avril 1985
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet l'Accord de coopération économique et commerciale entre les Gouvernements haïtien et colombien	28 août 1985	MONITEUR N° 86 du 12 décembre 1985
Loi sanctionnant l'Accord pour la Promotion et la Protection des Investissements entre le Gouvernement de la République d'Haïti et celui du Royaume-Uni	28 août 1985	MONITEUR N° 88 du 19 décembre 1985
Loi sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de coopération financière entre le Gouvernement de la Confédération Suisse et le Gouvernement de la République d'Haïti	8 octobre 1985	MONITEUR N° 85 du 9 décembre 1985

Décret sanctionnant l'Accord entre le Gouvernement de la République d'Haïti et la Communauté Européenne sur le commerce des produits textiles	12 novembre 1985	MONITEUR N° 7 du 27 janvier 1986
Décret sanctionnant l'Accord sur l'Immigration illégale entre le Commonwealth des Bahamas et la République d'Haïti	21 novembre 1985	MONITEUR N° 87 du 16 décembre 1985
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, le Contrat de Prêt de Onze Millions Neuf Cent Mille Dollars américains (US\$ 11.900.000) signé entre la République d'Haïti et la BID	28 janvier 1986	MONITEUR N° 8 du 30 janvier 1986
Décret sanctionnant le texte de la Convention Internationale de 1969 sur le jaugeage des navires	10 mars 1986	MONITEUR N° 32 du 7 avril 1986
Décret sanctionnant l'Accord de Coopération technique non remboursable, signé à Washington, le 27 juin 1986, entre le Gouvernement de la République d'Haïti et la BID sur le Programme de postes communaux d'hygiène et d'eau potable rurale	23 janvier 1987	MONITEUR N° 19 du 5 mars 1987
Décret sanctionnant le Contrat de Prêt No 795/SF-HA entre Haïti et la BID	12 février 1987	MONITEUR N° 21 du 12 mars 1987
Décret sanctionnant le Contrat de Prêt No 794/SF-HA entre la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID)	6 mars 1987	MONITEUR N° 21 du 12 mars 1987
Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, l'Accord de Crédit de Développement No 1766-HA, signé à Washington, le 27 mars 1987, entre Haïti et l'Association Internationale de Développement (AID) relatif au programme de relance économique d'Haïti	2 avril 1987	MONITEUR N° 28 du 6 avril 1987

Décret sanctionnant le Contrat de Prêt N° 564/SF-HA entre la République d'Haïti et la BID	31 juillet 1987	MONITEUR N° 73 du 7 septembre 1987
Décret sanctionnant la Convention de transfert no Stabex/PV Dela/2/87/HAI, signée à Bruxelles, le 14 décembre 1988, entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Haïti	6 janvier 1988	MONITEUR N° 4 du 16 janvier 1989
Décret sanctionnant la Convention d'ouverture de crédit No 58349 00 007 OH au montant global de Cinq Millions de Francs français (FF5.000.000.00) destinés au renouvellement de la dotation du fonds d'étude et de préparation de projets agricoles, intervenue le 27 décembre 1988, entre la Caisse Centrale de Coopération Economique et la République d'Haïti	11 janvier 1989	MONITEUR N° 21 du 13 mars 1989
Décret sanctionnant la convention d'ouverture de crédit N° 58349 00 011 OG et 58349 00 010 OW au montant global de Cinquante-Deux Millions de Francs français (FF52.000.000.00) destinés au financement partiel du programme de remise en état des périmètres irrigués de la Plaine de l'Arcahaie, signée à Port-au-Prince le 29 mai 1989, entre la République d'Haïti et la Caisse Centrale de Coopération Economique	13 juin 1989	MONITEUR N° 50 du 3 juillet 1989
Décret sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement N° 2053-HA entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement (AID)	7 septembre 1989	MONITEUR N° 78 du 9 octobre 1989

<p>Décret sanctionnant l'Accord de Prêt No 241-HA, destiné au financement d'un Projet de Réhabilitation de petits périmètres irrigués, intervenu entre la République d'Haïti et le Fonds International de Développement Agricole</p>	<p>7 septembre 1989</p>	<p>MONITEUR N° 93 du 4 décembre 1989</p>
<p>Décret sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement N° 2052-HA, destiné au financement des travaux de réhabilitation du système d'eau potable de la ville de Port-au-Prince entre Haïti et AID</p>	<p>27 septembre 1989</p>	<p>MONITEUR N° 84 du 30 octobre 1989</p>
<p>Décret sanctionnant l'Accord de Crédit de Développement No 2071-HA entre la République d'Haïti et AID</p>	<p>16 février 1990</p>	<p>MONITEUR N° 40 du 30 avril 1990</p>
<p>Décret sanctionnant pour sortir son plein et entier effet, la Convention d'ouverture de crédit N° 58 349 00 014 OP au montant de Soixante Millions de Francs Français (FF 60.000.000.00) destinés au financement de la deuxième tranche du programme de réhabilitation des périmètres irrigués de l'Arcahaie, intervenue le 2 octobre 1990 entre la République d'Haïti et la Caisse Centrale de Coopération Economique</p>	<p>2 octobre 1990</p>	<p>MONITEUR N° 5 du 17 janvier 1991</p>
<p>Décret ratifiant pour sortir son plein et entier effet, le Contrat de Prêt No 838/SFHA au montant de Quarante-Quatre Millions Cinq Cent Mille Dollars américains (US\$ 44.500.000) destiné au financement du Projet de route Pont Sondé Mirebalais entre la République d'Haïti et la BID</p>	<p>26 mars 1991</p>	<p>MONITEUR N° 28-B du 1^{er} avril 1991</p>
<p>Accord de Crédit de Développement entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement</p>	<p>20 décembre 1994</p>	<p>MONITEUR N° 1 du 5 janvier 1995</p>

Accord de Crédit de Développement entre la République d'Haïti et la BID	20 décembre 1994	MONITEUR N° 17 du 27 février 1995
Décret sanctionnant l'Accord de Crédit 2765-HA « Projet de Création d'Emplois » entre la République d'Haïti et l'Association Internationale de Développement	13 juillet 1995	MONITEUR N° 54 du 13 juillet 1995

CHAPITRE II

DU DROIT PUBLIC HAITIEN

SECTION I : **Droit Constitutionnel**

SECTION II : **Droit Electoral**

SECTION III : **Droit Administratif**

- *Loi et Règlements sur l'Administration publique centrale*
- *Lois ou Règlements organiques*
- *Lois et Règlements sur les Circonscriptions administratives et les Collectivités territoriales*
- *Droit administratif des biens*
- *Législation sur l'hygiène publique*
- *Lois et Règlements sur la Police administrative*

SECTION IV : **Droit de l'Education et de la Culture**

SECTION V : **Droit fiscal**

SECTION VI : **Droit douanier**

SECTION VII : **Droits fondamentaux**

1

SECTION I

DROIT CONSTITUTIONNEL

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI
29 MARS 1987

MONITEUR N° 36 DU 28 AVRIL 1987
MONITEUR N° 36-A DU 28 AVRIL 1987
(Version Créole de la Constitution, p. 61)

DECRET REMETTANT EN VIGUEUR LA CONSTITUTION
DE 1987
26 MARS 1990

MONITEUR N° 31 DU 2 AVRIL 1990

SECTION II

DROIT ELECTORAL

**LOI DU 11 AOUT 2000 AMENDANT LA LOI
DU 19 JUILLET 1999**

MONITEUR N° 65 DU 17 AOUT 2000

SECTION III : DROIT ADMINISTRATIF

LOIS ET REGLEMENTS SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE	DATES	REFERENCES
Arrêté qui remet en vigueur la loi du 14 juin 1841 sur la gestion des successions vacantes	30 novembre 1844	Bulletin des Lois et Actes , p. 443
Loi sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de l'Administration publique	26 août 1870	MONITEUR N° 39 du 24 septembre 1870
Loi prélevant une taxe de 0,05 centimes monnaie nationale par jour et par mètre carré occupé sur tous ceux qui déposent, mélangent sur la voie publique des matériaux de construction, etc.	9 septembre 1918	MONITEUR N° 59 du 18 septembre 191
Loi sur la reconnaissance d'utilité publique	8 juillet 1921	MONITEUR N° 55 du 27 juillet 1921
Arrêté prévoyant que le Chef de la Comptabilité générale ou un Comptable du Département des Finances remplacera le Directeur de la Chambre des Comptes au sein de la Commission mentionnée au premier paragraphe de l'Article 16 de la Loi sur les successions vacantes	5 mars 1934	MONITEUR N° 21 du 12 mars 1934
Loi confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions d'administrateur des biens d'absents ou d'interdits ou des biens de communautés en instance de partage, de séquestre judiciaire, de syndic provisoire ou définitif de faillite	21 avril 1940	MONITEUR N° 34 du 25 avril 1940
Décret-loi chargeant les fonctionnaires de l'Administration Générale des Contributions de représenter l'Etat en justice tant en demandant qu'en défendant	14 octobre 1941	MONITEUR N° 87 du 16 octobre 1941

Loi établissant le statut des ingénieurs, des architectes et du personnel des Travaux Publics, Transports et Communications	25 novembre 1946	MONITEUR N° 120 du 26 décembre 1946
Loi fixant le statut du personnel des topographes, des dessinateurs et des hydrographes des Travaux Publics, Transports et Communications (TPTC)	8 septembre 1947	MONITEUR N° 84 du 25 septembre 1947
Loi modifiant celle du 19 janvier 1949 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	1 ^{er} septembre 1951	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Loi sur les obligations des boursiers de l'Etat	17 août 1955	MONITEUR N° 82 du 12 septembre 1955
Décret sur la légalisation des pièces administratives et judiciaires	10 février 1967	MONITEUR N° 15 du 13 février 1967
Décret modifiant la Loi du 13 mai 1964 sur la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP)	28 novembre 1977	MONITEUR N° 45 du 14 mai 1964
Décret confiant exclusivement le Service des colis postaux à l'Administration Générale des Postes	3 avril 1979	MONITEUR N° 36 du 30 avril 1979
Loi définissant l'Administration Publique Nationale	6 septembre 1982	MONITEUR N° 75 du 28 octobre 1982
Loi établissant le statut général des Agents de la Fonction publique	19 septembre 1982	MONITEUR N° 78 du 11 novembre 1982
Décret sur l'organisation de la Commune	22 octobre 1982	MONITEUR N° 76 du 4 novembre 1982
Loi modifiant l'Article 15 de la Loi du 18 janvier 1980 sur la caisse autonome des pensions	19 août 1983	MONITEUR N° 66 du 19 septembre 1983

Arrêté portant modalités de nomination des Agents de la Fonction publique	13 octobre 1983	MONITEUR N° 79 du 14 novembre 1983
Décret portant sur l'organisation et le fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif	4 novembre 1983	MONITEUR N° 78 du 10 novembre 1983
Loi sur le budget et la comptabilité publique	11 septembre 1985	MONITEUR N° 69-A du 30 septembre 1985
Décret confiant la gestion de la Caisse Assistance Sociale au Ministère des Affaires Sociales	27 octobre 1986	MONITEUR N° 88 du 30 octobre 1986
Décret faisant du Ministère de l'Agriculture la seule autorité à permettre la coupe d'arbre sur le territoire	23 septembre 1987	MONITEUR N° 83 du 12 octobre 1987
Arrêté déterminant les modalités d'application du Décret du 23 septembre 1987 portant création de l'Office National d'Identification des personnes physiques (ONI)	20 octobre 1987	MONITEUR N° 99 du 20 octobre 1987
Décret sur la pension militaire de retraite	10 décembre 1987	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1988
Décret sur la pension civile de retraite	15 septembre 1988	MONITEUR N° 84 du 15 septembre 1988 modifiant le décret du 18 janvier 1980 et la loi du 19 août 1983
Décret autorisant le Ministère de l'Economie et des Finances à procéder au relevé systématique de toutes les terres cultivables disponibles du domaine privé de l'Etat, à en faire dresser le cadastre afin d'en distribuer aux familles paysannes nécessiteuses	14 juillet 1989	MONITEUR N° 57 du 27 juillet 1989

Décret sur les Organisations Non Gouvernementales d'Aide au Développement (ONG)	14 septembre 1989	MONITEUR N° 77 du 5 octobre 1989 modifiant la loi du 13 décembre 1982
Décret établissant les normes et conditions de passation de marchés par les Pouvoirs publics	23 octobre 1989	MONITEUR N° 91 du 27 novembre 1989
Arrêté définissant les règles relatives au Conseil des Ministres	12 février 1990	MONITEUR N° 16 du 16 février 1990
Loi interprétative fixant les conditions de la réforme jugée nécessaire dans l'Administration publique en général et dans la Magistrature	30 avril 1991	MONITEUR N° 39-A du 13 mai 1991
Décret assouplissant les conditions d'éligibilité à la pension civile de retraite	28 mars 1995	MONITEUR N° 26 du 30 mars 1995
Loi portant sur la modernisation des entreprises publiques	26 septembre 1996	MONITEUR N° 75-A du 10 octobre 1996
Loi portant sur le départ volontaire et la mise à la retraite anticipée d'employés dans le cadre de la Réforme de l'Administration publique	9 avril 1997	MONITEUR N° 37 du 14 mai 1998

LOIS ET REGLEMENTS ORGANIQUES	DATES	REFERENCES
Loi organisant le Service Postal haïtien	24 septembre 1919	MONITEUR N° 66 du 24 septembre 1919
Loi instituant et organisant le Conseil Supérieur de la Magistrature, modifiée par celle des 12 janvier 1925 et 28 juin 1926	12 mai 1920	MONITEUR N° 39 et 53 des 22 mai 1920 et 5 juillet 1926
Décret-loi créant et organisant un Comité de Contrôle des exportations	22 juin 1941	MONITEUR N° 47 du 2 juin 1941
Loi créant au Département du Travail un organisme technique et administratif dénommé : « Bureau du Travail »	3 octobre 1946	MONITEUR N° 96 du 14 novembre 1946
Loi créant un Bureau du Travail au Cap-Haïtien, à Jérémie, aux Cayes, à St-Marc, à Port-de-Paix et donnant à celui de Port-au-Prince tout un rayonnement sur tout le territoire de la République définissant la juridiction du Bureau du Travail de Port-au-Prince sur Jacmel, Léogâne, Hinche, Lascahobas, Belladère et Arcahaie	20 mai 1947	MONITEUR N° 45 du 26 mai 1947
Décret créant un organisme public autonome ayant la personnalité civile dénommée Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite et fixant les attributions de cet Organisme	31 août 1949	MONITEUR N° 87 du 9 septembre 1949
Loi créant la Commission d'indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique	1^{er} septembre 1951	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Loi créant un Service d'Inspection des Véhicules	15 septembre 1953	MONITEUR N° 90 du 28 septembre 1953
Décret créant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif	23 septembre 1957	MONITEUR N° 103 du 23 septembre 1957

Loi organisant la Loterie de l'Etat haïtien	12 mars 1958	MONITEUR N° 47 du 14 avril 1958
Loi réorganisant l'ODVA en vue de donner l'impulsion nécessaire au développement de la Vallée de l'Artibonite	9 juin 1958	MONITEUR N° 68 du 9 juin 1958
Loi créant un organisme technique autonome ayant la personnalité civile dénommée : « Institut Haïtien du Bien-Etre Social et de Recherche » relevant du Département du Travail et au Bien-Etre Social	4 août 1958	MONITEUR N° 19 du 21 août 1958
Décret réorganisant l'Institut Haïtien de Statistique	31 octobre 1958	MONITEUR N° 122 du 4 novembre 1958
Arrêté fixant les conditions générales de l'Institut Haïtien de Statistique	7 novembre 1958	MONITEUR N° 128 du 20 novembre 1958
Décret instituant près du Tribunal Civil de Port-au-Prince, une section spéciale dénommée : « Tribunal pour Enfants » chargé de connaître les délits et crimes reprochés aux mineurs de moins de 16 ans et établissant une base de coopération entre le juge pour enfants, le personnel technique du Centre d'Accueil Duval Duvalier et la Direction Générale de l'IBESR	20 novembre 1961	MONITEUR N° 108 du 20 novembre 1961
Décret autorisant le Gouvernement de la République à construire un AEROPORT JET INTERNATIONAL dans la banlieue de Port-au-Prince, à Maïs Gâté, conformément aux normes présentées par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)	16 janvier 1962	MONITEUR N° 8 du 18 janvier 1962 Reproduction MONITEUR N° 11 du 29 janvier 1962
Loi modifiant les Articles 1 ^{er} et 5 du Décret du 31 octobre 1958 réorganisant l'Institut Haïtien de Statistique	24 juin 1963	MONITEUR N° 58 du 1 ^{er} juillet 1963

Décret relatif au fonctionnement de l'Office National d'Assurance Vieillesse (ONA)	8 avril 1965	MONITEUR N° 104 du 8 novembre 1965
Décret changeant la dénomination de l'Imprimerie de l'Etat et la remplaçant par celle de « Presse nationale d'Haïti », assurant en même temps son fonctionnement sur une base de parfaite autonomie susceptible de promouvoir son développement conformément aux fins pour lesquelles cette entreprise a été créée	28 septembre 1965	MONITEUR N° 94 du 4 octobre 1965
Arrêté réglementant le mode de fonctionnement de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP)	3 décembre 1965	MONITEUR N° 113 du 6 décembre 1965
Décret créant l'Office National du Logement en vue de développer et d'intensifier une politique adéquate du logement	7 mars 1966	MONITEUR N° 19 du 7 mars 1966
Loi instituant l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité	28 août 1967	MONITEUR N° 80, 81, 84-A, 84-B, 84-C des 18, 21, 28 septembre 1967
Loi dénommant le Département du Travail et du Bien-Etre Social : « Département des Affaires Sociales »	18 septembre 1967	MONITEUR N° 80 à 84-C du 18 septembre 1967
Décret confiant à l'Office d'Assurance Contre-Tiers le monopole de l'Etat sur l'Assurance contre-tiers	21 septembre 1967	MONITEUR N° 84 du 28 septembre 1967
Décret dénommant l'Hôpital Général « Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti »	14 mars 1968	MONITEUR N° 22 du 14 mars 1968
Décret déterminant les modalités de fonctionnement de l'Office National d'Assurance Vieillesse	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968

Décret révisant les lois et règlements régissant les services hydrauliques de la République	13 février 1968	MONITEUR N° 16 du 22 février 1968
Arrêté contenant les règlements généraux de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti	3 septembre 1968	MONITEUR N° 80 du 26 septembre 1968
Décret créant un organisme dénommé : « Conseil National de Recherche Scientifique et Technique »	27 septembre 1968	MONITEUR N° 81 du 30 septembre 1968
Décret créant la Minoterie d'Haïti	20 mars 1969	MONITEUR N° 27 du 24 mars 1969
Décret créant un organisme dénommé : « Conseil National de Télécommunications »	27 septembre 1969	MONITEUR N° 105 du 30 octobre 1969
Loi réorganisant l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA) créé par la loi du 2 septembre 1960	24 mai 1971	MONITEUR N° 43 du 31 mai 1971
Loi créant le comptoir d'escompte et de prêt de l'Office d'Assurance Vieillesse	25 août 1971	MONITEUR N° 70 du 24 septembre 1971
Arrêté fixant les attributions de la Commission Présidentielle Agraire Permanente	29 septembre 1971	MONITEUR N° 86 du 29 octobre 1971
Décret créant l'Organisme de Développement de la Plaine des Gonaïves	23 février 1972	MONITEUR N° 12 du 2 mars 1972
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Service d'Entretien Permanent du Réseau Routier National »	3 mars 1972	MONITEUR N° 15 du 13 mars 1987
Décret créant une commission nationale dénommée : « Commission Nationale d'Aménagement du Territoire » (CONAT)	20 novembre 1972	MONITEUR N° 80 du 27 novembre 1972

Loi créant l'Administration Portuaire de Port-au-Prince	18 juin 1973	MONITEUR N° 51-B du 28 juin 1973
Loi confiant l'administration et la gestion du warf et du port du Cap-Haïtien à l'Administration Portuaire de Port-au-Prince	18 juin 1973	MONITEUR N° 51-B du 28 juin 1973
Loi réorganisant l'Electricité d'Etat d'Haïti	4 février 1974	MONITEUR N° 13 du 14 février 1974
Décret définissant les attributions de la Commission Présidentielle Agraire Permanente et fixant son mode de fonctionnement	4 mars 1974	MONITEUR N° 21 du 17 mars 1974
Décret créant le « Laboratoire National du Bâtiment » placé sous la tutelle du Département des Travaux Publics, Transports et Communications	11 mars 1974	MONITEUR N° 29 du 4 avril 1974
Loi modifiant la législation sur le divorce des étrangers et instituant un organisme autonome placé sous la haute supervision du Département de la Justice dénommé Office du Divorce des Etrangers	4 juillet 1974	MONITEUR N° 60 du 22 juillet 1974
Loi créant, dans le cadre du Département de la Justice, un organisme dénommé : « Service d'Inspection et de Contrôle de l'Etat Civil »	20 août 1974	MONITEUR N° 78-B du 30 septembre 1974
Loi sur le contrôle et l'organisation des Offices de l'Etat Civil	20 août 1974	MONITEUR N° 78-B du 30 septembre 1974
Loi instituant et réglementant sur le territoire de la République d'Haïti des zones dénommées : « Parcs Industriels »	20 septembre 1974	MONITEUR N° 73 du 20 septembre 1974

Arrêté accordant à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti l'autonomie financière et administrative et déterminant les règlements généraux de cette Institution	18 février 1975	MONITEUR N° 17 du 3 mars 1975
Décret créant le Service de Signalisation Routière	22 mai 1990	MONITEUR N° 49 du 3 juin 1990
Loi organisant les Archives Nationales	18 août 1976	MONITEUR N° 74-A du 30 septembre 1976
Décret créant l'Organisme de Développement du Nord (ODN)	1 ^{er} décembre 1976	MONITEUR N° 92 du 6 décembre 1976
Loi créant au sein du Département des Travaux Publics, Transports et Communications un service dénommé : « Service de Contrôle du Poids des Véhicules »	9 décembre 1976	MONITEUR N° 1 du 3 janvier 1977
Loi portant l'organisation de la Commission de Refonte des Codes Haïtiens	29 mars 1977	MONITEUR N° 31 du 9 mai 1977
Décret créant et structurant l'Institut National de l'Energie Electrique (INAEL)	7 avril 1977	MONITEUR N° 29 du 2 mai 1977
Décret créant un organisme autonome public et national à caractère industriel et commercial dénommé : « Electricité d'Haïti » ou EDH	9 avril 1977	MONITEUR N° 39 du 16 juin 1977
Loi organique du Système National d'Eau Potable (SNEP)	20 août 1977	MONITEUR N° 70 du 10 octobre 1977
Loi organisant le Service National d'Eau Potable (SNEP)	20 août 1977	Reproduction MONITEUR N° 79 du 17 novembre 1977
Décret modifiant les Articles 1 ^{er} de la Loi du 18 juin 1973 et 5 du Décret du 21 janvier 1974 sur l'A.P.P. et créant un nouvel organisme autonome dénommé : « Autorité Portuaire Nationale » (APN)	7 avril 1978	MONITEUR N° 29 du 27 avril 1978

Décret modifiant les Articles 1 ^{er} et 5 du Décret du 31 octobre 1958 réorganisant l'Institut Haïtien de Statistique	31 octobre 1978	MONITEUR N° 74 du 30 octobre 1978
Décret organisant le Service de l'Immigration et de l'Emigration	26 décembre 1978	MONITEUR N° 92 du 29 décembre 1978
Loi créant la Télévision Nationale d'Haïti (TNH)	24 janvier 1979	MONITEUR N° 9 du 29 janvier 1979
Décret créant l'Office National pour la Promotion des Investissements (ONAPI)	5 mars 1979	MONITEUR N° 22 du 15 mars 1979
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)	29 mars 1979	MONITEUR N° 32-A du 19 avril 1979
Loi créant la Banque de la République d'Haïti, ci-après désignée : « BRH »	17 août 1979	MONITEUR N° 72 du 11 septembre 1979
Loi créant la Banque Nationale de Crédit, ci-après désignée : « BNC »	17 août 1979	MONITEUR N° 72 du 11 septembre 1979
Loi instituant à Port-au-Prince un Tribunal Spécial de Travail	3 septembre 1979	MONITEUR N° 75 du 24 septembre 1979
Loi modifiant les Articles 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21 et 25 du Décret du 13 mars 1964 et de l'Article 8 du Décret du 6 avril 1973 réorganisant la CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable)	20 septembre 1979	MONITEUR N° 85 du 29 novembre 1979
Décret créant à Port-au-Prince un organisme dénommé : « Bureau des Narcotiques » doté de la personnalité civile et relevant du Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale	1 ^{er} octobre 1980	MONITEUR N° 78-A du 30 octobre 1980
Décret créant le service Métropolitain de Collecte des Résidus Solides (SMCRS)	3 mars 1981	MONITEUR N° 20 du 12 mars 1981

Décret modifiant les Articles 1 ^{er} et 5 du Décret du 31 octobre 1958 réorganisant l'Institut Haïtien de Statistique	31 octobre 1978	MONITEUR N° 74 du 30 octobre 1978
Décret organisant le Service de l'Immigration et de l'Emigration	26 décembre 1978	MONITEUR N° 92 du 29 décembre 1978
Loi créant la Télévision Nationale d'Haïti (TNH)	24 janvier 1979	MONITEUR N° 9 du 29 janvier 1979
Décret créant l'Office National pour la Promotion des Investissements (ONAPI)	5 mars 1979	MONITEUR N° 22 du 15 mars 1979
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) »	29 mars 1979	MONITEUR N° 32-A du 19 avril 1979
Loi créant la Banque de la République d'Haïti, ci-après désignée : « BRH »	17 août 1979	MONITEUR N° 72 du 11 septembre 1979
Loi créant la Banque Nationale de Crédit, ci-après désignée : « BNC »	17 août 1979	MONITEUR N° 72 du 11 septembre 1979
Loi instituant à Port-au-Prince un Tribunal Spécial de Travail	3 septembre 1979	MONITEUR N° 75 du 24 septembre 1979
Loi modifiant les Articles 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21 et 25 du Décret du 13 mars 1964 et de l'Article 8 du Décret du 6 avril 1973 réorganisant la CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable)	20 septembre 1979	MONITEUR N° 85 du 29 novembre 1979
Décret créant à Port-au-Prince un organisme dénommé : « Bureau des Narcotiques » doté de la personnalité civile et relevant du Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale	1 ^{er} octobre 1980	MONITEUR N° 78-A du 30 octobre 1980
Décret créant le service Métropolitain de Collecte des Résidus Solides (SMCRS)	3 mars 1981	MONITEUR N° 20 du 12 mars 1981

Décret créant dans le cadre de la Politique générale d'urbanisme du Gouvernement de la République, un organisme public, autonome et permanent, dénommé : « Office National du Logement » (ONL)	20 février 1981	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1981
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Conseil National des Coopératives » (CNC)	31 mars 1981	MONITEUR N° 44 du 4 juin 1981
Décret créant sous la tutelle de la Secrétairerie d'Etat des Finances et des Affaires Economiques un organisme décentralisé dénommé : « Conseil National de la Comptabilité »	Avril 1981*	MONITEUR N° 31 du 16 avril 1981
Décret créant un organisme autonome à caractère industriel et commercial dénommé : « Société Nationale des Parcs Industriels » (SONAPI)	22 octobre 1981	MONITEUR N° 82 du 22 octobre 1981
Décret transformant l'Office National du Logement en une entreprise publique spécialisée dénommée : « Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux » (EPPLS)	26 novembre 1982	MONITEUR N° 84 du 6 décembre 1982
Décret modifiant les Articles 1 ^{er} et 4 du Décret du 29 mars 1979 créant l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)	13 décembre 1982	MONITEUR N° 87-A du 16 décembre 1982
Arrêté créant auprès de l'organisme autonome d'Etat « Autorité Portuaire Nationale » un service spécial dénommé : « Service d'Entretien et de Manutention des Equipements »	22 décembre 1982	MONITEUR N° 6 du 24 janvier 1983
Décret portant réorganisation des Presses Nationales d'Haïti	4 avril 1983	MONITEUR N° 37 du 9 juin 1983

* Le jour de la promulgation de ce décret n'est pas mentionné au *Moniteur*.

Loi créant au sein du Parlement haïtien l'Ordre Toussaint Louverture du Parlement	24 août 1983	MONITEUR N° 68 du 29 septembre 1983
Loi organisant le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications	18 octobre 1983	MONITEUR N° 73-A du 20 octobre 1983
Décret restructurant le Ministère des Mines	31 octobre 1983	MONITEUR N° 80 du 17 novembre 1983
Décret portant sur l'organisation et le fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif	4 novembre 1983	MONITEUR N° 78 du 10 novembre 1983
Décret créant le Centre Technique de Planification et d'Economie Appliquée (CTPEA)	4 novembre 1983	MONITEUR N° 81 du 21 novembre 1983
Loi organisant le Ministère des Affaires Sociales	4 novembre 1983	MONITEUR N° 82 du 24 novembre 1983
Décret réorganisant l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité	4 novembre 1983	MONITEUR N° 82 du 24 novembre 1983
Décret réorganisant l'Office National d'Assurance Vieillesse (ONA)	4 novembre 1983	MONITEUR N° 82 du 24 novembre 1983
Décret réorganisant l'Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux	4 novembre 1983	MONITEUR N° 82 du 24 novembre 1983
Décret réorganisant l'Office National de l'Artibonite	4 novembre 1983	MONITEUR N° 82 du 24 novembre 1983
Décret réorganisant le Ministère de la Santé Publique et de la Population	11 novembre 1983	MONITEUR N° 83 du 28 novembre 1983
Décret organisant le Ministère de la Justice	30 mars 1984	MONITEUR N° 31 du 30 avril 1984

Décret portant organisation de l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine (ISPAN)	2 octobre 1984	MONITEUR N° 73 du 15 octobre 1984
Décret portant organisation de l'Institut National Haïtien de la Culture et des Arts (INAHCA)	2 octobre 1984	MONITEUR N° 73 du 15 octobre 1984
Décret portant organisation de la Bibliothèque Nationale	2 octobre 1984	MONITEUR N° 73 du 15 octobre 1984
Décret portant organisation du Bureau d'Ethnologie	2 octobre 1984	MONITEUR N° 73 du 15 octobre 1984
Décret organisant les Archives Nationales	2 octobre 1984	MONITEUR N° 74 du 22 octobre 1984
Décret organisant le Musée du Panthéon National Haïtien (MUPANAH)	2 octobre 1984	MONITEUR N° 74 du 22 octobre 1984
Décret organisant le Théâtre National Masillon Coicou et la Troupe Folklorique Nationale	2 octobre 1984	MONITEUR N° 74 du 22 octobre 1984
Décret créant la Direction Générale des Impôts (DGI)	21 janvier 1985	MONITEUR N° 8-A du 28 janvier 1985
Décret créant le Centre de Formation et de Perfectionnement des Agents de la Fonction publique	22 février 1985	MONITEUR N° 19 du 11 mars 1985
Décret organisant l'Autorité Portuaire Nationale	15 mars 1985	MONITEUR N° 48 du 11 juillet 1985
Loi sur l'Organisation judiciaire	18 septembre 1985	MONITEUR N° 69 du 30 septembre 1985
Décret créant un organisme autonome à caractère administratif dénommé : « Bureau de Gestion du Programme PL-480 Titre III »	19 novembre 1985	MONITEUR N° 2 du 9 janvier 1986

Décret rattachant l'Institut Haïtien de Statistique au Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie	29 novembre 1985	MONITEUR N° 3 du 13 janvier 1986
Décret intégrant au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural deux organismes autonomes : « l'Organisme de Développement du Bassin du Fleuve de l'Artibonite » et « l'Organisme de Développement du Nord-Ouest » (ODNO)	29 novembre 1985	MONITEUR N° 3 du 13 janvier 1986
Décret rattachant l'Office de Promotion des Dénrées Exploitable (OPODEX) au Département du Commerce et de l'Industrie	20 février 1986	MONITEUR N° 21 du 5 mars 1986
Décret du 28 août 1986 plaçant l'Office National du Cadastre sous la tutelle du Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications	28 août 1986	MONITEUR N° 73 du 8 septembre 1986
Décret créant un organisme dénommé : « Organisme de Surveillance et d'Aménagement des 200 hectares du Morne l'Hôpital » (OSAMH)	30 octobre 1986	MONITEUR N° 90 du 6 novembre 1986
Décret créant dans le cadre du Ministère de l'Education Nationale une entité dénommée : « Bureau d'Exécution du Projet EXENP »	17 novembre 1986	MONITEUR N° 93 du 17 novembre 1986
Décret abrogeant l'Arrêté du 29 septembre 1971, le Décret du 4 mars 1974 et l'Arrêté du 29 mars 1977 instituant et organisant la Commission Présidentielle Agraire Permanente	23 février 1987	MONITEUR N° 18 du 2 mars 1987
Décret organisant sur de nouvelles bases l'Office du Budget, service déconcentré du Ministère de l'Economie et des Finances	5 mars 1987	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1987

Décret modifiant celui du 31 octobre 1983 et portant réorganisation du Ministère de l'Economie et des Finances	13 mars 1987	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1987
Décret dotant le Ministère du Commerce et de l'Industrie d'une structure administrative adéquate en vue de l'aider à remplir valablement sa mission	13 mars 1987	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1987
Décret redéfinissant la mission du « Conseil National des Télécommunications » et fixant ses attributions en ce qui a trait à la planification, la réglementation et le contrôle des Services de Télécommunications	10 juin 1987	MONITEUR N° 68 du 20 août 1987
Décret dotant le Conseil National des Télécommunications de moyens techniques et adoptant un mode de taxation en harmonie avec le niveau d'utilisation des nouvelles méthodes de description et de désignation des émissions	26 juin 1987	MONITEUR N° 76 du 17 septembre 1987
Décret organisant le Ministère des Cultes	5 août 1987	MONITEUR N° 76 du 17 septembre 1987
Décret restructurant l'Administration Générale des Postes	13 août 1987	MONITEUR N° 69 du 24 août 1987
Décret organisant le Ministère des Affaires Etrangères	17 août 1987	MONITEUR N° 80 du 1 ^{er} octobre 1987
Décret rapportant le Décret du 13 octobre 1986 portant création des Conseils d'Administration des Institutions médico-sanitaires du pays	18 septembre 1987	MONITEUR N° 81 du 5 octobre 1987
Décret instituant un système national d'identification de toutes les personnes physiques vivant sur le territoire	21 septembre 1987	MONITEUR N° 78-A du 24 septembre 1987

Décret modifiant les structures actuelles de la Direction Générale des Impôts de manière qu'elle puisse remplir efficacement le rôle qui lui est dévolu au sein de l'Administration publique	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79 du 28 septembre 1987
Décret organisant le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	30 septembre 1987	MONITEUR N° 92 du 12 novembre 1987
Décret créant un organisme autonome à caractère financier dénommé : « Fonds National de l'Habitat » (FNH)	23 novembre 1988	MONITEUR N° 99-A du 24 novembre 1988
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Corps Autonome des Pompiers » ayant pour sigle (CAP)	30 janvier 1989	MONITEUR N° 12-A du 13 février 1989
Décret créant le Ministère* de l'Administration et de la Fonction Publique	10 février 1989	MONITEUR N° 13-A du 16 février 1989
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 15 mars 1985 organisant l'Autorité Portuaire Nationale	9 mars 1989	MONITEUR N° 26-A du 30 mars 1989
Décret créant une institution autonome jouissant de la personnalité civile appelée Office National de Développement de la Production Animale (ONDPA)	10 mars 1989	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1989
Loi organisant le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe	10 mars 1989	MONITEUR N° 29 du 6 avril 1989
Arrêté définissant le régime des rapports entre la CAMEP et ses abonnés	21 avril 1989	MONITEUR N° 33-A du 24 avril 1989
Loi organisant le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports	8 mai 1989	MONITEUR N° 42 du 5 juin 1989

* Fermé

Décret créant un organisme autonome de consultation doté de la personnalité morale dénommé : « Commission Nationale du Patrimoine »	10 mai 1989	MONITEUR N° 55 du 20 juillet 1989
Décret rapportant le Décret du 28 janvier 1987 opérant la fusion de la Radio Nationale et de la Télévision Nationale d'Haïti en un organisme unique et créant la Télévision Nationale d'Haïti sous le sigle TNH	16 mai 1989	MONITEUR N° 39-A du 22 mai 1989
Décret créant un organisme autonome dénommé Radio Nationale d'Haïti sous le sigle RNH	17 mai 1989	MONITEUR N° 39-A du 22 mai 1989
Arrêté déterminant les structures de l'Office National d'Éducation Communautaire et d'Alphabétisation et fixant les modalités de son fonctionnement	31 juillet 1989	MONITEUR N° 64 du 21 août 1989
Décret aménageant le cadre institutionnel de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) de manière mieux appropriée et mieux adaptée aux normes modernes de gestion en vue d'améliorer ses performances	12 août 1989	MONITEUR N° 69 du 7 septembre 1989
Décret aménageant la structure organisationnelle de l'Electricité d'Etat d'Haïti dans le dessein de lui permettre de mieux remplir sa mission et d'améliorer la gestion de ses biens et de ses affaires	20 août 1989	MONITEUR N° 70 du 11 septembre 1989
Décret créant sous tutelle du Ministère de la Justice un organisme public autonome à caractère administratif jouissant de la personnalité civile dénommée : « Administration Pénitentiaire Nationale » (APENA)	19 septembre 1989	MONITEUR N° 74-A du 25 septembre 1989

Décret instituant dans le cadre du Ministère de la Justice un service légal dans le but d'offrir aux justiciables démunis de la possibilité de faire valoir leurs droits devant les cours et tribunaux	22 septembre 1989	MONITEUR N° 76-B du 2 octobre 1989
Décret instituant dans le cadre du Ministère de la Justice un « Service Légal » dont le but est d'offrir aux justiciables démunis la possibilité de faire valoir leurs droits devant les cours et les tribunaux	22 septembre 1989	MONITEUR N° 76-B du 2 octobre 1989
Décret créant sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications un organisme autonome dénommé : « Autorité Aéroportuaire Nationale »	28 décembre 1989	MONITEUR N° 15-A du 15 février 1990
Décret remettant en vigueur la Constitution de 1987	26 mars 1990	MONITEUR N° 31 du 2 avril 1990
Décret créant dans chaque Département géographique une représentation civile du Pouvoir Exécutif dénommée Délégation et fixant les missions et attributions des délégués et vice-délégués	17 mai 1990	MONITEUR N° 48 du 31 mai 1990
Décret organisant le Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale	17 mai 1990	MONITEUR N° 48 du 31 mai 1990
Décret rapportant celui du 23 mars 1976 créant le « Service de Signalisation Routière d'Haïti »	22 mai 1990	MONITEUR N° 49 du 3 juin 1990
Décret créant sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances un organisme autonome à caractère financier dénommé : « Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) et doté de la personnalité juridique »	28 mai 1990	MONITEUR N° 49 du 3 juin 1990

Décret créant l'Office Protecteur du Citoyen	24 septembre 1990	MONITEUR N° 83-B du 24 septembre 1990
Loi organisant la Police Nationale d'Haïti	23 décembre 1994	MONITEUR N° 103 du 28 décembre 1994
Décret créant l'Office National de la Migration (ONM)	27 mars 1995	MONITEUR N° 26 du 30 mars 1995
Décret réglementant l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de la Réforme Agraire (INARA)	29 avril 1995	MONITEUR N° 35 du 4 mai 1995
Loi organisant le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme	14 août 1995	MONITEUR N° 14 du 14 août 1995
Décret créant un Office dénommé : « Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne »	12 septembre 1995	MONITEUR N° 82-A du 16 octobre 1995
Décret portant création et organisation de l'Unité des Projets d'Education pour le Développement (UPED)	21 septembre 1995	MONITEUR N° 85-A du 23 octobre 1995
Décret créant un organisme déconcentré à caractère scientifique et culturel dénommé: « l'Office National d'Archéologie Marine » (OFNAM)	26 septembre 1995	MONITEUR N° 80 du 9 octobre 1995
Arrêté intégrant à la Police Nationale d'Haïti l'Unité de Police assurant la protection rapprochée du Président de la République	10 juin 1996	MONITEUR N° 58-A du 8 août 1996
Loi organisant le Conseil de Modernisation des Entreprises Publiques (CMEP)	2 octobre 1996	MONITEUR N° 75-A du 10 octobre 1996

LOIS ET REGLEMENTS SUR LES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATI- VES ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	DATES	REFERENCES
Loi élevant la commune de St-Marc au rang des communes de 3 ^e classe	5 novembre 1915	MONITEUR N° 80 13 novembre 1915
Loi fixant les distances des communes par rapport à la Capitale	11 août 1926	MONITEUR N° 65 du 16 août 1926
Loi élevant la commune de Petit-Goâve au rang de commune de 2 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi élevant la commune de Hinche au rang de commune de 2 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi élevant les communes de Plaisance et de Pilate au rang de commune de 3 ^e et 4 ^e classes	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi élevant la commune de Maïssade de l'arrondissement de Hinche au rang de commune de 4 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi élevant les communes de Gros Morne, des Verrettes, et de St-Louis du Nord au rang de commune de 4 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi élevant la commune de Lascahobas au rang de commune de 4 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi érigeant le quartier de Mombin-Crochu, commune de Vallières, en commune de 5 ^e classe	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi érigeant en quartier le poste militaire de Damassin, commune des Côteaux	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi érigeant en quartier le poste militaire de l'Attalaye et la section rurale Marmont ou Paul dépendant de la commune de St-Michel de l'Attalaye	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933

Loi érigeant en quartier la section rurale de Bois de Laurence, commune de Vallières	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi érigeant en quartier la section rurale de Beaumont, 4 ^e section rurale de Corail	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Loi érigeant en quartier la section de Maniche, commune des Cayes	5 juillet 1933	MONITEUR N° 67 du 21 août 1933
Arrêté présidentiel délimitant la commune de Cayes-Jacmel	5 juin 1934	MONITEUR N° 48 du 11 juin 1934
Arrêté présidentiel délimitant le quartier de Bonneau	5 juin 1934	MONITEUR N° 48 du 11 juin 1934
Loi réduisant à trois classes les communes de la République	11 juin 1934	MONITEUR N° 52 du 25 juin 1934
Loi érigeant en commune de 5 ^e classe le quartier de Chantal, arrondissement des Cayes	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en commune de 5 ^e classe le quartier de Grand Bassin, arrondissement du Trou	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en commune de 5 ^e classe le quartier de Thomassique, commune de Hinche	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en quartier les sections rurales de la Savane à Roches et Poste Pierrot, communes de Petite-Rivière de l'Artibonite et de Dessalines	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en quartier la section de Boucan Bois-Pin, commune de Grand-Bois	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en quartier la section de Boucan Carré, commune de Mirebalais	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934

Loi érigeant en quartier le poste militaire Camp-le-Coq	26 juin 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en commune de 5 ^e classe le quartier de David Troy, communément appelé La Victoire, arrondissement de la Grande-Rivière du Nord	9 juillet 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Loi érigeant en quartier la section de Capotille, commune Ouanaminthe	9 juillet 1934	MONITEUR N° 59 du 19 juillet 1934
Décret-loi établissant des règles spéciales relatives à l'habitation et à l'aménagement des villes et des campagnes	22 juillet 1937	MONITEUR N° 63 du 5 août 1937
Décret créant à Delmas un Tribunal de Paix de 2 ^e classe	30 avril 1948	MONITEUR N° 36 du 24 mai 1948
Loi rétablissant le quartier de Saut-d'Eau ou Ville-Bonheur en commune de 5 ^e classe	1^{er} septembre 1948 promulguée le 9 novembre 1949	MONITEUR N° 118 du 17 novembre 1949
Loi érigeant l'endroit dénommé Léon en la commune de Jérémie, arrondissement de la Grande-Anse, avec, comme dépendance, toute l'étendue de la section rurale de la Haute Voldrogue	13 mai 1949	MONITEUR N° 50 du 30 mai 1949
Loi rétablissant le quartier de Thomonde de l'arrondissement de Hinche, en commune de 5 ^e classe	17 mai 1949	MONITEUR N° 50 du 30 mai 1949
Loi rétablissant en commune de 5 ^e classe le quartier de Thomonde	23 août 1949	MONITEUR N° 50 du 30 mai 1949
Loi rétablissant le quartier de Anse-Rouge en commune de 5 ^e classe, érigeant l'endroit dénommé Sources Chaudes en quartier et rétablissant en quartier l'endroit appelé Baie des Moustiques	3 octobre 1949	MONITEUR N° 101 du 13 octobre 1949

Loi rétablissant le quartier de l'Anse-Rouge de l'arrondissement des Gonaïves en commune de 5 ^e classe, et érigeant en quartier l'endroit dénommé Baie des Moustiques	6 octobre 1949	MONITEUR N° 101 du 13 octobre 1949
Loi rétablissant la commune de Carice dans la catégorie des communes de 5 ^e classe	22 août 1951	MONITEUR N° 74 du 3 septembre 1951
Loi conférant à la commune des Irois son rang de commune de 5 ^e classe	8 septembre 1951	MONITEUR N° 37 du 24 avril 1952
Loi érigeant en quartier l'endroit dénommé Croix-des-Missions en la commune de Port-au-Prince en indiquant les limites	10 septembre 1951	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Loi rétablissant dans la catégorie des communes de 5 ^e classe la commune de Mombin Crochu	11 septembre 1951	MONITEUR N° 85 du 27 septembre 1951
Loi élevant le quartier de Thomassique au rang de commune de 4 ^e classe	24 juin 1952	MONITEUR N° 61 du 14 juillet 1952
Loi redonnant à la localité de Gressier son rang de commune	9 septembre 1952	MONITEUR N° 87 du 23 septembre 1952
Loi érigeant en quartier la section rurale de Saintard, commune de l'Archaie, en indiquant les sections rurales composant ce nouveau quartier	20 septembre 1952	MONITEUR N° 98 du 9 octobre 1952
Loi redonnant au quartier de Roche-à-Bateau sa place de commune	23 juillet 1953	MONITEUR N° 76 du 24 août 1953
Arrêté communal fixant les nouvelles limites de la ville de Port-au-Prince	29 juillet 1953	MONITEUR N° 83 du 10 septembre 1953 Reproduction MONITEUR N° 90 du 28 septembre 1953

Loi remplaçant le quartier de La Victoire au rang de commune	14 septembre 1953	MONITEUR N° 86 du 21 septembre 1953
Loi remplaçant le quartier de La Victoire parmi les communes de la République	7 août 1953	MONITEUR N° 86 du 21 septembre 1953
Loi érigeant en quartier l'endroit dénommé Marfranc en la commune de Jérémie	16 juin 1954	MONITEUR N° 56 du 1 ^{er} juillet 1954
Loi fixant les limites du quartier de Dupity de la commune de Sainte-Suzanne	16 juillet 1954	MONITEUR N° 66 du 2 août 1954
Loi érigeant en chef-lieu du quartier de Tête de l'Eau, l'endroit dénommé Banane dépendant de la section rurale de Boucan Guillaume, commune de Anse-à-Pitres et fixant les limites de ce chef-lieu	14 juin 1955	MONITEUR N° 55 du 27 juin 1955
Loi rétablissant la localité de Damassin au rang des quartiers de la République	21 juin 1956	MONITEUR N° 79 du 23 juillet 1956
Loi divisant la commune de Savanette en deux sections rurales et délimitant lesdites sections	3 juillet 1956	MONITEUR N° 79 du 23 juillet 1956
Loi érigeant en quartier l'endroit appelé Vieille Eglise, en la 1 ^{ère} section rurale de Colline Vebert, commune de Plaisance	17 juillet 1959	MONITEUR N° 77 du 30 juillet 1959
Loi érigeant en quartier le centre rural de Los Palis (Hinche)	17 juillet 1959	MONITEUR N° 77 du 30 juillet 1959
Loi érigeant en quartier le centre rural de Lesson, en la 6 ^e section rurale de Dame-Marie	17 juillet 1959	MONITEUR N° 78 du 3 août 1959
Loi érigeant en quartier la première section rurale de la commune de Saint-Marc	18 août 1959	MONITEUR N° 100 du 29 septembre 1959
Loi érigeant en commune le quartier dénommé Chambellan	19 septembre 1959	MONITEUR N° 101 du 29 septembre 1959

Arrêté communal fixant les limites de la ville de Gressier	1 ^{er} octobre 1959	MONITEUR N° 12 du 4 février 1960
Arrêté communal fixant les limites de la ville de Kenscoff	18 janvier 1960	MONITEUR N° 20 du 25 février 1960
Arrêté communal dénommant la Grand-Rue « Boulevard Jean-Jacques Dessalines »	12 mai 1960	MONITEUR N° 50 du 6 juin 1960
Arrêté communal fixant les limites de la ville de l'Arcahaie	1 ^{er} octobre 1960	MONITEUR N° 106 du 10 novembre 1960
Décret élevant l'arrondissement de Saltrou au rang d'arrondissement de 3 ^e classe sous la dénomination officielle d'arrondissement de Belle-Anse et proclamant la commune de Saltrou commune de Belle-Anse	16 novembre 1960	MONITEUR N° 111 du 24 novembre 1960
Loi relative au recouvrement du droit d'alignement des clôtures et constructions	10 août 1961	MONITEUR N° 80 du 21 août 1961
Loi rattachant les 7 ^e et 8 ^e sections rurales d'Aquin à la commune de l'Azile	13 septembre 1961	MONITEUR N° 90 du 25 septembre 1961
Loi fixant les limites de la commune de Chambellan	14 août 1962	MONITEUR N° 78 du 30 août 1962
Décret conférant à l'Administration communale de Pétiou-Ville une autonomie financière et administrative complète	25 novembre 1964	MONITEUR N° 116 du 3 décembre 1964
Décret conférant l'autonomie financière et administrative à la commune des Cayes	29 octobre 1966	MONITEUR N° 93 du 3 novembre 1966
Arrêté communal dénommant « Avenue Martin Luther King » la voie d'accès reliant l'Avenue John Brown à l'auto-route de Delmas et communément appelée Ruelle Nazon	15 avril 1968	MONITEUR N° 32 du 15 avril 1968

Décret accordant l'autonomie financière et administrative à la commune du Cap-Haïtien	20 février 1970	MONITEUR N° 14 du 16 février 1970
Décret accordant l'autonomie financière et administrative à la commune de Jacmel	24 février 1970	MONITEUR N° 19 du 2 mars 1970
Loi abrogeant les Décrets du 20 février 1964, 25 novembre 1964 ; 29 octobre 1966 ; 20 février 1970 et 24 février 1970 qui accordaient l'autonomie financière et administrative aux communes de Port-au-Prince, Pétion-Ville, Cayes, Cap-Haïtien, Jacmel et remplaçant la gestion des communes sous l'empire de la Loi du 27 juillet 1951	12 juillet 1971	MONITEUR N° 60-A du 29 juillet 1971
Loi soumettant la Vallée de l'Artibonite à un statut d'exception l'assujettissant à un régime juridique spécial	28 juillet 1975	MONITEUR N° 62 du 21 août 1975
Loi sur les classes des communes de la République	25 septembre 1975	MONITEUR N° 73 du 29 septembre 1975
Décret érigeant en quartier la section de Chansolme en la commune de Port-de-Paix	2 avril 1976	MONITEUR N° 33 du 26 avril 1976
Loi sur la délimitation territoriale	19 août 1976	MONITEUR N° 76 du 7 octobre 1976
Décret instituant un système de délimitations de routes, de rues, de toutes voies ou projets nécessitant une certaine surface pour son exécution, dénommé bornes d'implantation ou bornes rouges de l'Etat	2 mars 1977	MONITEUR N° 21 du 31 mars 1977
Décret délimitant la mer territoriale de la République et la zone économique	8 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977

Décret accordant l'autonomie financière et administrative à la commune du Cap-Haïtien	20 février 1970	MONITEUR N° 14 du 16 février 1970
Décret accordant l'autonomie financière et administrative à la commune de Jacmel	24 février 1970	MONITEUR N° 19 du 2 mars 1970
Loi abrogeant les Décrets du 20 février 1964, 25 novembre 1964 ; 29 octobre 1966 ; 20 février 1970 et 24 février 1970 qui accordaient l'autonomie financière et administrative aux communes de Port-au-Prince, Pétion-Ville, Cayes, Cap-Haïtien, Jacmel et remplaçant la gestion des communes sous l'empire de la Loi du 27 juillet 1951	12 juillet 1971	MONITEUR N° 60-A du 29 juillet 1971
Loi soumettant la Vallée de l'Artibonite à un statut d'exception l'assujettissant à un régime juridique spécial	28 juillet 1975	MONITEUR N° 62 du 21 août 1975
Loi sur les classes des communes de la République	25 septembre 1975	MONITEUR N° 73 du 29 septembre 1975
Décret érigeant en quartier la section de Chansolme en la commune de Port-de-Paix	2 avril 1976	MONITEUR N° 33 du 26 avril 1976
Loi sur la délimitation territoriale	19 août 1976	MONITEUR N° 76 du 7 octobre 1976
Décret instituant un système de délimitations de routes, de rues, de toutes voies ou projets nécessitant une certaine surface pour son exécution, dénommé bornes d'implantation ou bornes rouges de l'Etat	2 mars 1977	MONITEUR N° 21 du 31 mars 1977
Décret délimitant la mer territoriale de la République et la zone économique	8 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977

Décret fixant la limite de la mer territoriale de la République d'Haïti déterminant la zone contiguë à la mer territoriale et la zone maritime économique exclusive d'Haïti	8 avril 1977	MONITEUR N° 38 du 12 juin 1977
Décret accordant l'autonomie financière et administrative à la commune de Port-au-Prince	17 mars 1978	MONITEUR N° 23 du 3 avril 1978
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix Section Sud du Cap-Haïtien	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix du Vieux Bourg d'Aquin	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret du 2 avril 1981 délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Fonds des Blancs	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix d'Aquin	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Thiotte	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Désarmes	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Loi relative à l'adoption d'une politique cohérente d'aménagement du territoire et de développement à partir des entités régionales issues du regroupement des départements géographiques et des arrondissements de la République	19 septembre 1982	MONITEUR N° 77 du 8 novembre 1982
Décret élevant au rang de communes les quartiers de Delmas et de Carrefour	15 décembre 1982	MONITEUR N° 89 du 23 décembre 1982
Décret établissant un deuxième Tribunal de Paix dans la commune des Gonaïves	29 avril 1986	MONITEUR N° 39 du 12 mai 1986

Décret créant à Port-au-Prince dans la zone de « Cité Soleil » un quatrième Tribunal de Paix	30 octobre 1986	MONITEUR N° 90 du 6 novembre 1986
Décret créant des Tribunaux de Paix dans les localités de Petite Rivière des Bayonnais, de Bonneau, de Baptiste, de St-Michel du Sud, de Camp Louise, de Montrouis, de Hatte Chevreau, de Fonds des Blancs, des Cayemites, de Coridon, de Savane à Roche et de Fonds des Blancs (Casal)	30 octobre 1986	MONITEUR N° 90 du 6 novembre 1986
Loi créant un Office dénommé « Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne »	15 septembre 1995	MONITEUR N° 82-A du 16 octobre 1995
Loi portant organisation des collectivités territoriales	28 mars 1996	MONITEUR N° 24 du 4 avril 1996
Loi portant création d'un fonds de Développement des Collectivités Territoriales	18 juin 1996	MONITEUR N° 52 du 18 juillet 1996
Décret établissant en complément des recettes communales des droits internes dénommés « Contributions au Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales » (CFGDCT)	20 août 1996	MONITEUR N° 64-A du 2 septembre 1996

DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS	DATES	REFERENCES
Loi sur la reconnaissance d'utilité publique	8 juillet 1921	MONITEUR N° 55 du 27 juillet 1921
Loi confiant à l'Administration Générale des Contributions l'exercice des fonctions et attributions de curateur aux successions vacantes	19 mars 1928	MONITEUR N° 26 du 29 mars 1928
Loi régissant le domaine national	2 septembre 1932	MONITEUR N° 73 du 23 août 1934
Loi concernant le bien rural de famille insaisissable	8 septembre 1932	MONITEUR N° 77 du 30 septembre 1932
Loi relative au bien rural de famille	12 janvier 1934	MONITEUR N° 13 du 12 février 1934
Loi rendant accessible aux fermiers le droit de propriété sur le bien rural de famille	4 septembre 1934	MONITEUR N° 82 du 24 septembre 1934
Loi rapportant la Loi du 2 septembre 1932 régissant le domaine national et remettant en vigueur les lois des 29 janvier 1926, 26 et 28 juillet 1927 et 26 mai 1928	5 septembre 1934	MONITEUR N° 81 du 20 septembre 1934
Décret-loi ¹ modifiant la Loi du 26 juillet 1927 relatif au domaine privé de l'État	13 janvier 1938	MONITEUR N° 4 du 13 janvier 1938
Arrêté de l'administration locale de Port-au-Prince sur les cimetières organisés	9 mai 1939	MONITEUR N° 40 du 18 mai 1939
Décret modifiant l'Article 2 du Décret du 16 mai 1942 autorisant les réquisitions pour les besoins de la défense nationale de tous biens meubles ou immeubles appartenant aux particuliers haïtiens ou étrangers ou faisant partie du domaine privé de l'État	10 janvier 1942	MONITEUR N° 3 du 11 janvier 1943

1- Décret-loi du 26 juillet 1927 sur le domaine national, MONITEUR Nos 63, 64 des 8 et 11 août 1927

Décret autorisant les réquisitions pour les besoins de la défense nationale	16 mai 1942	MONITEUR N° 40 du 18 mai 1942
Décret prescrivant que, pour les besoins de la défense nationale, tous les biens meubles et immeubles appartenant à des particuliers, haïtiens ou étrangers, ou faisant partie du domaine privé de l'Etat, peuvent être réquisitionnés par décision du Gouvernement	16 mai 1942	MONITEUR N° 40 du 18 mai 1942
Décret-loi autorisant, pour les besoins ou la commodité des ambassades ou légations amies établies ou à établir en Haïti, le Conseil des Secrétaires d'État à autoriser l'aliénation par échange des biens meubles du domaine privé de l'État	20 juillet 1942	MONITEUR N° 59 du 23 juillet 1942
Décret-loi modifiant les Articles 1 ^{er} et 4 du Décret du 16 mai 1942 sur le droit de réquisition des biens pour les besoins de la défense nationale	12 novembre 1942	MONITEUR N° 91 du 12 novembre 1942
Décret organisant une procédure spéciale d'expropriation en matière de réquisition pour les besoins de la défense nationale	18 décembre 1942	MONITEUR N° 102 du 21 décembre 1942
Décret modifiant l'Article 13 du Décret du 18 décembre 1942 sur l'expropriation pour les besoins de la défense nationale dans les cas où il s'agit d'un bien rural appartenant à un paysan	5 février 1943	MONITEUR N° 11 du 8 février 1943
Décret modifiant les Articles 7 et 9 du Décret du 18 décembre 1942 sur la procédure spéciale d'expropriation en matière de réquisition pour les besoins de la défense nationale	15 mars 1943	MONITEUR N° 22 du 18 mars 1943
Décret déclarant « Biens de l'État haïtien » les biens meubles, immeubles généralement quelconques appartenant à des ennemis, alliés ou agents d'ennemis	25 février 1944	MONITEUR N° 17 du 28 février 1944

Décret autorisant les réquisitions pour les besoins de la défense nationale	16 mai 1942	MONITEUR N° 40 du 18 mai 1942
Décret prescrivant que, pour les besoins de la défense nationale, tous les biens meubles et immeubles appartenant à des particuliers, haïtiens ou étrangers, ou faisant partie du domaine privé de l'Etat, peuvent être réquisitionnés par décision du Gouvernement	16 mai 1942	MONITEUR N° 40 du 18 mai 1942
Décret-loi autorisant, pour les besoins ou la commodité des ambassades ou légations amies établies ou à établir en Haïti, le Conseil des Secrétaires d'État à autoriser l'aliénation par échange des biens meubles du domaine privé de l'État	20 juillet 1942	MONITEUR N° 59 du 23 juillet 1942
Décret-loi modifiant les Articles 1 ^{er} et 4 du Décret du 16 mai 1942 sur le droit de réquisition des biens pour les besoins de la défense nationale	12 novembre 1942	MONITEUR N° 91 du 12 novembre 1942
Décret organisant une procédure spéciale d'expropriation en matière de réquisition pour les besoins de la défense nationale	18 décembre 1942	MONITEUR N° 102 du 21 décembre 1942
Décret modifiant l'Article 13 du Décret du 18 décembre 1942 sur l'expropriation pour les besoins de la défense nationale dans les cas où il s'agit d'un bien rural appartenant à un paysan	5 février 1943	MONITEUR N° 11 du 8 février 1943
Décret modifiant les Articles 7 et 9 du Décret du 18 décembre 1942 sur la procédure spéciale d'expropriation en matière de réquisition pour les besoins de la défense nationale	15 mars 1943	MONITEUR N° 22 du 18 mars 1943
Décret déclarant « Biens de l'État haïtien » les biens meubles, immeubles généralement quelconques appartenant à des ennemis, alliés ou agents d'ennemis	25 février 1944	MONITEUR N° 17 du 28 février 1944

Loi modifiant les Articles 5 et 14 du Décret-loi du 17 juillet 1941 qui prévoit une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique	9 février 1945	MONITEUR N° 14 du 5 février 1945
Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	19 janvier 1949	MONITEUR N° 6 du 20 janvier 1949
Loi créant la Commission d'indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique	1 ^{er} septembre 1951	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Décret modifiant les Articles 5, 6 et 15 de la Loi du 26 juillet 1927 régissant les biens du domaine privé de l'État	11 décembre 1961	MONITEUR N° 116 du 11 décembre 1961
Décret relatif à l'aliénation des biens immeubles du domaine privé de l'État	16 janvier 1963	MONITEUR N° 5 du 17 janvier 1963
Arrêté déterminant la superficie de l'Aéroport International de Port-au-Prince	28 janvier 1963	MONITEUR N° 11 du 31 janvier 1963
Décret régissant le domaine privé de l'État	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret sur le fermage et le loyer des biens de l'Etat	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret abrogeant la Loi du 16 novembre 1966 et plaçant la partie du front de mer s'étendant de Martissant à l'Usine sucrière de la HASCO sous l'entière dépendance de l'Administration Générale des Contributions	12 février 1968	MONITEUR N° 13 du 12 février 1968
Décret relatif aux mines et carrières	22 février 1968	MONITEUR N° 25 du 21 mars 1968
Décret abrogeant la Loi du 23 décembre 1925 sur les formalités relatives à l'acquisition de propriétés immobilières par l'État	2 septembre 1968	MONITEUR N° 74 du 5 septembre 1968

Loi plaçant la partie du front de mer s'étendant de Martissant à l'usine de la HASCO sous la dépendance de l'Administration Communale de Port-au-Prince	16 novembre 1968	MONITEUR N° 98 du 21 novembre 1966
Arrêté réglementant le mode et la jouissance des concessions de terrain dans les cimetières organisés desservant la Commune de Pétiion-Ville	3 juin 1968	MONITEUR N° 46 du 3 juin 1968
Décret abrogeant la Loi du 23 décembre 1925 sur les formalités relatives à l'acquisition de propriétés immobilières par l'État	2 décembre 1968	MONITEUR N° 74 du 5 septembre 1968
Loi régissant l'usage des eaux souterraines profondes	12 juin 1974	MONITEUR N° 59 du 17 juillet 1974
• Décret réglementant la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles	10 octobre 1974	MONITEUR N° 86 du 7 novembre 1974
Décret faisant obligation aux propriétaires de mettre en valeur son fonds de terre situé hors des limites des agglomérations urbaines	31 juillet 1975	MONITEUR N° 62 du 21 octobre 1975
• Décret adaptant les structures juridiques aux réalités de l'industrie minière	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
• Décret révisant certaines dispositions du Code minier sur l'exploitation des ressources minérales et énergétiques	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
Arrêté conférant à l'Electricité d'État d'Haïti le droit d'établir des servitudes d'utilité publique	20 mai 1976	MONITEUR N° 41-A du 24 mai 1976
Décret sur le lotissement	6 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977

Loi sur la propriété des immeubles à différents niveaux et la location de ces immeubles par l'Office National du Logement	16 août 1979	MONITEUR N° 71 du 10 septembre 1979
Loi réglementant l'exercice des servitudes publiques	3 septembre 1979	MONITEUR N° 76 du 27 septembre 1979
Loi accordant à l'Etat le droit de pénétrer provisoirement sur les propriétés privées en vue de faciliter l'exécution de certains travaux urgents d'intérêt général	5 septembre 1979	MONITEUR N° 76 du 27 septembre 1979
Loi modifiant celle du 1 ^{er} septembre 1951 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	5 septembre 1979	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	5 septembre 1979	MONITEUR N° 87 du 8 novembre 1979
Décret affectant le Mausolée des Pères de la Patrie à titre de local du Musée du Panthéon National Haïtien	20 octobre 1982	MONITEUR N° 73 du 21 octobre 1982
Décret transférant du domaine public au domaine privé de l'État les îlots « Les Arcadins » situés dans le Golfe de la Gonâve	11 novembre 1983	MONITEUR N° 81 du 21 novembre 1983
Décret nationalisant les biens meubles et immeubles de l'ex-Président Jean-Claude Duvalier	18 février 1986	MONITEUR N° 16 du 18 février 1986
Décret mettant sous séquestre les biens meubles et immeubles de certains Ministres d'État et hauts Fonctionnaires du régime déchu ainsi que les proches parents de l'ex-Président Jean-Claude Duvalier	23 juin 1986	MONITEUR N° 52-A du 30 juin 1986

Décret autorisant le Ministère de l'Économie et des Finances à procéder au relevé systématique de toutes les terres cultivables disponibles du domaine privé de l'État, à en faire dresser le cadastre afin d'en distribuer aux familles paysannes nécessiteuses	14 juillet 1989	MONITEUR N° 69 du 27 juillet 1989
Arrêté mettant gratuitement la propriété des fonds et bâtisses communément appelée ranch de Jean-Claude Duvalier à la disposition de l'Université d'État d'Haïti	15 février 1995	MONITEUR N° 21 du 13 mars 1995
Loi fixant à dix-huit (18), dont le Ministère de l'Environnement, le nombre de Ministères constituant le Gouvernement de la République	23 janvier 1995	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1995
Décret dispensant à tous fermiers du domaine privé établis dans les sections rurales de payer le fermage	16 mai 1995	MONITEUR N° 40 du 25 mai 1995
Décret autorisant le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports à prendre possession d'un terrain situé à Delmas d'une contenance de 32 carreaux 49 centièmes relevant du domaine privé pour la construction d'un complexe éducatif, d'un centre de loisir pour la jeunesse, d'un système d'infrastructure sportive	20 août 1995	MONITEUR N° 68-A du 28 août 1995
Arrêté du Conseil municipal de Port-au-Prince relatif au droit de concession de terrain dans les cimetières	10 octobre 1995	MONITEUR N° 84 du 19 octobre 1995
Arrêté autorisant l'Institut de la Réforme Agraire (INARA) à prendre possession provisoirement de toute étendue de terre litigieuse sur le territoire de la République	23 octobre 1996	MONITEUR N° 79 du 24 octobre 1996

LEGISLATION SUR L'HYGIENE PUBLIQUE	DATES	REFERENCES
Loi sur la ferme et la boucherie	6 septembre 1870	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 102-104
Loi sur les animaux épaves	19 septembre 1870	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 85-87
Loi sur les droits de visites sanitaires	14 novembre 1876	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p. 29
Loi énonçant les maladies qui sont l'objet principal de la surveillance de la Police Sanitaire Maritime	6 août 1886	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 32-38
Loi établissant une maison pour les fous et une maison pour les lépreux	16 septembre 1906	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 130-140
Loi instituant le Service National d'Hygiène Publique	24 février 1919	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p. 3
Arrêté accordant à certains praticiens en pharmacie la licence d'exercer dans leur ville de résidence	6 novembre 1920	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p. 171
Loi sur la vaccination antivariolique	18 juillet 1921	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 128-129
Loi sur la réglementation des pharmacies et la vente des narcotiques	16 juillet 1923	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p.171
Loi sur la circulation des chiens	4 août 1926	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 88-89

Loi relative à la protection des plantes et des animaux contre l'entrée dans le pays des insectes, germes de maladie et agents transmetteurs de maladies	31 mai 1933	MONITEUR N° 74 du 27 août 1934
Décret-loi réglementant l'exercice des professions de médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste et sage-femme	9 juillet 1940	MONITEUR N° 60 du 1 ^{er} août 1940
Décret-loi ajoutant à l'Article 1 ^{er} du Décret-loi du 27 juillet 1940, en n'admettant les jeunes médecins à exercer leur profession qu'après avoir fait un stage de deux années dans les sections rurales	15 juin 1942	MONITEUR N° 50 du 22 juin 1942
Décret-loi consacrant les deux premières années de la carrière des jeunes médecins à soulager la misère des masses rurales	17 juin 1942	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p. 186
Loi relative à l'examen médical et au livret de santé dans les écoles et facultés de la République	5 avril 1943	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, p. 131
Décret-loi réglementant l'abattage des vaches et génisses	14 janvier 1944	MONITEUR N° 6 du 20 janvier 1944
Décret-loi donnant au Président de la République la faculté d'accorder la permission d'exercer à toute célébrité médicale reconnue ou à tout spécialiste de passage en Haïti	18 août 1944	Code d'Hygiène Publique Bellerive Athémas 1954, pp. 188-190
Arrêté présidentiel édictant des mesures pour enrayer la maladie infectieuse connue sous le nom de « Bird Rot » ou pourriture du bourgeon terminal qui constitue un fléau pour le cocotier	25 août 1944	MONITEUR N° 71 du 28 août 1944

LOIS ET REGLEMENTS SUR LA POLICE ADMINISTRATIVE	DATES	REFERENCES
Loi sur la police sanitaire maritime	30 juillet 1886	MONITEUR N° 33 du 7 août 1886
Loi relative aux agents agricoles	16 septembre 1932	MONITEUR N° 75 du 26 septembre 1932
Loi réglementant la vente et l'importation du sel de cuisine et du sel raffiné	16 septembre 1932	MONITEUR N° 79 du 30 octobre 1932
Loi réglementant les fondations	23 juillet 1934	MONITEUR N° 67 du 9 août 1934
Loi soumettant à une autorisation préalable l'ouverture et l'exploitation des établisse- ments publics de spectacles et créant un service de censure	7 juillet 1935	MONITEUR N° 59 du 18 juillet 1935
Décret-loi réglementant la radiocom- munication	16 septembre 1935	MONITEUR N° 79 du 19 septembre 1935
Décret-loi autorisant l'étranger à exercer le commerce en qualité de négociant- consignataire seulement dans les ports ouverts et permettant l'exercice du com- merce de détail uniquement à l'Haïtien d'origine	16 octobre 1935	MONITEUR N° 88 du 21 octobre 1935
Arrêté prévoyant des mesures plus sévères pour une meilleure préparation et présentation du café	30 octobre 1935	MONITEUR N° 92 du 31 octobre 1935
Arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les usines de préparation peuvent acheter des denrées d'expor- tation	6 novembre 1935	MONITEUR N° 95 du 11 novembre 1935

Décret-loi punissant comme contrebande toute entreprise de faire passer en dehors des douanes établies sur les frontières terrestres, des marchandises, articles, denrées, produits ou autres soumis à des droits et taxes	17 novembre 1936	MONITEUR N° 98 du 23 novembre 1936
Loi réglementant le séjour des étrangers en Haïti	3 mars 1937	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1937
Loi rapportant les Articles 15, 16 et 17 de la Loi du 22 septembre 1932 assujettissant les affiches à un droit de timbre	9 mars 1937	MONITEUR N° 21 du 13 mars 1937
Décret-loi sur les affiches	23 octobre 1939	MONITEUR N° 91 du 9 novembre 1939
Décret-loi interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique, des représentations théâtrales ou chorégraphiques, des salles de jeux de hasard, des dancings, des cafés ou autres débits d'alcool aux mineurs des deux sexes de moins de seize ans accomplis	20 mai 1940	MONITEUR N° 44 du 30 mai 1940
Loi sur la police sanitaire	5 juin 1942	MONITEUR N° 57 du 16 juillet 1942
Décret-loi réglementant la coupe des feuilles de pite	30 octobre 1942	MONITEUR N° 89 du 5 novembre 1942
Loi réprimant le trafic de spéculation illicite dit marché noir	20 décembre 1946	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1947
Loi déterminant la procédure à appliquer pour l'exécution de l'obligation faite par la Loi du 2 février 1948 sur les enseignes lumineuses d'effectuer les travaux d'embellissement nécessités par une maison située dans la zone commerciale	14 septembre 1948	MONITEUR N° 84 du 16 septembre 1948 Reproduction MONITEUR N° 106 du 18 novembre 1948
Loi sur l'immigration et l'émigration	19 septembre 1953	MONITEUR N° 89 du 26 septembre 1953

Loi modifiant les Articles 1 ^{er} , 17 et 18 de la Loi du 23 juillet 1934 réglementant les fondations	9 septembre 1953	MONITEUR N° 100 du 15 octobre 1953
Loi réglementant l'établissement et le fonctionnement des agences de voyage	15 juillet 1955	MONITEUR N° 68 du 4 août 1955 Reproduction MONITEUR N° 74 du 22 août 1955
Décret réglementant l'introduction, la fabrication, la distribution dans la vente des produits pharmaceutiques et biologiques tant par les représentants des laboratoires que par les pharmaciens	10 août 1955	MONITEUR N° 83 du 15 septembre 1955
Loi organisant le contrôle des compagnies d'assurance en Haïti	13 juillet 1956	MONITEUR N° 90 du 23 août 1956
Loi modifiant l'Article 16 de la Loi du 19 septembre 1953 sur l'immigration et l'émigration	15 juillet 1956	MONITEUR N° 87 du 13 août 1956
Décret relatif à l'exercice du commerce de détail	15 juin 1957	MONITEUR N° 59 du 15 juin 1957 Reproduction MONITEUR N° 60 du 17 juin 1957
Décret réglementant les stations de radio-amateur	21 janvier 1959	MONITEUR N° 20 du 29 janvier 1959
Décret prohibant l'importation des produits ou articles fabriqués, transportés ou cultivés en Haïti	27 janvier 1959	MONITEUR N° 23 du 31 janvier 1959
Loi sur l'immigration et l'émigration	25 novembre 1959	MONITEUR N° 128 du 10 décembre 1959
Loi modifiant certaines dispositions de la Loi du 15 juillet 1956 sur l'immigration et l'émigration	25 novembre 1959	MONITEUR N° 128 du 10 décembre 1959

Décret modifiant l'Article 17 de la Loi du 25 novembre 1959 relative à l'obtention d'un visa de non-immigrant ou de résident en Haïti	26 septembre 1960	MONITEUR N° 89 du 26 septembre 1960
Décret protégeant la santé publique pour la surveillance de la production, de la préparation et de la manipulation des aliments	1 ^{er} décembre 1960	MONITEUR N° 120 du 12 décembre 1960
Décret réglementant l'introduction, la fabrication et la vente des narcotiques par les pharmaciens	24 janvier 1962	MONITEUR N° 10 du 25 janvier 1962
Décret prohibant formellement l'importation soit pour être vendus, soit pour être distribués gratuitement aux nécessiteux, des articles et accessoires d'habillement, vêtements et sous-vêtements, des couvertures, linges de maison et articles d'ameublement usagés, communément appelés « Odéides »	22 novembre 1962	MONITEUR N° 110 du 22 novembre 1962
Décret sur la circulation des véhicules	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret relatif à l'obtention du permis d'apprendre à conduire	27 septembre 1966	MONITEUR N° 84 du 6 octobre 1966
Décret établissant le statut juridique des agences de voyage et fixant leur mode de fonctionnement	21 décembre 1970	MONITEUR N° 104-B du 21 décembre 1970
Décret organisant la surveillance et la police de la chasse	31 mars 1971	MONITEUR N° 26 du 1 ^{er} avril 1971
Décret réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants	18 décembre 1975	MONITEUR N° 1 du 5 janvier 1976
Décret modifiant l'Article 6 du Décret du 22 septembre 1964 sur la circulation des véhicules	12 novembre 1976	MONITEUR N° 93 du 9 décembre 1976

Décret modifiant l'Article 6 du Décret du 24 septembre 1964 sur les types de permis de conduire	12 novembre 1976	MONITEUR N° 93 du 9 décembre 1976
Décret créant le Service de Contrôle de Poids des véhicules	9 décembre 1976	MONITEUR N° 1 du 3 janvier 1977
Décret réglementant l'exercice de cultes réformés	18 octobre 1978	MONITEUR N° 78 du 13 novembre 1978
Décret réglementant la pêche	27 octobre 1978	MONITEUR N° 81 du 20 novembre 1978 Reproduction MONITEUR N° 83 du 22 novembre 1978
Décret sur l'immigration et l'émigration	26 décembre 1978	MONITEUR N° 92 du 29 décembre 1978
Décret organisant et améliorant le système d'inspection des véhicules	28 décembre 1978	MONITEUR N° 1 du 3 janvier 1979
Décret sur la circulation des véhicules	4 avril 1979	MONITEUR N° 29-A du 6 avril 1979
Décret sur la circulation des véhicules	4 avril 1979	MONITEUR N° Extra-ordinaire 29-A du 6 avril 1979 (en brochure)
Décret modifiant les Articles 1 et 2 du Décret du 9 février 1976 sur les transports publics	26 mars 1980	MONITEUR N° 25 du 27 mars 1980
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} du Décret du 12 novembre 1976 relatif au permis de conduire	21 octobre 1980	MONITEUR N° 78-A du 30 octobre 1980
Arrêté définissant les obligations des abonnés ou de toute personne morale vis-à-vis de la CAMEP	20 février 1981	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1981

Décret réglementant les différentes formes d'associations ayant la société coopérative pour base	2 avril 1981	MONITEUR N° 45 du 8 juin 1981
Loi modifiant l'Article 67 du Décret du 26 décembre 1978 sur l'immigration et l'émigration	2 juillet 1981	MONITEUR N° 58 du 30 juillet 1981
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 9 décembre 1976 sur le contrôle du poids du véhicule	11 octobre 1982	MONITEUR N° 71 du 11 octobre 1982
Décret sur les statuts des communes	22 octobre 1982	MONITEUR N° 76 du 4 novembre 1982
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 9 décembre 1976 sur le contrôle du poids des véhicules	13 décembre 1982	MONITEUR N° 86-A du 13 décembre 1982
Décret modifiant l'article 62 du Décret du 4 avril 1979 sur la circulation des véhicules	30 mars 1983	MONITEUR N° 35 du 30 mai 1983
Décret modifiant les Articles 68, 70, 72 et 73 du Décret du 26 décembre 1978 sur l'immigration et l'émigration	6 avril 1983	MONITEUR N° 29 du 28 avril 1983
Décret modifiant l'Article 2 du Décret du 22 septembre 1964 relatif aux voitures portant plaque privée	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Décret relatif à la résidence privilégiée	19 novembre 1984	MONITEUR N° 18 du 7 mars 1985 Reproduction MONITEUR N° 86 du 10 décembre 1985
Décret réglementant le prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution du sang humain	30 septembre 1986	MONITEUR N° 89 du 3 novembre 1986
Loi établissant le statut professionnel de l'agent commercial	6 octobre 1986	MONITEUR N° 87 du 27 octobre 1986

Décret réglementant les différentes formes d'associations ayant la société coopérative pour base	2 avril 1981	MONITEUR N° 45 du 8 juin 1981
Loi modifiant l'Article 67 du Décret du 26 décembre 1978 sur l'immigration et l'émigration	2 juillet 1981	MONITEUR N° 58 du 30 juillet 1981
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 9 décembre 1976 sur le contrôle du poids du véhicule	11 octobre 1982	MONITEUR N° 71 du 11 octobre 1982
Décret sur les statuts des communes	22 octobre 1982	MONITEUR N° 76 du 4 novembre 1982
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 9 décembre 1976 sur le contrôle du poids des véhicules	13 décembre 1982	MONITEUR N° 86-A du 13 décembre 1982
Décret modifiant l'article 62 du Décret du 4 avril 1979 sur la circulation des véhicules	30 mars 1983	MONITEUR N° 35 du 30 mai 1983
Décret modifiant les Articles 68, 70, 72 et 73 du Décret du 26 décembre 1978 sur l'immigration et l'émigration	6 avril 1983	MONITEUR N° 29 du 28 avril 1983
Décret modifiant l'Article 2 du Décret du 22 septembre 1964 relatif aux voitures portant plaque privée	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Décret relatif à la résidence privilégiée	19 novembre 1984	MONITEUR N° 18 du 7 mars 1985 Reproduction MONITEUR N° 86 du 10 décembre 1985
Décret réglementant le prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution du sang humain	30 septembre 1986	MONITEUR N° 89 du 3 novembre 1986
Loi établissant le statut professionnel de l'agent commercial	6 octobre 1986	MONITEUR N° 87 du 27 octobre 1986

Arrêté fixant à 40% du prix ex-douane la marge de profit brut maximum autorisée aux distributeurs de produits pharmaceutiques	31 octobre 1986	MONITEUR N° 92 du 13 novembre 1986
Décret interdisant l'entrée en Haïti d'animaux, de végétaux, de semences végétales et de leurs dérivés sans l'autorisation spéciale du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	14 novembre 1986	MONITEUR N° 96 du 27 novembre 1986
Décret soumettant la coupe d'arbre à l'autorisation préalable du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	7 juillet 1987	MONITEUR N° 83 du 12 octobre 1987
Décret instituant un système national d'identification de toutes les personnes physiques vivant sur le territoire de la République d'Haïti	21 septembre 1987	MONITEUR N° 78-A du 24 septembre 1987
Arrêté déterminant les modalités d'application du Décret du 21 septembre 1987 portant création de l'Office National d'Identification des personnes physiques (ONI)	20 octobre 1987	MONITEUR N° 99 du 3 décembre 1987
Décret définissant les attributions des gardes forestiers	30 décembre 1987	MONITEUR N° 1-A du 4 janvier 1988
Décret fixant les conditions d'appropriation, de détention et d'utilisation des armes à feu, munitions, explosifs et autres catégories d'armes dites dangereuses sur le territoire national	12 janvier 1988	MONITEUR N° 4 du 14 janvier 1988
Décret autorisant l'Etat à déléguer en partie à certaines organisations privées dénommées « Agences de Sécurité » la mission d'assurer des tâches de sécurité et réglementant leurs activités	19 mai 1989	MONITEUR N° 39 du 22 mai 1989

Décret modifiant certains Articles du Décret du 12 janvier 1988 sur le contrôle des armes à feu, munitions, explosifs et autres catégories d'armes se trouvant sur le territoire national	23 mai 1989	MONITEUR N° 41-A du 1 ^{er} juin 1989
Décret rapportant les Décrets des 31 mars 1980 et 27 mars 1987 sur la borlette et confiant l'organisation de ce jeu aux tenanciers de borlette à travers l'ANTB	9 juin 1989	MONITEUR N° 45-A du 15 juin 1989
Loi prohibant le financement, l'organisation et le maintien de quelque manière que ce soit de corps armés en dehors de ceux établis par la Constitution et la Loi	30 novembre 1994	MONITEUR N° 20 du 9 mars 1995
Décret réglementant l'incinération des cadavres humains	22 septembre 1995	MONITEUR N° 78 du 2 octobre 1995
Décret modifiant l'Article 2 du Décret du 6 avril 1983 sur l'immigration et l'émigration	26 septembre 1995	MONITEUR N° 78 du 2 octobre 1995
Arrêté du Conseil municipal de Port-au-Prince réglementant l'affichage commercial	18 novembre 1995	MONITEUR N° 94-A du 23 novembre 1995
Arrêté portant dissolution de la Force de Police Intérimaire	6 décembre 1995	MONITEUR N° 98 du 7 décembre 1995
Arrêté communal fixant la réglementation des animaux errants et de tous objets abandonnés sur la voie publique	15 janvier 1996	MONITEUR N° 15 du 22 février 1996

SECTION IV : DROIT DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

<i>LOIS ET REGLEMENTS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi créant à Port-au-Prince une Ecole Normale Primaire d'Instituteurs et d'Institutrices	24 août 1913	MONITEUR N° 75 du 17 septembre 1913
Loi créant l'Ordre National « Honneur et Mérite », décoration pouvant être décernée à tout fonctionnaire civil qui se sera particulièrement signalé dans l'Administration publique par des services éminents, par son zèle et son dévouement	28 mai 1926	MONITEUR N° 44 et 45 des 3 et 7 juin 1928
Arrêté déterminant la forme et les conditions dans lesquelles la décoration de l'Ordre Honneur et Mérite doit être délivrée	26 janvier 1932	MONITEUR N° 11 et 12 du 11 février 1932
Arrêté réglementant le fonctionnement des Ecoles de commerce	3 août 1932	MONITEUR N° 60 du 8 août 1932
Loi assurant le fonctionnement de toutes les écoles libres de Droit de la République	3 juillet 1933	MONITEUR N° 59 du 24 juillet 1933
Loi sanctionnant la Convention assurant le fonctionnement des Ecoles Primaires Rurales Elémentaires dites presbytérales établies ou à établir dans les sections communales de la République	4 juillet 1933	MONITEUR N° 56 du 13 juillet 1933
Arrêté modifiant l'Article 18 de l'Arrêté du 26 janvier 1932 sur l'Ordre « Honneur et Mérite »	13 novembre 1933	MONITEUR N° 99 du 30 novembre 1933
Arrêté modifiant l'Arrêté du 1 ^{er} mars 1920 sur la délivrance de l'équivalence aux médecins, pharmaciens, dentistes et sages-femmes, infirmières détenteurs d'un diplôme délivré par une faculté ou école étrangère	28 novembre 1933	MONITEUR N° 99 du 30 novembre 1933

Arrêté sur l'Ordre « Honneur et Mérite »	13 mars 1934	MONITEUR N° 29 du 5 avril 1934
Arrêté modifiant l'Article 10 de l'Arrêté du 26 janvier 1932 sur l'Ordre « Honneur et Mérite»	14 mars 1934	MONITEUR N° 29 du 5 avril 1934
Loi créant un lycée de garçons dénommé: « Lycée Sténio Vincent »	28 août 1934	MONITEUR N° 76 du 3 septembre 1934
Loi établissant une licence pour l'ouverture de toute école privée d'enseignement classique	7 juillet 1935	MONITEUR N° 60 du 22 juillet 1935
Décret-loi modifiant la Loi sur l'enseignement médical et sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie	26 septembre 1938	MONITEUR N° 79 du 3 octobre 1938
Décret-loi créant l'Ordre de Pétion Bolivar afin de reconnaître d'une façon spéciale les services éminents rendus par les chefs d'Etat étrangers, les diplomates de carrière étrangers et haïtiens	21 octobre 1939	MONITEUR N° 89 du 2 novembre 1939
Décret sur le classement des sites et monuments historiques d'Haïti	19 avril 1940	MONITEUR N° 34 du 25 avril 1940
Décret-loi sur les loisirs culturels des mineurs	20 mai 1940	MONITEUR N° 44 du 30 mai 1940
Décret-loi créant au Département de l'Instruction Publique la Direction Générale de l'Enseignement Urbain	29 septembre 1941	MONITEUR N° 82 du 6 octobre 1941
Décret-loi rendant la langue anglaise obligatoire dans les écoles de la République	28 mai 1942	MONITEUR N° 45 du 4 juin 1945
Contrat entre l'Etat haïtien et la Congrégation des Sœurs de Charité de l'Hôtel-de-Dieu de Saint Hyacinthe pour l'établissement des œuvres de charité et d'enseignement en Haïti	11 avril 1943	MONITEUR N° 24 du 22 mars 1945

Décret-loi du 24 septembre 1943 sur l'enseignement commercial privé	24 septembre 1943	MONITEUR N° 77 du 27 septembre 1943 Reproduction MONITEUR N° 92 du 18 novembre 1943
Décret-loi sanctionnant les fonctionnaires relevant du Département de l'Instruction du Service National de la Production Agricole et de l'Enseignement Rural et tout membre du personnel des écoles publiques ou privées qui auront agréé, reçu des offres, promesses, propositions ou dons pour fausser le résultat des examens ou concours officiels	16 novembre 1943	MONITEUR N° 94 du 25 novembre 1943
Décret-loi organisant l'Ecole Nationale de Droit sur la base d'une Faculté et unifiant la législation sur l'enseignement du Droit	11 janvier 1944	MONITEUR N° 5 du 17 janvier 1944
Décret-loi réorganisant l'Ecole Nationale de Droit devenue Faculté de Droit de Port-au-Prince	13 janvier 1944	MONITEUR N° 5 du 17 janvier 1944
Arrêté établissant des règlements de la Faculté de Droit de Port-au-Prince	24 février 1944	MONITEUR N° 16 du 24 février 1944
Décret-loi prévoyant les sanctions applicables aux boursiers du Gouvernement qui auront refusé de mettre leurs connaissances ou leur habileté au service du Gouvernement	20 mai 1944	MONITEUR N° 43 du 22 mai 1944
Arrêté créant au Département de l'Instruction Publique un Service dénommé : « Commission Coopérative Haïtiano-américaine d'Education »	15 juillet 1944	MONITEUR N° 59 du 17 juillet 1944
Mise en adjudication de la construction d'une école de filles aux Cayes	9 avril 1945	MONITEUR N° 29 du 9 avril 1945

Arrêté prescrivant pendant les chaleurs de l'été le fonctionnement des écoles privées et publiques seulement pendant les heures fraîches de la matinée	22 mai 1945	MONITEUR N° 70 du 30 août 1945
Décret créant à l'Université d'Etat d'Haïti une Faculté des Sciences	21 août 1945	MONITEUR N° 70 du 30 août 1945
Décret-loi créant l'Ecole d'Arpentage et l'annexant à la Faculté des Sciences de l'Université d'Haïti	15 octobre 1945	MONITEUR N° 93 du 15 novembre 1945
Décret-loi dénommant désormais le Département de l'Instruction Publique : Département de l'Education Nationale	31 octobre 1945	MONITEUR N° 89 du 1 ^{er} novembre 1945
Décret-loi transférant effectivement les écoles relevant de la Division de l'Enseignement Rural du Département de l'Agriculture à celui de l'Education Nationale	14 décembre 1945	MONITEUR N° 104 du 24 décembre 1945
Décret-loi transférant du Département de l'Agriculture au Département de l'Education Nationale les soldes de crédits alloués à la Division de l'Enseignement Rural du Service National de la Production Agricole et de l'Enseignement Rural	18 décembre 1945	MONITEUR N° 105 du 27 décembre 1945
Arrêté modifiant certaines dispositions de l'Arrêté du 24 février 1944 établissant les règlements de la Faculté de Droit de Port-au-Prince	22 avril 1946	MONITEUR N° 39 du 25 avril 1946
Loi fondant à Petit-Goâve un lycée dénommé « Lycée Faustin Soulouque »	9 septembre 1946	MONITEUR N° 89 du 26 septembre 1946
Loi fondant à Port-au-Prince un Lycée dénommé « Lycée Toussaint Louverture »	18 septembre 1946	MONITEUR N° 91 du 30 septembre 1946

<p>Ratification de la Convention et l'arrangement provisoire relatifs à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et à l'institution d'une Commission préparatoire pour l'Education, la Science, et la Culture. Décret sanctionnant cette Convention et cet arrangement.</p>	<p>10 octobre 1946</p>	<p>MONITEUR N° 100 du 28 octobre 1946</p>
<p>Loi réformant l'enseignement haïtien pour dispenser la même éducation à toutes les couches sociales</p>	<p>11 octobre 1946</p>	<p>MONITEUR N° 98 du 21 octobre 1946</p>
<p>Arrêté précisant les attributions du Sous-Secrétaire d'Etat de l'Education Nationale</p>	<p>23 novembre 1946</p>	<p>MONITEUR N° 111 du 28 novembre 1946</p>
<p>Arrêté précisant dans leurs détails les attributions propres du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale</p>	<p>10 juin 1947</p>	<p>MONITEUR N° 50 du 12 juin 1947</p>
<p>Loi prescrivant que dans toutes les écoles primaires et secondaires fonctionnant sur le territoire de la République, l'Histoire, la Géographie d'Haïti et l'Instruction Civique ne pourront être enseignées que par des professeurs haïtiens</p>	<p>7 juillet 1947</p>	<p>MONITEUR N° 60 du 17 juillet 1947</p>
<p>Loi sur l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie d'Haïti</p>	<p>7 juillet 1947</p>	<p>MONITEUR N° 60 du 17 juillet 1947</p>
<p>Loi créant dans le cadre de l'Université d'Haïti une Ecole Normale Supérieure</p>	<p>28 juillet 1947</p>	<p>MONITEUR N° 73 du 1^{er} septembre 1947</p>
<p>Décret-loi créant la Direction Générale de l'Education Nationale</p>	<p>8 août 1947</p>	<p>MONITEUR N° 70 du 21 août 1947</p>
<p>Loi instituant au Département de l'Education Nationale un organisme technique et administratif dénommé : « La Direction Générale de l'Education Nationale »</p>	<p>8 août 1947</p>	<p>MONITEUR N° 70 du 21 août 1947</p>

Loi autorisant une campagne d'éducation des adultes, sous la direction du Président de la République assisté du Ministre de l'Education Nationale, ce, jusqu'à l'extinction complète de l'analphabétisme	27 août 1947	MONITEUR N° 76 du 8 septembre 1947
Loi organisant une campagne d'Education des Adultes sur toute l'étendue du territoire jusqu'à l'extinction complète de l'analphabétisme	27 août 1947	MONITEUR N° 76 du 8 septembre 1947
Loi donnant à l'Ecole des Sciences Appliquées désormais école de l'Etat haïtien dénommée « Ecole Polytechnique d'Haïti » et placée dans le cadre de l'Université, un statut conforme aux lois et règlements et régissant l'enseignement supérieur	13 septembre 1947	MONITEUR N° 85 du 29 septembre 1947
Loi sanctionnant le contrat entre le Gouvernement de la République et le Petit Séminaire Collège St-Martial relatif à un prêt de 50.000 gdes pour la réalisation de divers projets préparés par le Petit Séminaire	7 février 1949	MONITEUR N° 25 du 14 mars 1949
Loi réorganisant l'Ecole des Infirmières et établissant sur de nouvelles bases le statut des infirmières diplômées du Service de la Santé	8 octobre 1949	MONITEUR N° 109 du 31 octobre 1949
Arrêté déterminant les attributions de la Direction Générale de l'Education Nationale	11 novembre 1949	MONITEUR N° 118 du 17 novembre 1949
Arrêté organisant l'Université d'Etat d'Haïti en désignant les Facultés de l'Université et Ecoles qui lui sont affiliées	31 janvier 1950	MONITEUR N° 17 du 6 février 1950
Arrêté élevant au rang de Faculté l'Ecole d'Art Dentaire et l'affiliant à l'Université d'Haïti	31 janvier 1950	MONITEUR N° 17 du 6 février 1950

Décret rattachant au Département de l'Education le Musée National	4 août 1950	MONITEUR N° 97 du 17 août 1950
Décret rattachant au Département de l'Education Nationale la Bibliothèque Nationale ainsi que les autres bibliothèques	4 août 1950	MONITEUR N° 97 du 17 août 1950
Décret créant à la Faculté de Droit une section spéciale dénommée « Section Sociale Administrative »	29 septembre 1950	MONITEUR N° 115 du 30 septembre 1950
Décret organisant l'enseignement et la pratique de tous les sports dans les écoles et créant un organisme de coordination et de supervision des activités sportives tant scolaires que postsecondaires	29 septembre 1950	MONITEUR N° 118 du 9 octobre 1950
Décret rattachant au Département de l'Education Nationale le Musée du Peuple haïtien et le Palais des Beaux-Arts	1 ^{er} octobre 1950	MONITEUR N° 122 du 19 octobre 1950
Décret modifiant l'Article 14 du Décret-loi du 13 janvier 1944, relatif à l'administration à la Faculté de Droit et dans les Ecoles libres de Droit	1 ^{er} octobre 1950	MONITEUR N° 122 du 19 octobre 1950
Décret créant un organisme de liaison entre l'organisation centrale de l'UNESCO, le Gouvernement et les divers groupes nationaux dont les activités rentrent dans le domaine de l'Education, de la Science et de la Culture	9 novembre 1950	MONITEUR N° 129 du 9 novembre 1950
Décret réorganisant l'Enseignement Normal	15 novembre 1950	MONITEUR N° 135 du 25 novembre 1950
Loi instituant le système de résidence dans les hôpitaux	14 août 1951	MONITEUR N° 74 du 3 septembre 1951
Loi réorganisant les différents services de la Secrétairerie d'Etat de l'Education Nationale	25 août 1951	MONITEUR N° 83 du 25 septembre 1951

Arrêté déclarant d'utilité publique l'Ecole St-Vincent pour les Enfants Handicapés, la Fédération Haïtienne de Football Amateurs, l'Ecole de Madame Boisson et l'Ecole Nouvelle de Mme Hudicourt Desvarieux	4 avril 1952	MONITEUR N° 35 du 17 avril 1952
Loi sanctionnant le Contrat entre l'Etat haïtien et la Congrégation des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception de Montréal, Canada, pour prendre charge de l'Ecole Primaire Supérieure d'Enseignement Ménager au Cap-Haïtien.	13 juin 1952	MONITEUR N° 67 du 4 août 1952
Loi sanctionnant le Contrat entre l'Etat haïtien et la Congrégation des Filles de la Sagesse aux fins d'assurer la direction et le fonctionnement des Ecoles Primaires de l'Etat à elle confiées par le Département de l'Education Nationale	16 juin 1952	MONITEUR N° 67 du 4 août 1952
Loi créant un « Ordre National de l'Education »	18 septembre 1952	MONITEUR N° 102 du 20 octobre 1952
Loi créant l'Ordre National de l'Education en vue d'honorer les Instituteurs et Professeurs	19 septembre 1952	MONITEUR N° 102 du 20 octobre 1952
Arrêté réglementant et unifiant l'Enseignement Commercial	23 octobre 1952	MONITEUR N° 112 du 17 novembre 1952
Décret sanctionnant la Convention Inter-américaine sur les droits d'auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques et artistiques.	2 janvier 1953	MONITEUR N° 10 du 26 janvier 1953
Loi modifiant les Articles 2, 3, 4 et 9 de la Loi du 19 septembre 1952 sur l'Ordre National de l'Education	26 juin 1953	MONITEUR N° 70 du 6 août 1953

Loi modifiant les Articles 2, 3, 4 et 9 de la Loi du 19 septembre 1952 sur l'Ordre National de l'Éducation	7 juillet 1953	MONITEUR N° 70 du 6 août 1953
Arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les décorations de l'Ordre Pétion et Bolivar seront délivrées	11 juillet 1953	MONITEUR N° 63 du 13 juillet 1953
Loi créant au Département de l'Éducation Nationale une école dénommée « Ecole Normale Rurale »	19 septembre 1953	MONITEUR N° 94 du 1 ^{er} octobre 1953
Loi sanctionnant avec modification le Contrat entre l'Etat haïtien et la Congrégation des Sœurs Marianites de Ste Croix de Mars (France) se rapportant aux Ecoles Primaires de l'Etat dont la direction et le fonctionnement seront confiés aux Sœurs Marianites de Ste. Croix de Mars.	24 juin 1954	MONITEUR N° 64 du 29 juillet 1954
Loi créant un Ordre National de la Santé	19 juillet 1954	MONITEUR N° 66 du 2 août 1954
Accord en vue de contributions à apporter au Programme Coopératif d'Éducation Rurale	3 février 1955	MONITEUR N° 12 du 10 février 1955
Loi réajustant les différents services existants au Département de l'Éducation Nationale et créant la fonction du Directeur Général Adjoint	6 juin 1955	MONITEUR N° 67 du 1 ^{er} août 1955
Loi fixant les obligations des boursiers de l'Etat	17 août 1955	MONITEUR N° 82 du 12 septembre 1955
Arrêté organisant chaque année par les soins du Département de l'Éducation Nationale un concours général entre les élèves de première et de philosophie des lycées et collèges de la République	17 avril 1956	MONITEUR N° 40 du 19 avril 1956

Loi sanctionnant le Contrat entre l'Etat haïtien et la Corporation des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception en vue de l'Administration de l'Orphelinat de la Cité Magloire Numéro (2) à Port-au-Prince	13 juin 1956	MONITEUR N° 83 du 2 août 1956
Décret supprimant la fonction du Directeur Général Adjoint à la Direction Générale de l'Education Nationale	7 juin 1957	MONITEUR N° 56 du 10 juin 1959
Décret fondant à Port-au-Prince une Ecole des Beaux-Arts rattachée au Département de l'Education Nationale et ayant une autonomie complète	13 septembre 1957	MONITEUR N° 102 du 20 septembre 1957
Décret créant dans le cadre du Département du Travail une Ecole Hôtelière d'Haïti	20 septembre 1957	MONITEUR N° 106 du 30 septembre 1957
Arrêté apportant de nouvelles modifications à la réglementation des examens à la Faculté de Droit	10 juin 1958	MONITEUR N° 69 du 12 juin 1958
Loi organique de la Secrétairerie d'Etat de l'Education Nationale et modifiant l'échelle des salaires	14 juillet 1958	MONITEUR N° 105 du 18 septembre 1958
Loi créant le Lycée « Boisrond Tonnerre » à l'Anse-à-Veau	23 juillet 1958	MONITEUR N° 96 du 28 août 1958
Loi créant à Port-au-Prince dans le cadre de l'Université d'Haïti et comme école supérieure affiliée à l'Université une Ecole des Hautes Etudes Internationales	22 août 1958	MONITEUR N° 105 du 18 septembre 1958
Arrêté fixant le Statut de l'Instituteur	25 septembre 1958	MONITEUR N° 115 du 13 octobre 1958
Arrêté révisant la réglementation des examens du Certificat d'Etudes Primaires et du Brevet Élémentaire	25 septembre 1958	MONITEUR N° 115 du 13 octobre 1958

Arrêté apportant certaines modifications aux programme et plan d'études de l'Enseignement primaire et supérieur	30 septembre 1958	MONITEUR N° 115 du 13 octobre 1958
Loi fondant aux Gonaïves un lycée de jeunes filles dénommé « Lycée Louis Diaquoi »	2 septembre 1959	MONITEUR N° 100 du 29 septembre 1959
Arrêté créant au Département de l'Education Nationale une section dénommée : « Section des Arts »	1 ^{er} décembre 1959	MONITEUR N° 131 du 22 décembre 1959
Loi créant à Port-au-Prince dans le cadre de l'Université d'Etat d'Haïti une « Ecole Nationale Supérieure de Physique et de Chimie »	16 décembre 1959	MONITEUR N° 1 du 4 janvier 1960
Décret faisant obligation à tous père et mère ou toute personne responsable de l'éducation, de la formation d'un mineur de l'envoyer à l'école	29 novembre 1960	MONITEUR N° 120 du 12 décembre 1960
Décret faisant obligation à tous père et mère ou toute personne responsable de l'éducation de la formation des mineurs, d'envoyer ces derniers à l'école	8 décembre 1960	MONITEUR N° 1 de 2 janvier 1961
Convention relative à la lutte contre la discrimination, dans le domaine de l'enseignement, ratifiée par Décret du 15 octobre 1984	15 décembre 1960	MONITEUR N° 81 du 22 novembre 1984
Décret créant en lieu et place de l'ancienne Université d'Haïti, Université d'Etat en l'organisant sur de nouvelles bases	16 décembre 1960	MONITEUR N° 122 du 16 décembre 1960
Décret portant création de l'Université d'Etat d'Haïti	16 décembre 1960	MONITEUR N° 122 du 16 décembre 1960

Décret modifiant les Articles 3, 4, 5 et 6 du Décret du 9 novembre 1950 relatif à l'organisme dénommé : « Commission Nationale Haïtienne de l'UNESCO »	13 février 1961	MONITEUR N° 17 du 14 février 1961
Loi fusionnant le Service de Développement Communautaire du Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural et la Section d'Education des Adultes au Département de l'Education Nationale sous la dénomination : « Office National d'Education Communautaire » et établissant son fonctionnement	12 septembre 1961	MONITEUR N° 87 du 18 septembre 1961
Décret intégrant l'Ecole d'Arpentage à l'Université d'Etat et l'annexant à la Faculté des Sciences	25 septembre 1961	MONITEUR N° 92 du 28 septembre 1961
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} de la Loi du 24 septembre 1960 sur le système de résidence dans les hôpitaux de la République	27 septembre 1961	MONITEUR N° 92 du 28 septembre 1961
Décret dénommant l'Ecole Polytechnique d'Haïti « Faculté des Sciences » et l'intégrant à l'Université d'Etat	28 septembre 1961	MONITEUR N° 92 du 28 septembre 1961
Arrêté révisant les règlements de la Faculté de Droit afin de les adapter aux nouvelles nécessités révélées par l'expérience et de les harmoniser avec le Décret du 16 décembre 1960 créant l'Université d'Etat	20 décembre 1961	MONITEUR N° 120 du 25 décembre 1961
Décret instituant au Département de l'Education Nationale un fonds de soutien des examens de fin d'études	8 février 1962	MONITEUR N° 14 du 8 février 1962
Arrêté donnant à la Faculté des Sciences, anciennement Ecole Polytechnique d'Haïti, de nouveaux règlements conformes à son statut actuel	27 août 1962	MONITEUR N° 78 du 30 août 1962

Décret adoptant un costume officiel pour les universitaires en général et principalement pour les membres du Conseil de l'Université d'Etat et instituant un titre honorifique proprement universitaire	17 décembre 1962	MONITEUR N° 117 du 17 décembre 1962
Loi changeant la dénomination de l'Ecole d'Agriculture en celle de Faculté d'Agromonie et lui donnant un statut conforme aux lois et règlements qui régissent l'enseignement supérieur	22 juillet 1963	MONITEUR N° 74 du 22 août 1963
Loi élargissant le champ d'application de la résidence médicale en faveur des chirurgiens-dentistes, des pharmaciens, des infirmières, des anesthésistes, des sages-femmes, des techniciens de laboratoire et des autres techniciens médicaux	8 août 1963	MONITEUR N° 72 du 9 août 1963
Loi modifiant le programme de l'enseignement secondaire en vigueur	4 septembre 1963	MONITEUR N° 83 du 12 septembre 1963
Décret sur la circulation des véhicules	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Arrêté élaborant les règlements appelés à régir le fonctionnement de l'Ecole d'Arpentage	14 octobre 1965	MONITEUR N° 98 du 18 octobre 1965
Loi révisant le statut de la Faculté de Droit et de son personnel enseignant	24 juillet 1967	MONITEUR N° 75 du 31 août 1967
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} de la Loi du 19 septembre 1952 et l'Article 3 de la Loi du 26 juin 1953 sur « l'Ordre National de l'Education ». Cette modification vise à honorer également les moniteurs et animateurs des Centres d'Alphabétisation, etc...	13 décembre 1967	MONITEUR N° 108 du 14 décembre 1967
Décret sur les droits d'auteur d'œuvres littéraires, scientifiques et artistiques	9 janvier 1968	MONITEUR N° 6 du 18 janvier 1968

Décret dénommant la Faculté d'Odontologie « Faculté d'Art Dentaire »	11 janvier 1968	MONITEUR N° 4 du 11 janvier 1968
Décret dénommant la Faculté d'Agronomie « Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire »	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968 Reproduction MONITEUR N° 30 du 8 avril 1968
Arrêté autorisant le fonctionnement de la Section de Mécanique et d'Electricité à la Faculté des Sciences	30 août 1968	MONITEUR N° 76 du 12 septembre 1968
Décret créant dans le cadre de l'Université d'Etat d'Haïti en lieu et place de l'Ecole Normale Supérieure, une Faculté des Lettres et de Pédagogie	23 janvier 1969	MONITEUR N° 9 du 30 janvier 1969
Décret réorganisant l'Ecole des Hautes Etudes Internationales selon de nouvelles bases répondant aux exigences de l'enseignement moderne	23 janvier 1969	MONITEUR N° 10 du 3 février 1969
Décret élargissant le cadre de la Faculté des Sciences en vue de lui permettre de donner aux étudiants une formation scientifique technique et professionnelle, en rapport avec les nécessités actuelles	23 janvier 1969	MONITEUR N° 10 du 3 février 1969
Décret réglementant autrement l'organisation et les conditions de fonctionnement de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Port-au-Prince et les Ecoles de Droit des villes de province et changeant leur dénomination	23 janvier 1969	MONITEUR N° 10 du 3 février 1971
Arrêté dotant la Faculté des Lettres et de Pédagogie de règlements généraux conformes au but visé par cette Institution	30 janvier 1969	MONITEUR N° 20 du 3 mars 1969
Décret créant une Ecole d'Infirmière Vétérinaire annexée à la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire	28 février 1969	MONITEUR N° 26 du 20 mars 1969

Arrêté fixant les règlements intérieurs pour assurer le fonctionnement de l'Ecole Nationale des Hautes Etudes Internationales	4 septembre 1969	MONITEUR N° 83 du 4 septembre 1969
Arrêté établissant un nouveau régime pour l'organisation, le fonctionnement de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Port-au-Prince	30 septembre 1969	MONITEUR N° 95 du 2 octobre 1969
Arrêté déclarant d'utilité publique l'Institut des Hautes Etudes Commerciales et Economiques	22 octobre 1969	MONITEUR N°102 et 103 des 20 et 28 octobre 1969
Arrêté déclarant d'utilité publique le Centre Haïtien d'Investigation en Sciences Sociales (CHISS)	3 décembre 1969	MONITEUR N° 118 du 15 décembre 1969
Décret plaçant l'Ecole Hôtelière sous la dépendance de l'Office National du Tourisme et des Relations Publiques	31 août 1970	MONITEUR N° 79 du 24 septembre 1970
Arrêté déclarant d'utilité publique, le foyer Marie Reine Immaculée, dirigé par la Révérende Sœur Saint-Louis	3 septembre 1970	MONITEUR N° 77 du 17 septembre 1970
Arrêté déclarant d'utilité publique l'Association Pro-Musica	13 juin 1972	MONITEUR N° 33 du 19 juin 1972
Décret établissant dans chacun des lycées de la République une coopérative scolaire	27 septembre 1972	MONITEUR N° 63 du 9 octobre 1972
Décret apportant des réaménagements au programme des études de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Port-au-Prince et réglementant les Ecoles de Droit des villes de province	10 octobre 1972	MONITEUR N° 68 du 26 octobre 1972

Arrêté mettant le Comité de Coordination de l'Enseignement Agricole (COCEA) en mesure de renforcer l'équipement et l'enseignement au niveau universitaire de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire	26 mars 1973	MONITEUR N° 26 du 2 avril 1973
Loi réglementant l'Enseignement Agricole aux divers degrés supérieur, moyen et professionnel	21 mai 1973	MONITEUR N° 44 du 4 juin 1973
Décret réorganisant l'Ecole Normale Supérieure	9 octobre 1973	MONITEUR N° 83 du 22 octobre 1973
Arrêté fixant les modalités d'application du Décret créant l'Institut d'Administration et de Gestion	9 octobre 1973	MONITEUR N° 83 du 22 octobre 1973
Décret créant avec la Coopération du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Bureau National du Travail un Organisme dénommé : « Institut National de Formation Professionnelle »	9 octobre 1973	MONITEUR N° 85 du 5 novembre 1973
Décret créant l'Institut National de Formation Professionnelle avec la coopération du Programme des Nations Unies en vue d'obtenir une main-d'œuvre hautement qualifiée	9 octobre 1973	MONITEUR N° 89 du 9 novembre 1973
Décret créant l'Institut Pédagogique National et le Centre Pilote de Formation Professionnelle	9 novembre 1973	MONITEUR N° 89 du 19 novembre 1973
Décret créant dans le cadre de l'Université d'Etat un Institut National d'Administration, de Gestion et des Hautes Etudes Internationales dont le siège est à Port-au-Prince	20 novembre 1973	MONITEUR N° 91 du 26 novembre 1973

Arrêté régissant le fonctionnement de l'Institut National d'Administration, de Gestion et de Hautes Etudes Internationales	20 novembre 1973	MONITEUR N° 97 du 17 décembre 1973
Décret créant une taxe dite Taxe d'Apprentissage dont le produit sera destiné au fonctionnement de l'Institut National de Formation Professionnelle et du Centre Pilote de Formation Professionnelle	27 novembre 1973	MONITEUR N° 93 du 3 décembre 1973
Décret organisant et réglementant l'exercice de la profession d'ingénieur et d'architecte en vue de rendre effectives les recommandations du Deuxième Congrès National du Travail	25 mars 1974	MONITEUR N° 30 du 8 avril 1974
Loi créant dans le cadre de l'Université d'Etat la Faculté des Sciences Humaines dont le siège est à Port-au-Prince	19 juin 1974	MONITEUR N° 59 du 17 juillet 1974
Arrêté créant dans le cadre de l'Université d'Etat la Faculté des Sciences	29 juillet 1974	MONITEUR N° 65 du 8 août 1974
Loi régissant le fonctionnement des écoles privées aux niveaux primaire et secondaire à travers la République	11 septembre 1974	MONITEUR N° 76 du 23 septembre 1974
Décret fixant les conditions d'ouverture et de fonctionnement des écoles privées aux niveaux primaire et secondaire	11 septembre 1974	MONITEUR N° 76 du 23 septembre 1974
Décret instituant le Musée de la Nation haïtienne qui aura pour siège le Mémorial François Duvalier et créant un Comité dit de réalisation du Musée de la Nation haïtienne	12 février 1975	MONITEUR N° 12 du 13 février 1975
Décret créant la médaille de la Marine haïtienne dénommée « Amiral Killick »	17 mars 1975	MONITEUR N° 25 du 31 mars 1975

Arrêté nommant les membres du Conseil d'Administration de l'Institut National de Formation Professionnelle et du Centre Pilote de Formation Professionnelle pour une durée de deux ans (Reproduction)	15 mai 1975	MONITEUR N° 44 du 16 juin 1975
Arrêté nommant les membres du Conseil d'Administration de l'Institut National de Formation Professionnelle selon les prescrits des Décrets du 9 octobre et du 27 novembre 1973	15 mai 1975	MONITEUR N° 44 du 16 juin 1975
Arrêté modifiant les Articles 7, 8, 23, 43, 48, 53, 62 et abrogeant les Articles 26, 90, 91, 92 de l'Arrêté du 30 septembre 1969 régissant l'organisation et le fonctionnement de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Port-au-Prince et les Ecoles de Droit de la province	19 août 1975	MONITEUR N° 74 du 2 octobre 1975
Décret transférant au Mausolée des Pères de la Patrie dénommé « Musée de la Nation haïtienne » les documents, les pièces historiques, les archives et les collections du Musée National	1 ^{er} septembre 1975	MONITEUR N° 72 du 25 septembre 1975
Décret modifiant l'Article 6 du Décret du 10 octobre 1972 ainsi que les Articles 7, 9, 10, 13 et 16 du même Décret relatif au programme des études de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques	1 ^{er} septembre 1975	MONITEUR N° 72 du 25 septembre 1975
Arrêté réglementant les conditions et le mode de fonctionnement du Musée de la Nation haïtienne	17 novembre 1975	MONITEUR N° 93 du 1 ^{er} décembre 1975
Décret approuvant les modifications apportées au tarif douanier relatives aux paragraphes 60.03.08, 60.06.01, 61.01.15, 64.01.05, 64.02.12, 64.06.03, en vue d'encourager le sport national	21 novembre 1975	MONITEUR N° 94 du 4 décembre 1975

Loi organisant les Archives Nationales	18 août 1976	MONITEUR N° 74-A du 30 septembre 1976
Décret créant dans le cadre du développement de l'Education Nationale une série de fiches individuelles et confidentielles en vue de donner une bonne formation humaine, civique, morale, intellectuelle et professionnelle à la jeunesse	1 ^{er} octobre 1976	MONITEUR N° 83 du 28 octobre 1976
Décret créant à la Faculté d'Ethnologie de l'Université d'Etat d'Haïti une section de Doctorat	2 décembre 1976	MONITEUR N° 5-A du 17 janvier 1977
Arrêté déclarant d'utilité publique l'Académie des Sciences Humaines et Sociales	2 décembre 1976	MONITEUR N° 6 du 20 janvier 1977
Décret affiliant l'Ecole des Infirmières Sages-Femmes et l'Ecole Nationale de Technologie Médicale à la Faculté de Médecine et de Pharmacie, en vue d'une meilleure coordination des activités médico-sanitaires	27 janvier 1977	MONITEUR N° 18 du 21 mars 1977
Décret modifiant l'Article 4 du Décret du 22 septembre 1964 sur l'immatriculation des véhicules	7 avril 1977	MONITEUR N° 28 du 29 avril 1977
Décret créant une Ecole Nationale de l'Administration Financière (ENAF) en vue de la formation et du perfectionnement des cadres techniques des services centraux et des services extérieurs du Département des Finances et des Affaires Economiques	27 février 1978	MONITEUR N° 24 du 6 avril 1978

Décret supprimant le service de l'Enseignement Rural de la Division du Développement Rural et fusionnant l'enseignement primaire rural et l'enseignement urbain en un Service unique « Enseignement Primaire Haïtien » relevant de la Secrétairerie d'Etat de l'Education Nationale	7 mars 1978	MONITEUR N° 24 du 6 avril 1978
Décret créant, dans le cadre de l'Université d'Etat d'Haïti un Centre de Linguistique Appliqué	7 mars 1978	MONITEUR N° 24 (133^e année) du 6 avril 1978
Décret créant, dans le cadre de l'Institut National de Formation Professionnelle, une Ecole Moyenne de Techniciens Géologues	28 mars 1978	MONITEUR N° 25 (133^e année) du 10 avril 1978
Arrêté déclarant d'utilité publique l'Association Culturelle Haïtiano-Allemande	12 octobre 1978	MONITEUR N° 86 du 7 décembre 1978
Décret réglementant l'exercice des Cultes Réformés en vue d'intégrer leur action dans le cadre de la philosophie sociale du Gouvernement de la République	18 octobre 1978	MONITEUR N° 78 du 13 novembre 1978
Arrêté prescrivant le chômage le jour des Nations Unies	19 octobre 1978	MONITEUR N° 81 du 20 octobre 1978
Décret créant un Organisme dénommé : « Conseil de Coordination de l'Enseignement Agricole » (COCEA)	14 février 1979	MONITEUR N° 17 du 26 février 1979
Décret créant un organisme autonome dénommé : « Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)	29 mars 1979	MONITEUR N° 32-A du 19 avril 1979
Décret réorganisant dans le cadre de l'Université d'Etat un Institut National d'Administration et de Gestion et des Hautes Etudes Internationales (INAGHEI)	4 avril 1979	MONITEUR N° 40 du 14 mai 1979

Arrêté reconnaissant d'utilité publique le Collège « Cœur Immaculé de Marie », l'œuvre « Les Mains Ouvertes » et le Collège Canapé-Vert	26 juin 1979	MONITEUR N° 53 du 5 juillet 1979
Nouvelle législation sur la structure des divers organismes et services du Département de l'Education Nationale	18 septembre 1979	MONITEUR N° 88 du 12 novembre 1979
Loi autorisant l'usage du créole dans les écoles comme langue-instrument et objet d'enseignement	18 septembre 1979	MONITEUR N° 90 du 19 novembre 1979
Décret créant dans le cadre de l'Université d'Etat d'Haïti, l'Institut d'Etudes et de Recherches Africaines d'Haïti (IERAH)	7 mars 1980	MONITEUR N° 22 du 17 mars 1980
Décret créant une Ecole Normale Primaire dans chacune des villes de Port-au-Prince, du Cap-Haïtien et des Gonaïves	28 mars 1980	MONITEUR N° 49 du 3 juillet 1980
Décret portant réforme du système éducatif haïtien	30 mars 1982	MONITEUR N° 27 du 5 avril 1982
Décret élevant au rang de Faculté l'Ecole Libre de Droit du Cap-Haïtien	18 février 1983	MONITEUR N° 16-A du 28 février 1983
Loi portant création de l'Ecole Nationale des Arts (ENARTS)	6 juillet 1983	MONITEUR N° 48 du 18 juillet 1983
Loi créant au sein du Parlement haïtien l'Ordre Toussaint Louverture du Parlement haïtien	24 août 1983	MONITEUR N° 68 du 29 septembre 1983
Décret créant le Centre Technique de Planification et d'Economie Appliquée (CTPEA)	4 novembre 1983	MONITEUR N° 81 du 21 novembre 1983

Décret fusionnant la Faculté des Sciences Humaines, la Faculté d'Ethnologie, le Centre de Linguistique Appliquée et l'Institut d'Etudes et de Recherches Africaines d'Haïti qui fonctionneront désormais sous l'unique dénomination de Faculté des Sciences Humaines dans le cadre de l'Université d'Etat d'Haïti	9 décembre 1983	MONITEUR N° 6 du 23 janvier 1984
Décret complétant les dispositions du Décret du 31 octobre 1983 sur l'enseignement de la comptabilité	31 août 1984	MONITEUR N° 71 du 4 octobre 1984
Arrêté déterminant le statut particulier du personnel enseignant de l'Ecole Fondamentale	1 ^{er} octobre 1984	MONITEUR N° 76 du 29 octobre 1984
Décret réorganisant la formation professionnelle d'Haïti	14 mars 1985	MONITEUR N° 23 du 25 mars 1985
Décret rétablissant le drapeau bleu et rouge et plaçant les couleurs horizontalement	11 février 1986	MONITEUR N° 13 du 11 février 1986
Arrêté déclarant d'utilité publique l'Institut International d'Haïti et de la Recherche et du Développement (IHRED)	16 septembre 1987	MONITEUR N° 83 du 12 octobre 1987
Décret plaçant l'enseignement moyen agricole sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	12 novembre 1987	MONITEUR N° 101 du 10 décembre 1987
Décret faisant des documents, programmes respectivement dénommés « Curriculum de l'Ecole Fondamentale - Programme Pédagogique Opérationnel 1 ^{er} et 2 ^e Cycles » et « Curriculum de l'Ecole Fondamentale - Programme Pédagogique et Opérationnel 3 ^e Cycle » les programmes nationaux des neuf (9) années de scolarité formant l'Ecole Fondamentale	1 ^{er} décembre 1988	MONITEUR N° 19 du 6 mars 1989

Décret créant un Institut d'Etudes Supérieures dénommé « Ecole Supérieure Nationale de Technologie » (ESNT) placée sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale	2 décembre 1988	MONITEUR N° 103 du 12 décembre 1988
Décret créant la Commission Nationale du Patrimoine et fixant les règles relatives à la protection des monuments historiques	10 mai 1989	MONITEUR N° 55 du 20 juillet 1989
Décret créant au sein de la Section des Sciences de la Communication Collective de la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'Etat d'Haïti un programme spécialisé de formation en journalisme	14 septembre 1989	MONITEUR N° 95-A du 11 décembre 1989
Décret modifiant la Loi du 21 mai 1973 réglementant l'enseignement agricole aux divers degrés supérieur, moyen et professionnel	28 septembre 1989	MONITEUR N° 93-A du 4 décembre 1989
Décret rendant obligatoire l'enseignement de la Constitution de la République aux niveaux primaire, secondaire et universitaire	14 mai 1990	MONITEUR N° 46-A du 21 mai 1990
Arrêté classant patrimoine national la zone correspondant à l'ancienne ville du Cap-Haïtien	23 août 1995	MONITEUR N° 68 du 28 août 1995
Arrêté classant patrimoine national trente-trois (33) constructions anciennes constituant des créations architecturales isolées ou groupées, rurales ou urbaines	23 août 1995	MONITEUR N° 68 du 28 août 1995
Arrêté classant patrimoine national l'ancien immeuble logeant les Presses Nationales d'Haïti	20 juillet 1999	MONITEUR N° 60 du 2 août 1999

SECTION V : DROIT FISCAL

<i>LOIS FISCALES</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi sur la taxe sur les matériaux et denrées sur la voie publique	9 septembre 1918	MONITEUR N° 59 du 18 septembre 1918
Loi sur les primes d'assurance	23 février 1948	MONITEUR N° 19 du 4 mars 1948
Loi instituant la caisse des dépôts et consignations	19 juillet 1954	MONITEUR N° 69 du 12 août 1954
Loi sur la taxe sur le numérotage	14 juillet 1956	MONITEUR N° 86 du 9 août 1956
Décret établissant une taxe à l'entrée des musées et de la Citadelle Laferrière	27 janvier 1959	MONITEUR N° 19 du 29 janvier 1959
Décret sur la carte d'identité professionnelle	26 septembre 1960	MONITEUR N° 89 du 26 septembre 1960
Décret instituant une assurance spéciale dite « assurance voyage »	13 février 1961	MONITEUR N° 18 du 15 février 1961
Loi remplaçant l'impôt locatif par un impôt communal dénommé « Contributions Foncières des Propriétés Bâties » (CFPB)	3 août 1961	MONITEUR N° 77 du 10 août 1961
Loi sur le droit d'alignement	10 août 1961	MONITEUR N° 80 du 21 août 1961
Décret assujettissant à un visa spécial pour timbre supplémentaire les exploits d'huissiers, actes judiciaires ou extrajudiciaires, les décisions des tribunaux et cours, les actes de leurs greffiers, les actes d'exécution de décision présentés à l'enregistrement	21 novembre 1961	MONITEUR N° 109 du 23 novembre 1961
Décret exonérant de tout droit les matières premières reçues de l'étranger pour les besoins des ateliers et entreprises	13 mars 1963	MONITEUR N° 24 du 14 mars 1963

Décret modifiant l'Article 5 du Décret du 30 octobre 1960 relatif à la patente de navigation maritime	8 juin 1964	MONITEUR N° 56 du 11 juin 1964
Décret rendant obligatoire l'assurance automobile contre-tiers et accordant l'exclusivité à l'Etat	8 juin 1964	MONITEUR N° 58 du 18 juin 1964
Décret sur le fermage et loyer des biens de l'Etat	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret abrogeant la Loi du 24 août 1961 créant la taxe de Première Immatriculation des Véhicules	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret sur les spectacles publics	27 septembre 1966	MONITEUR N° 82 du 1 ^{er} octobre 1966
Décret sur la législation des pièces	10 février 1967	MONITEUR N° 15 du 13 février 1967
Décret sur l'assurance des véhicules contre-tiers	25 février 1967	MONITEUR N° 83 du 25 septembre 1967
Décret sur la Constitution et le Fonctionnement des Sociétés	16 octobre 1967	MONITEUR N° 91 du 16 octobre 1967
Décret sur l'émission des timbres mobiles spéciaux pour l'Administration judiciaire	23 janvier 1968	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1968
Arrêté relatif au nouveau tarif judiciaire modifiant celui de 1943	29 mars 1968	MONITEUR N° 32 du 15 avril 1968
Décret sur la taxe sur le numérotage	18 février 1971	MONITEUR N° 15 du 22 février 1971
Loi chargeant l'Administration Générale des Contributions de recouvrer pour le compte de l'Organisme de Développement de l'Artibonite (ODVA) les droits de fermage, les taxes d'irrigation et l'amélioration foncière prévue à l'Article 3 alinéa 4 de la Loi du 2 septembre 1949	4 août 1971	MONITEUR N° 63 du 9 août 1971

Loi sur le Droit d'Accise	7 septembre 1971	MONITEUR N° 77 du 27 septembre 1971
Décret sur le droit de timbre proportionnel sur Capital Social	14 janvier 1974	MONITEUR N° 11 du 14 janvier 1974
Arrêté portant taxe d'aéroport sur les passagers et les marchandises	21 mars 1974	MONITEUR N° 30 du 8 avril 1974
Loi sur les parcs industriels	18 juin 1974	MONITEUR N° 77 du 18 juin 1974
Décret sur la taxe d'étalonnage	7 octobre 1975	MONITEUR N° 82 du 20 octobre 1975
Décret sur le laissez-passer	14 mars 1977	MONITEUR N° 24 du 11 avril 1977
Décret modifiant certains Articles du Code douanier et créant le Service des Franchises	5 avril 1977	MONITEUR N° 32 du 16 mai 1977
Décret sur l'enregistrement et la conservation foncière	28 septembre 1977	MONITEUR N° 67-D du 30 septembre 1977
Décret modifiant l'Article 4 du Décret du 22 septembre 1964 sur la taxe de Première Immatriculation des véhicules	16 janvier 1978	MONITEUR N° 7 du 26 janvier 1978
Décret réunissant tous les textes épars relatifs au droit de timbres	29 novembre 1978	MONITEUR N° 89 du 18 décembre 1978
Décret sur l'immatriculation des véhicules	4 avril 1979	MONITEUR N° 29 du 6 avril 1979
Décret abrogeant les Décrets des 14 septembre 1964 et 4 novembre 1974 en vue d'adapter une nouvelle imposition à la contribution foncière des propriétés bâties	5 avril 1979	MONITEUR N° 32-A du 19 avril 1979
Décret sur la contribution foncière des propriétés bâties	5 avril 1979	MONITEUR N° 32-A du 19 avril 1979

Loi sur les sociétés anonymes étrangères	20 septembre 1979	MONITEUR N° 26 du 30 avril 1981
Décret sur les sociétés anonymes	10 octobre 1979	MONITEUR N° 82 du 18 octobre 1979
Décret fixant une nouvelle taxation sur les appareils de télévision en noir et blanc ou en couleur	29 janvier 1980	MONITEUR N° 12 du 7 février 1980
Décret sur les appels téléphoniques	31 mars 1980	MONITEUR N° 32 du 31 mars 1980
Décret sur les droits de péage sur les routes	3 avril 1980	MONITEUR N° 4 du 16 juin 1980
Décret créant une taxe spéciale de 250 gourdes sur l'inspection des véhicules automobiles privés	10 mars 1981	MONITEUR N° 20 du 12 mars 1981
Loi sur les compagnies d'assurance	20 mars 1981	MONITEUR N° 2 du 30 mars 1981
Décret modifiant l'Article 158 de la Loi du 7 août 1980 relative à l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les compagnies d'assurance	7 avril 1981	MONITEUR N° 30 du 13 avril 1981
Décret sur la contribution foncière	23 décembre 1981	MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1982
Décret modifiant certains paragraphes de l'Article 4 de la Loi du 19 septembre 1982 sur la Taxe sur le Chiffre d'Affaires	4 avril 1982	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Loi sur la Taxe sur le Chiffre d'Affaires	19 septembre 1982	MONITEUR N° 71 du 11 octobre 1982
Loi sur le recouvrement forcé des créances de l'Etat	22 août 1983	MONITEUR N° 69 du 30 octobre 1983
Décret sur les réserves obligatoires	31 janvier 1984	MONITEUR N° 14 du 20 février 1984

Décret créant un droit spécial de timbre de 1,20 gourde perçu sur les récépissés délivrés par l'Administration Générale des Contributions	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Décret modifiant le Décret du 22 septembre relatif aux voitures plaques privées	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Décret modifiant certains paragraphes de l'Article 4 de la Loi du 19 septembre 1982 sur la TCA	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Décret créant un droit spécial à percevoir sur chaque police d'assurance voyage et assurance véhicules contre-tiers	31 août 1984	MONITEUR N° 69 du 27 février 1984
Décret sur la police d'assurance véhicule contre-tiers	31 août 1984	MONITEUR N° 69 du 27 février 1984
Décret modifiant quelques dispositions de la Loi du 19 septembre 1982 sur la TCA	10 octobre 1984	MONITEUR N° 72-A du 11 octobre 1984
Décret relatif au paiement de l'impôt sur les bénéfiques industriels et commerciaux	6 mars 1985	MONITEUR N° 18-A du 7 mars 1985
Décret modifiant quelques dispositions de la Loi du 19 septembre 1982 créant la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA)	26 mars 1985	MONITEUR N° 25 du 1 ^{er} avril 1985
Loi sur le budget et la comptabilité publique	11 septembre 1985	MONITEUR N° 69-A du 30 septembre 1985
Décret sur le droit consulaire	18 juillet 1986	MONITEUR N° 82 du 18 juillet 1986
Décret sur le permis de conduire	10 septembre 1986	MONITEUR N° 76-A du 18 septembre 1986
Décret sur l'inspection des véhicules	12 septembre 1986	MONITEUR N° 76 du 18 septembre 1986

Décret sur la taxe frontalière	15 septembre 1986	MONITEUR N° 80-A du 15 septembre 1986
Décret supprimant tous les droits de taxes perçues à l'exportation de tous types de cacao	24 septembre 1986	MONITEUR N° 82-B du 9 octobre 1986
Décret établissant sur la bière, la cigarette nationale et étrangère, le rhum, le stout guinness, le sucre, les allumettes, un droit spécial dénommé : « Droits d'Accise Complémentaires »	9 octobre 1986	MONITEUR N° 82-A du 9 octobre 1986
Décret sur la rectification fiscale	9 octobre 1986	MONITEUR N° 82-B du 9 octobre 1986
Décret assujettissant les véhicules automobiles importés neufs ou usagés à une taxe de Première Immatriculation basée sur la valeur CIF	10 février 1987	MONITEUR N° 14 du 16 février 1987
Décret supprimant le droit d'accise complémentaire perçu sur le sucre populaire et ramenant à Gdes 20.00 par sac celui perçu sur le sucre raffiné	18 août 1987	MONITEUR N° 68 du 20 août 1987
Décret supprimant tous les droits et taxes à l'exportation à l'exception de la taxe à l'exportation perçue sur le café	24 août 1987	MONITEUR N° 73 du 7 septembre 1987
Décret simplifiant et réunissant en un seul et même texte les différents droits d'accise, perçus sur la gazoline, le gasoil et le kérosène	26 août 1987	MONITEUR N° 71-A du 31 août 1987
Décret supprimant la taxe de 10% perçue à l'exportation du café	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79-B du 28 septembre 1987
Décret adoptant de nouvelles dispositions légales sur la patente de façon à domicilier les intérêts du fisc avec ceux des contribuables	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79 du 28 septembre 1987

Décret révisant les dispositions légales sur la carte d'identité	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79 du 28 septembre 1987
Décret sur la patente	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79 du 28 septembre 1987
Décret supprimant la taxe de visa de sortie pour les Haïtiens	30 septembre 1987	MONITEUR N° 9-A du 28 janvier 1988
Décret sur le droit de licence	10 octobre 1987	MONITEUR N° 86-A du 19 octobre 1987
Décret ramenant à Gdes 4,50 par kilo le droit d'accise complémentaire perçu sur les cigarettes nationales	12 octobre 1987	MONITEUR N° 86-A du 19 octobre 1987
Décret assujettissant le produit pétrolier AF jet à un droit d'accise de Gde 0,25 par gallon de 3.7853 litres	21 décembre 1987	MONITEUR N° 106 du 23 décembre 1987
Arrêté fixant à Gdes 3.00 par gallon de 3.7853 litres le droit d'accise sur la gazoline prévu à l'Article 1 ^{er} du Décret du 26 août 1987	23 décembre 1987	MONITEUR N°107-A du 24 décembre 1987
Décret assujettissant le produit « malta » à un droit d'accise de Gdes 2.00 par caisse de 24 bouteilles	30 décembre 1987	MONITEUR N° 109 du 31 décembre 1987
Décret faisant obligation à la Direction Générale des Impôts de verser au compte des communes des recettes communales par elles perçues	15 janvier 1988	MONITEUR N° 9-A du 28 janvier 1988
Décret exonérant du droit spécial de sept (7) gourdes tous récépissés, bordereaux dont le montant est inférieur ou égal à quinze (15) gourdes	25 janvier 1988	MONITEUR N° 10-A du 1 ^{er} février 1988
Arrêté fixant désormais le droit d'accise sur la gazoline prévu à l'Article 1 ^{er} du Décret du 26 août 1987 à Gdes 3,85 par gallon de 3.7853 litres	22 avril 1988	MONITEUR N° 36-A du 25 avril 1988

Arrêté fixant à Gdes 3,45 par gallon de 3.7853 litres le droit d'accise sur la gazoline prévu à l'Article 1 ^{er} du Décret du 26 août 1987	19 mai 1988	MONITEUR N° 43-A du 19 mai 1988
Décret fixant à partir du 19 octobre 1988 le droit d'accise complémentaire sur la bière, le stout, le rhum (1, 3 et 5 étoiles), les cigarettes nationales et étrangères	31 août 1988	MONITEUR N° 80-A du 15 septembre 1988
Décret sur l'impôt sur le revenu du 10 novembre 1988	27 septembre 1988	MONITEUR N° 86-B du 27 septembre 1988
Arrêté fixant le droit d'accise sur la gazoline prévu à l'Article 1 ^{er} du Décret du 26 août 1987 à Gdes 3.80 par gallon de 3.7853 litres	12 octobre 1988	MONITEUR N° 89-A du 13 octobre 1988
Décret sur la taxe sur masse salariale	14 octobre 1988	MONITEUR N° 95 du 10 novembre 1988
Arrêté fixant désormais le droit d'accise sur le gasoil et le kérosène prévu à l'Article 1 ^{er} du Décret du 26 août 1987 par gallon de 9.7853 litres	6 janvier 1989	MONITEUR N° 2-A du 9 janvier 1989
Décret modifiant les alinéas 1, 2, 5,7 et 9 de l'Article 4, des Articles 16 et 20 de la Loi du 19 septembre 1982 instituant la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA)	29 août 1989	MONITEUR N° 68 du 4 septembre 1989
Décret supprimant la taxe spéciale dite « Contribution à la Construction, l'aménagement et l'entretien des marchés et parcs »	7 septembre 1989	MONITEUR N° 70 du 11 septembre 1989
Décret sur les ONG	14 septembre 1989	MONITEUR N° 77 du 5 octobre 1989
Décret moyennant une taxe de Gdes 25.00 la taxe perçue sur les tickets de voyage	22 janvier 1990	MONITEUR N° 11 du 5 février 1990

Décret sur la Taxe sur le Chiffre d'Affaires	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 28 septembre 1990
Décret sur les titres négociables	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 28 septembre 1990
Décret adoptant certaines dispositions permettant de mettre à jour le dossier fiscal des contribuables	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 1 ^{er} octobre 1990
Décret modifiant le second paragraphe de l'Article 37 de la Loi du 11 août 1903 sur les titres nominatifs	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 1 ^{er} octobre 1990
Décret sur le quitus fiscal	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86 du 1 ^{er} octobre 1990
Décret fusionnant les droits d'accise ordinaires et complémentaires en un seul droit de timbre	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 1 ^{er} octobre 1990
Décret modifiant certaines dispositions régissant la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA)	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 1 ^{er} octobre 1990
Décret sur Police d'Assurance contre-tiers	28 septembre 1990	MONITEUR N° 86-B du 8 avril 1994
Arrêté modifiant l'Article 1 ^{er} de l'Arrêté du 18 juillet 1986 sur les redevances à payer l'Autorité Aéroportuaire Nationale	31 octobre 1990	MONITEUR N° 95 du 5 novembre 1990
Loi modifiant certaines dispositions légales sur la carte d'identité fiscale	23 avril 1993	MONITEUR N° 35 du 3 mai 1993
Loi modifiant les articles 12, 18 du décret du 28 septembre 1987 sur la carte d'identité	23 avril 1993	MONITEUR N° 35 du 3 mai 1993
Loi établissant un nouveau tarif pour l'immatriculation des véhicules	30 avril 1993	MONITEUR N° 35 du 3 mai 1993

Loi modifiant les Articles 35, 36 et 82 du Décret du 29 septembre 1986 relatif à l'impôt sur le revenu	5 février 1995	MONITEUR N° 19 du 6 mars 1995
Loi instituant l'acompte de 2% au titre de l'impôt sur le revenu	5 février 1995	MONITEUR N° 19 du 6 mars 1995
Loi modifiant les dispositions du Décret du 28 septembre 1987 sur la carte d'identité fiscale	5 juin 1996	MONITEUR N° 2 du 22 juillet 1996
Loi modifiant l'Article 1 ^{er} du Décret du 4 avril 1984 sur l'immatriculation des véhicules et portant fixation d'un nouveau tarif d'immatriculation des véhicules	5 juin 1996	MONITEUR N° 1 du 3 janvier 2000
Loi modifiant l'Article 2 du Décret du 10 septembre 1986 et établissant un tarif pour le permis de conduire des véhicules utilisant les voies terrestres	5 juin 1996	MONITEUR N° 51-A du 17 juillet 1996
Loi portant modification du Décret du 22 janvier 1990 relatif à la taxe sur les billets de voyages	5 juin 1996	MONITEUR N° 52 du 18 juillet 1996
Loi modifiant certaines dispositions relatives à la carte d'identité fiscale	5 juin 1996	MONITEUR N° 53 du 22 juillet 1996
Loi modifiant certaines dispositions sur la carte d'identité fiscale	10 juin 1996	MONITEUR N° 52 du 18 juin 1996
Loi portant ajustement du droit de passeport	10 juin 1996	MONITEUR N° 52 du 1 ^{er} juillet 1996
Loi modifiant l'Article 13 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente	10 juin 1996	MONITEUR N° 52 du 18 juillet 1996
Loi modifiant le taux de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA)	11 juin 1996	MONITEUR N° 51-A du 15 juillet 1996

Loi créant un droit d'accise sur certaines taxes de véhicules et modifiant l'Article 91 de la Loi du 3 septembre 1971 sur les droits d'accise	11 juillet 1996	MONITEUR N° 51-A du 15 juillet 1996
Loi établissant, en complément des recettes communales, des droits internes nommés « Contributions au Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales » (CFGDCT)	31 juillet 1996	MONITEUR N° 64-A du 2 septembre 1996

SECTION VI : DROIT DOUANIER

<i>DROIT DOUANIER</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi exonérant de tous droits à l'importation des enseignes lumineuses, les machines, outils et accessoires utilisés exclusivement à la fabrication des enseignes lumineuses	2 février 1948	MONITEUR N° 14 du 16 février 1948
Décret faisant obligation aux lignes maritimes ou aériennes de remettre à la douane avant tout débarquement un état en triplicata indiquant le nombre et le poids total des malles, balles, caisses, boîtes, paquets, sacs ou autres colis transportés par chaque passager voyageant à bord de leur bateau ou aéronef	22 janvier 1962	MONITEUR N° 9 du 22 janvier 1962
Loi unifiant le taux du tarif douanier à l'importation	8 mai 1962	MONITEUR N° 53 du 4 juin 1962
Loi harmonisant les listes A et B avec la nouvelle nomenclature douanière	8 mai 1962	MONITEUR N° 53 du 4 juin 1962
Loi harmonisant la liste des concessions tarifaires accordées par Haïti au BATT avec la nouvelle nomenclature douanière	8 mai 1962	MONITEUR N° 58 du 21 juin 1962
Loi créant le Code Douanier	28 août 1962	MONITEUR N° 104 et 105 des 5 et 8 novembre 1962 MONITEUR N° 114 et 115 des 6, 10 et 31 décembre 1962
Loi ajoutant la position 39.08.15 au tarif douanier relativement aux feuilles de plastique laminées	26 juillet 1965	MONITEUR N° 70 du 2 août 1965
Loi sur le tarif douanier	26 juillet 1965	MONITEUR N° 70 du 2 août 1965

Décret modifiant l'Article 1 ^{er} de la Loi du 26 juillet 1965 sur le tarif douanier	31 janvier 1966	MONITEUR N° 17 du 28 février 1966
Décret accordant des facilités douanières en faveur du tourisme	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968
Décret modifiant les Articles 141, 91, 202 du Code douanier du 28 août 1968	27 septembre 1968	MONITEUR N° 81 du 30 septembre 1968
Décret faisant obligation aux consignataires ou importateurs de remettre à la douane en même temps que la déclaration ordinaire de leur importation une déclaration distincte de la valeur en douane sur une formule spéciale imprimée à cette fin par l'Administration douanière	19 novembre 1974	MONITEUR N° 91-A du 25 novembre 1974
Décret modifiant le paragraphe 84.13 du tarif douanier en vue de limiter l'usage du charbon de bois	20 février 1975	MONITEUR N° 17 du 3 mars 1975
Décret exonérant le paiement des droits de douane sur le kérosène, ce, jusqu'à nouvel ordre	17 mars 1977	MONITEUR N° 19 du 24 mars 1977
Décret modifiant certains Articles du Code douanier et créant le Service des Franchises	5 avril 1977	MONITEUR N° 32 du 16 mai 1977
Décret modifiant certains Articles du Code douanier	13 octobre 1977	MONITEUR N° 73 du 27 octobre 1977
Décret adaptant un nouveau mode de taxation à l'importation selon un tarif minimum applicable aux marchandises, denrées et produits originaires des pays non membres de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce	17 mars 1978	MONITEUR N° 30 du 8 mai 1978
Décret faisant exemption des droits de douane à certains produits importés	30 mars 1979	MONITEUR N° 30 du 9 avril 1979

Décret confiant exclusivement l'exportation des colis postaux à l'Administration Générale des Postes	3 avril 1979	MONITEUR N° 36 du 30 avril 1979
Loi modifiant la taxation des produits importés telle qu'elle se fait à la position 27-1001 du tarif douanier	4 juin 1979	MONITEUR N° 45 du 7 juin 1979
Décret modifiant les Articles 127, 128, 141 du Code douanier	10 janvier 1980	MONITEUR N° 7 du 24 janvier 1980
Décret modifiant la taxation des produits importés telle que prescrite par la position 24-1001 du tarif douanier sur les essences pour moteurs, gazoline et benzine	24 janvier 1980	MONITEUR N° 24 du 24 mars 1980
Décret unifiant certaines taxes perçues à l'occasion de l'importation et réajustant certaines taxes spécifiques ad valorem	31 juillet 1980	MONITEUR N° 60 du 21 août 1980
Décret modifiant la taxation des produits importés tels que prescrite par la position 73-1302 du tarif douanier sur les tôles	20 octobre 1980	MONITEUR N° 78-A du 30 octobre 1980
Décret adoptant certaines dispositions du tarif douanier aux exigences de la conjoncture économique actuelle	30 décembre 1980	MONITEUR N° 6 du 22 janvier 1981
Décret modifiant certaines taxes perçues à l'importation sur les voitures automobiles	6 mars 1981	MONITEUR N° 19 du 9 mars 1981
Décret prescrivant certaines dispositions du tarif sur les produits alimentaires de luxe	6 mars 1981	MONITEUR N° 19 du 9 mars 1981
Décret rapportant le Décret du 9 avril 1981 interdisant l'importation de certains produits et apportant certaines modifications au tarif douanier	3 novembre 1982	MONITEUR N° 88 du 20 décembre 1982

Loi modifiant certaines dispositions réglementant la franchise douanière	22 août 1983	MONITEUR N° 67 du 26 septembre 1983
Loi donnant un statut au Commissaire en douane, communément appelé Commiss- vérificateur	22 août 1983	MONITEUR N° 69 du 3 octobre 1983
Décret modifiant la position 15-0704 du Décret du 10 octobre 1982	21 mars 1984	MONITEUR N° 36 du 24 mai 1984
Décret précisant les mécanismes des opérations d'exportation, d'achat et de vente de change	3 avril 1984	MONITEUR N° 38 du 4 juin 1984
Décret créant un droit spécial de 1,50 Gdes perçu sur les bordereaux par l'Administration Générale des Douanes	4 avril 1984	MONITEUR N° 53 du 31 juillet 1984
Loi révisant le système de taxation sur les exportations de café	11 juin 1984	MONITEUR N° 54 du 2 août 1984
Décret modifiant certaines dispositions du Code douanier relatives à l'impor- tation et au dédouanement de marchan- dises	4 septembre 1984	MONITEUR N° 69-A du 27 septembre 1984
Décret créant un corps spécial de police douanière dénommé « Brigade anti- contrebande »	9 novembre 1984	MONITEUR N° 87 du 13 décembre 1984
Décret modifiant l'Article 294 du Code douanier	17 janvier 1985	MONITEUR N° 8-A du 28 janvier 1985
Décret modifiant quelques dispositions de la Loi du 13 mars 1963 sur la franchise douanière	14 mars 1985	MONITEUR N° 26 du 8 avril 1985
Décret éliminant la taxe à l'exportation sur les huiles essentielles et le café torréfié	26 mars 1985	MONITEUR N° 25 du 1 ^{er} avril 1985

Décret renforçant et améliorant les formalités d'inspection des importations prévues dans le Décret du 3 octobre 1983	2 avril 1985	MONITEUR N° 38 du 3 juin 1985
Décret modifiant les Articles 96, 97 et 108 du Code douanier	2 avril 1985	MONITEUR N° 38 du 3 juin 1985
Décret diminuant de quinze pour cent (15%) les droits perçus à l'exportation du café	31 octobre 1985	MONITEUR N° 77 du 4 novembre 1985
Décret éliminant tous les droits perçus à l'exportation de la pite	6 février 1986	MONITEUR N° 14-A du 16 février 1987
Décret modifiant certaines dispositions du tarif douanier	27 mai 1986	MONITEUR N° 46 du 9 juin 1986
Loi modifiant les droits de douane pour certains produits importés	23 juin 1986	MONITEUR N° 55-A du 10 juillet 1986
Décret supprimant la taxe supplémentaire, les taxes accessoires sur le café ainsi que les réductions de droits accordés par la Loi du 11 juin 1984 et le Décret du 31 octobre 1985, et fixant une taxe unique de 10% à percevoir à l'exportation de tous types de café	24 septembre 1986	MONITEUR N° 78-B du 25 septembre 1986
Décret réglementant l'octroi des licences d'importation en fonction des besoins particuliers au développement du pays	29 décembre 1986	MONITEUR N° 104-A du 29 décembre 1986
Décret autorisant l'importation des véhicules automobiles usagés de tous types	12 février 1987	MONITEUR N° 14 du 16 février 1987
Décret sur la contrebande	5 mars 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987
Décret sur les commis-voyageurs	5 mars 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987
Décret sur la profession de dégroupieur	5 mars 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987

Décret sur les commissaires en douane	5 mars 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987
Décret sur les agents maritimes	5 mars 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987
Décret révisant le Code douanier	13 juillet 1987	MONITEUR N° 57-B du 13 juillet 1987
Décret supprimant tous les droits et taxes à l'exportation à l'exception de la taxe à l'exportation perçue sur le café	24 août 1987	MONITEUR N° 73 du 7 septembre 1987
Décret supprimant la taxe de 10% perçue à l'exportation du café	28 septembre 1987	MONITEUR N° 79-B du 28 septembre 1987
Décret calculant le droit consulaire à raison de 3% du montant F.O.B. des marchandises importées à l'exception des colis de passagers et des importations exonérées dudit droit	31 août 1988	MONITEUR N° 80-A du 15 septembre 1988
Décret remettant en vigueur les formalités d'enregistrement des documents au Consulat haïtien du port d'embarquement des marchandises à destination d'Haïti	11 janvier 1989	MONITEUR N° 6 du 23 janvier 1989
Décret instituant le taux d'ajustement sur la valeur en douane pour le calcul des droits, taxes et impôts perçus à l'importation des biens et marchandises	28 août 1989	MONITEUR N° 68-A du 4 septembre 1989
Décret modifiant certains taux de positions tarifaires	6 septembre 1990	MONITEUR N° 79-A du 10 septembre 1990
Décret modifiant les Articles 51, 53, 58, 64, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 82, 123, 164, 166, 169, 180, 181 et 216 du Code douanier	13 septembre 1990	MONITEUR N° 83-B du 24 septembre 1990

Loi établissant un acompte de 2% à calculer sur la valeur en douane de toutes les importations à caractère commercial de marchandises ou de biens	11 janvier 1995	MONITEUR N° 19 du 6 mars 1995
Loi modifiant certains tarifs et positions tarifaires du Code douanier	15 janvier 1995	MONITEUR N° 20 du 9 mars 1995
Loi portant modification de certains Articles du Code douanier	5 février 1995	MONITEUR N° 19 du 6 mars 1995
Loi portant création d'une prime dénommée : « Part de Saisie aux Indicateurs d'Infractions douanières »	10 avril 1996	MONITEUR N° 69-A du 19 septembre 1996
Loi portant création d'une prime dénommée : « Part de Saisie payable aux Indicateurs d'Information douanière »	12 juin 1996	MONITEUR N° 53 du 22 juillet 1996 MONITEUR N° 69-A du 19 septembre 1996
Loi modifiant certaines dispositions du Code douanier et instituant des frais de vérification de 4% à calculer sur la valeur en douane de toutes les importations	10 juillet 1996	MONITEUR N° 53 du 22 juillet 1996
Loi fixant le statut de l'agent douanier	31 juillet 1996	MONITEUR N° 64-A du 2 septembre 1996

SECTION VII: DROITS FONDAMENTAUX

LOIS SUR LES LIBERTES PUBLIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME	DATES	REFERENCES
Loi sur l'organisation et le fonctionnement des syndicats	17 juillet 1947	MONITEUR N° 63 du 28 juillet 1947
Loi modifiant la Loi du 17 juillet 1947 sur l'organisation syndicale	22 février 1948	MONITEUR N° 19 du 4 mars 1949
Loi fixant les bases indispensables à l'établissement des rapports harmonieux entre l'Etat haïtien et les Cultes réformés	16 juin 1971	MONITEUR N° 52 du 1 ^{er} juillet 1971
Décret réglementant l'exercice des cultes réformés	8 octobre 1978	MONITEUR N° 78 du 13 novembre 1978
Décret punissant la discrimination raciale	4 février 1981	MONITEUR N° 12 du 12 février 1981
Décret réglementant le droit de grève des travailleurs	22 mai 1986	MONITEUR N° 46 du 9 juin 1986
Décret organisant le fonctionnement des partis politiques	30 juillet 1986	MONITEUR N° 61 du 31 juillet 1986 Reproduction MONITEUR N° 74 du 11 septembre 1986
Décret rapportant le Décret du 31 juillet 1980 sur la presse et le remplaçant par une législation plus conforme aux normes démocratiques	31 juillet 1986	MONITEUR N° 61 du 31 juillet 1986
Décret relatif aux réunions et aux manifestations sur la voie publique	23 juillet 1987	MONITEUR N° 60 du 23 juillet 1987

11

CHAPITRE III
DU DROIT PRIVE

SECTION I : **Droit civil**

SECTION II : **Droit commercial**

SECTION III : **Droit du Travail**

SECTION I : DROIT CIVIL

<i>LOIS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi sur la promulgation, les effets et l'application des lois en général	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH.LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris,1864 ¹
Loi concernant les absents modifiée par la Loi du 21 avril 1940 confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions d'administrateur des biens d'absents et le Décret-loi du 22 décembre 1944 assurant aux enfants naturels une protection plus efficace et plus large	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris,1864 MONITEUR N° 34, 105 des 25 avril 1940 et 25 décembre 1944
Loi sur la jouissance, la perte ou la suspension des droits civils et politiques modifiée par le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile, abrogeant les Articles 19 et 20 du Code Civil relatifs à la perte de la qualité de citoyen et modifiant l'Article 212 dudit Code relatif à la dissolution du mariage	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 78-A du 8 septembre 1988
Loi sur les actes de l'état civil modifiée par l'Article 20 de la Constitution de 1987 abolissant la peine de mort en toute matière et le Décret du 14 novembre 1988 réglementant l'inscription tardive des naissances	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris,1864 MONITEUR N° 36, 58, 98 des 28 avril 1987, 4 juillet 1988 et 21 novembre 1988

1) Le Code Civil de T. BOUCHEREAU, coté G- 3al, est disponible à la bibliothèque des Frères de l'Instruction Chrétienne (FIC).

<p>Loi déterminant le domicile modifiée par le Décret du 20 novembre 1970 relatif au changement de domicile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 96 du 23 novembre 1970</p>
<p>Loi sur le mariage modifiée par les Lois des 20 juillet et 16 décembre 1929 et la Loi du 26 janvier 1945 sur le mariage religieux produisant des effets civils, par le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 61, 102, 9, 75, 78-A des 1^{er} août 1929, 23 décembre 1929, 29 janvier 1945 28 octobre 1982 et 8 septembre 1988</p>
<p>Loi sur le divorce modifiée par la Loi du 10 mai 1920 sur la séparation de corps et le remariage des époux divorcés, la Loi du 5 mai 1949 sur le divorce, le Décret du 6 juin 1968 entourant l'épouse défenderesse en divorce de plus de protection, le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée, le Décret du 14 septembre 1983 réglementant la procédure de recouvrement des créances d'aliments et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 10, 42, 47, 75, 74, 78-A des 29 mai 1920, 9 mai 1949, 6 juin 1968, 28 octobre 1982 27 octobre 1983 et 8 sep- tembre 1988</p>
<p>Loi sur la paternité et la filiation modifiée par le Décret-Loi du 22 décembre 1944 assurant aux enfants naturels une protection plus efficace et le Décret du 27 janvier 1959 mettant fin à toute inégalité entre les enfants naturels et légitimes</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 105, 19 des 25 décembre 1944 et 29 janvier 1959</p>

<p>Loi sur la puissance paternelle modifiée par le Décret-Loi du 22 décembre 1944 sur les enfants naturels, le Décret du 27 janvier 1959 consacrant l'égalité des enfants légitimes et naturels, le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et consacrant l'autorité parentale et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 105, 19, 75, 78-A des 25 décembre 1944, 29 janvier 1959, 28 octobre 1982, 8 septembre 1988</p>
<p>Loi sur la minorité, la tutelle et l'émancipation modifiée par le Décret-Loi du 22 décembre 1944 sur les enfants naturels, le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 105, 75, 78-A des 25 décembre 1944, 28 octobre 1982, 8 septem- bre 1988</p>
<p>Loi sur la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire modifiée par la Loi du 21 avril 1940 confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions d'administrateur des biens d'interdits et le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 34, 75 des 25 avril 1940 et 28 octobre 1982</p>
<p>Loi sur la distinction des biens</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur la propriété</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>

<p>Loi sur l'usufruit, l'usage et l'habitation modifiée par la Loi du 13 février 1925 déterminant les conditions d'exercice du droit de propriété immobilière accordé aux étrangers et aux sociétés étrangères</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 Bulletin des Lois et Actes Année 1925, pp. 37 et suivantes</p>
<p>Loi sur les servitudes ou services fonciers</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur les différentes manières d'acquérir la propriété</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur les successions modifiée par la Loi du 13 février 1925 déterminant les conditions d'exercice du droit de propriété immobilière accordé aux étrangers et aux sociétés étrangères, le Décret-loi du 22 décembre 1944 sur les enfants naturels, le Décret du 27 janvier 1959 consacrant l'égalité des enfants légitimes et naturels, le Décret du 15 novembre 1978 sur la quotité disponible, le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18cm Paris, 1864 Bulletin des Lois et Actes Année 1925, pp. 37 et suivantes MONITEUR N° 105, 19, 87, 75, 78-A des 25 décembre 1944, 29 janvier 1959, 11 décembre 1978, 28 octobre 1982, 8 septembre 1988</p>

<p>Loi sur les donations entre vifs et les testaments modifiée par la Loi du 13 février 1925 déterminant les conditions d'exercice du droit de propriété immobilière accordé aux étrangers et aux sociétés étrangères, le Décret-loi du 22 décembre 1944 sur la situation des enfants naturels, le Décret du 27 janvier 1959 consacrant l'égalité des enfants légitimes et naturels, le Décret du 27 novembre 1969 sur la manière de recevoir les actes contenant donation entre vifs et donation entre époux autres que celles portées dans un contrat de mariage, le Décret du 15 novembre 1978 sur la quotité disponible et le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 Bulletin des Lois et Actes Année 1925, pp. 37 et suivantes MONITEUR N° 105, 19, 113 et 114, 87, 75 des 25 décembre 1944, 29 janvier 1959, 27 novem- bre 1969, 11 décembre 1978 et 28 octobre 1982</p>
<p>Loi sur les contrats ou les obligations conventionnelles en général</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur les engagements qui se forment sans Convention</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur le contrat de mariage et les devoirs respectifs des époux modifiée par la Loi du 21 avril 1940 confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions d'administrateur provisoire des biens litigieux, le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 34, 75, 78-A des 25 avril 1940, 28 octobre 1982 et 8 septem- bre 1988</p>

<p>Loi sur les privilèges et hypothèques modifiée par le Décret du 8 octobre 1982 obligeant les époux à arrêter d'un commun accord toutes décisions relatives à la conduite et aux charges du ménage</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 75 du 28 octobre 1982</p>
<p>Loi sur la vente modifiée par le Décret du 8 octobre 1982 obligeant les conjoints mariés sous le régime de la communauté à participer à la vente de biens communs</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 75 du 28 octobre 1982</p>
<p>Loi sur l'échange</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur le contrat de louage modifiée par la Loi du 18 septembre 1952 sur le louage des services</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm MONITEUR N° 98 du 9 octobre 1952</p>
<p>Loi sur le contrat de société</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur le prêt</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>

<p>Loi sur le dépôt et le séquestre modifiée par la Loi du 21 avril 1940 confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions de séquestre judiciaire</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur les contrats aléatoires</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 352 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 34 du 25 avril 1940</p>
<p>Loi sur le mandat modifiée par le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée et le Décret du 30 août 1988 abolissant la mort civile</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 75, 78-A des 28 octobre 1982 et 8 septembre 1988</p>
<p>Loi sur le cautionnement</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur les transactions</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864</p>
<p>Loi sur la contrainte par corps en matière civile modifiée par la Loi du 18 août 1979 sanctionnant la Convention américaine relative aux Droits de l'Homme en ses dispositions sur la contrainte par corps et le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée</p>	<p>27 mars 1825</p>	<p>Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 77, 75 des 1^{er} octobre 1979 et 28 octobre 1982</p>

Loi sur le nantissement	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864
Loi sur l'expropriation forcée et l'ordre entre les créanciers modifiée par le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 75 du 28 octobre 1982
Loi sur la prescription modifiée par la Loi du 26 juillet 1927 réglementant le service domanial et le Décret du 8 octobre 1982 donnant un nouveau statut à la femme mariée	27 mars 1825	Code Civil d'Haïti T. BOUCHEREAU Imprimerie Générale de CH. LAHURE, 354 pages, 18 cm Paris, 1864 MONITEUR N° 75 du 28 octobre 1982
Arrêté remettant en vigueur la Loi du 14 juin 1841 sur la gestion des successions vacantes abrogée par le Décret du 22 mai 1843	30 novembre 1844	Bulletin des Lois et Actes Année 1844, p. 443
Loi soustrayant aux lenteurs de la procédure l'action de l'Etat ou de la commune revendiquant leurs biens donnés à bail modifiée par la Loi du 28 juillet 1927 sur la même matière	29 janvier 1926	MONITEUR N° 19, 65 et 66 des 4 février 1926, 15 et 18 août 1927
Loi confiant aux Agents de l'Administration Générale des Contributions l'exercice des fonctions et attributions de curateur aux successions vacantes	19 mars 1928	MONITEUR N° 26 du 29 mars 1928
Loi assurant aux populations rurales une protection spéciale en matière mobilière ou immobilière	5 mars 1937	MONITEUR N° 20 du 11 mars 1937

<p>Loi confiant au Directeur Général des Contributions les fonctions d'Administrateur des biens d'absents ou d'interdits, des biens litigieux, de séquestre judiciaire, de syndic provisoire ou définitif de faillite</p>	<p>21 avril 1940</p>	<p>MONITEUR N° 34 du 25 avril 1940</p>
<p>Décret-loi modifiant la Loi du 21 avril 1940 sur le séquestre, modifiée également par le Décret-loi du 5 novembre 1941 stipulant que le Directeur Général des Contributions ou ses préposés ne sont responsables qu'envers l'Etat en ce qui concerne l'administration des biens d'absents ou d'interdits, des biens litigieux dans les fonctions de séquestres judiciaires, de syndics provisoires ou définitifs de faillite</p>	<p>16 mai 1940</p>	<p>MONITEUR N° 34, 47, 95 des 25 avril 1940, 10 juin 1940 et 13 novembre 1941</p>
<p>Décret-loi chargeant le Directeur Général, les fonctionnaires et agents de l'Administration Générale des Contributions (Direction Générale des Impôts suivant le Décret du 21 janvier 1985) de représenter l'Etat en justice</p>	<p>14 octobre 1941</p>	<p>MONITEUR N° 87 du 16 octobre 1941</p>
<p>Décret-loi fixant un nouveau statut à la femme mariée qui travaille renforcé par le Décret du 8 octobre 1982 qui élimine toute forme de discrimination à son égard</p>	<p>11 janvier 1944</p>	<p>MONITEUR N° 4, 75 des 13 janvier 1944 et 28 octobre 1982</p>
<p>Décret-loi rendant plus facile l'organisation de l'état civil des paysans modifié et renforcé par le Décret du 12 mai 1995 interdisant de distinguer par quelque signe, dessin, inscription que ce soit les actes d'état civil délivrés aux comparants établis dans les sections rurales et d'inscrire en tête de tels actes la mention « Paysan »</p>	<p>11 janvier 1945</p>	<p>MONITEUR N° 5, 40 des 15 janvier 1945 et 25 mai 1995</p>

Loi relative aux biens généralement quelconques qui seront administrés par un séquestre jusqu'à décision de justice	28 février 1947	MONITEUR N° 18 du 1 ^{er} mars 1947
Loi interdisant toute augmentation de loyers des locaux destinés à l'habitation et au commerce	14 septembre 1947	MONITEUR N° 83 du 22 septembre 1947
Loi déterminant les délais du congé de location en cas de bail civil et de bail commercial	17 mai 1948	MONITEUR N° 41 du 17 mai 1948
Loi sur le don national modifiée par le Décret du 28 septembre 1950	8 septembre 1948	MONITEUR N° 84, 113 des 16 septembre 1948 et 28 septembre 1950
Loi accordant au locataire d'un immeuble situé dans la zone commerciale un délai pour vider les lieux nécessitant des travaux d'embellissement	8 septembre 1948	MONITEUR N° 84 du 16 septembre 1948
Décret réduisant les loyers d'une maison de résidence ou d'une maison servant à loger une école, un commerce ou une industrie	29 janvier 1959	MONITEUR N° 21 du 30 janvier 1959
Loi réduisant le loyer net actuel de tous immeubles destinés à l'habitation, au commerce ou à une industrie	19 juillet 1961	MONITEUR N° 72 du 24 juillet 1961
Loi créant le certificat pré-nuptial	12 septembre 1961	MONITEUR N° 90 du 25 septembre 1961
Décret relatif à l'aliénation des biens immeubles du domaine privé de l'Etat	16 janvier 1963	MONITEUR N° 5 du 17 janvier 1963
Loi remaniant le Code de Procédure civile	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964
Loi sur l'appel	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964

Loi sur les voies extraordinaires pour attaquer les jugements ou arrêts	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964
Loi sur l'apposition et la levée des scellés, les procédures relatives à l'ouverture d'une succession	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964
Loi sur les arbitrages	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964
Loi sur les dispositions générales relatives à des nullités d'exploit	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964
Loi sur les procédures diverses relatives à des offres de paiement et de la consignation, aux voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte, ou pour le faire réformer modifiée par le Décret du 29 mai 1968 relatif au changement de nom	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964 MONITEUR N° 47 du 6 juin 1968
Loi sur le mode de procéder devant la justice de paix modifiée par le Décret du 29 mai 1968 sur les audiences du Juge de Paix et la comparution des parties, le Décret du 22 août 1995 modifiant la Loi du 18 septembre 1985 sur l'organisation judiciaire en vue de l'adapter aux exigences de la réforme judiciaire en cours	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964 MONITEUR N° 67 du 24 août 1995
Loi sur l'exécution des décisions de justice modifiée par la Loi du 12 septembre 1966 sur la voie parée	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964 MONITEUR N° 78 du 22 septembre 1966

Décret réglementant le loyer ou fermage de toute propriété relevant du domaine privé de l'Etat haïtien	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret sur la légalisation des pièces administratives et judiciaires	10 février 1967	MONITEUR N° 15 du 13 février 1967
Décret modifiant la Loi du 5 mars 1937 sur la protection des populations rurales	8 janvier 1968	MONITEUR N° 3 du 8 janvier 1968
Décret abrogeant la Loi du 23 décembre 1925 sur les formalités relatives à l'acquisition de propriétés immobilières par l'Etat	2 septembre 1968	MONITEUR N° 74 du 5 septembre 1968
Loi réglementant la succession de l'étranger naturalisé Haïtien, décédé et sans postérité	1 ^{er} septembre 1969	MONITEUR N° 85 du 9 septembre 1969
Décret régissant le statut des mineurs dans les maisons d'enfants	3 décembre 1973	MONITEUR N° 2 du 7 janvier 1974
Décret établissant la procédure d'adoption	4 avril 1974	MONITEUR N° 32 du 18 avril 1974
Loi modifiant la législation sur le divorce des étrangers	4 juillet 1974	MONITEUR N° 60 du 22 juillet 1974
Loi accordant la propriété immobilière aux étrangers	16 juin 1975	MONITEUR N° 94-A du 3 juillet 1975
Loi accordant le droit de propriété immobilière aux étrangers modifiée par le Décret du 6 avril 1977 sur la saisie immobilière	16 juin 1975	MONITEUR N° 49-A, 26 des 3 juillet 1975 et 21 avril 1977
Décret réglementant les formes d'indivision dans les grands ensembles en vue d'éviter toute controverse aux principes généraux émis par le Code Civil haïtien en la matière	4 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977

Décret relatif au décès de tout Haïtien disparu en Haïti ou hors d'Haïti	24 novembre 1977	MONITEUR N° 85 du 15 décembre 1977
Loi sur la propriété immobilière et la location de ces immeubles par l'Office National du Logement	16 août 1979	MONITEUR N° 71 du 10 septembre 1979
Loi permettant à l'Etat ou aux communes à titre de servitudes d'utilité publique de pénétrer provisoirement sur les propriétés privées en vue de faciliter l'exécution de certains travaux urgents d'intérêt général	3 septembre 1979	MONITEUR N° 76 du 27 septembre 1979
Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	5 septembre 1979	MONITEUR N° 87 du 8 novembre 1979
Loi sur les déclarations tardives de naissance modifiant la Loi du 20 août 1974 sur l'état civil également modifiée par le Décret du 14 novembre 1988 réglementant l'inscription tardive des naissances	27 août 1980	MONITEUR N° 72, 78-B, 98 des 6 octobre 1980, 30 septembre 1974 et 21 novembre 1988
Loi modifiant le premier alinéa de l'Article 70 de la Loi du 17 septembre 1963 sur l'organisation judiciaire ainsi que les dispositions de l'Article 18 du Code de Procédure civile, en ses alinéas 1, 2 et 3 sur la compétence des tribunaux de paix	28 août 1980	MONITEUR N° 72 du 6 octobre 1980
Décret sur le retrait de fonds déposés dans un compte bancaire en cas de décès de son titulaire	14 novembre 1980	MONITEUR N° 82 du 17 novembre 1980
Loi organisant le régime de la copropriété	13 août 1984	MONITEUR N° 82 du 26 novembre 1984
Décret sur la nationalité haïtienne	6 novembre 1984	MONITEUR N° 78 du 8 novembre 1984

Décret ordonnant la régularisation ou la validation des actes de l'état civil	9 novembre 1984	MONITEUR N° 88 du 17 décembre 1984
Constitution de la République d'Haïti Article 19 et suivants traitant de la nationalité haïtienne	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti Article 16 et suivants traitant de la qualité de citoyen	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti Article 36-1 traitant de l'expropriation pour cause d'utilité publique	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti Articles 51, 125, 125-1, 126 traitant de l'effet, la date, la promulgation et la publication des Lois	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987

SECTION II : DROIT COMMERCIAL

<i>LOIS ET/OU DECRETS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi sur les agents de change et les courtiers	25 septembre 1890	MONITEUR N° 40 bis du 1 ^{er} octobre 1890
Loi établissant un droit de licence auquel sont assujettis tous les étrangers exerçant en Haïti le commerce, une industrie ou une profession quelconque	11 août 1903	Bulletin des Lois et Actes Années 1900 - 1904 pp. 352 et suivantes
Lois sur les brevets d'invention	14 décembre 1922	MONITEUR N° 1 du 1 ^{er} janvier 1923
Loi assujettissant les marchandises, articles ou produits importés de l'étranger aux droits établis au tarif des droits d'importation	26 juillet 1926	Bulletin des Lois et Actes Année 1928 pp. 148 et suivantes
Loi sur l'arbitrage commercial	11 juin 1935	MONITEUR N° 52 du 24 juin 1935
Loi autorisant le Pouvoir Exécutif à prendre par voie d'arrêtés ou de décrets toutes mesures d'urgence pour protéger les consommateurs contre les spéculations commerciales	12 septembre 1939	MONITEUR N° 75 du 14 septembre 1939
Arrêté déterminant le mode de fixation des prix des articles de première nécessité	16 septembre 1939	MONITEUR N° 76 du 18 septembre 1939
Décret-loi préconisant une nouvelle réglementation du commerce de détail	28 septembre 1939	MONITEUR N° 79 du 28 septembre 1939
Décret modifiant les Articles 1 ^{er} , 2, 3, 5,6 de la Loi du 21 avril 1940 sur le séquestre	16 mai 1940	MONITEUR N° 47 du 10 juin 1940
Décret-loi réglementant les associations, compagnies, entreprises sociétaires ou individuelles se livrant à des opérations de banque	24 juin 1940	MONITEUR N° 53 des 1 ^{er} et 4 juillet 1940

Loi modifiant l'Article 65 de la Loi du 11 août 1903 sur la licence des étrangers	21 mars 1941	MONITEUR N° 35 du 24 avril 1941
Décret-loi sur le droit de timbre applicable aux licences des étrangers	25 juillet 1941	MONITEUR N° 66 du 7 août 1941
Décret-loi réservant à l'Etat haïtien le droit d'exporter de l'or	9 octobre 1941	MONITEUR N° 87 du 16 octobre 1941
Décret-loi modifiant l'Article 3 de la Loi du 21 avril 1940 et stipulant que le Directeur Général des Contributions, ou ses préposés ne sont responsables qu'envers l'Etat en ce qui concerne l'Administration des biens d'absents ou d'interdits, dans les fonctions de séquestre judiciaire de syndic provisoire ou définitif de faillite	5 novembre 1941	MONITEUR N° 95 du 13 novembre 1941
Décret interdisant aux particuliers d'importer ou d'exporter les pigeons-voyageurs	3 décembre 1941	MONITEUR N° 101 du 4 décembre 1941
Décret-loi relatif à l'exploitation du café lavé	10 janvier	MONITEUR N° 6 du 19 janvier 1942
Décret-loi relatif aux huiles essentielles	12 janvier 1942	MONITEUR N° 6 du 19 janvier 1942
Décret interdisant la réexportation de camions et voitures automobiles, de motocyclettes, bicyclettes, pneus, chambres à air et autres accessoires de ces véhicules, neufs ou usagés	19 mars 1942	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1942
Décret relatif au contrôle de l'importation et de l'exportation des monnaies étrangères	25 juin 1942	MONITEUR N° 51 du 25 juin 1942
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} du Décret du 19 mars 1942 prohibant la réexportation des camions, voitures automobiles, motocyclettes, bicyclettes et de leurs accessoires, du ciment, de la gazoline, du pétrole et de ses dérivés	15 juillet 1942	MONITEUR N° 57 du 16 juillet 1942

Décret relatif à la facture consulaire obligatoire pour toute marchandise expédiée en Haïti	7 août 1942	MONITEUR N°64 du 10 août 1942
Décret-loi relatif au commerce du vétéver	28 septembre 1942	MONITEUR N° 80 et 81 des 5 et 8 octobre 1942
Décret modifiant l'Article 2 de la Loi du 26 juillet sur le tarif des droits d'importation et accordant la franchise douanière aux compagnies pétrolières établies en Haïti, en ce qui concerne la gazoline, les huiles et graisses lubrifiantes, les huiles combustibles	22 octobre 1942	MONITEUR N° 86 du 26 octobre 1942
Décret-loi sur le contrôle des stocks de marchandises par les agents assermentés du Département du Commerce et de l'Economie Nationale	25 novembre 1942	MONITEUR N° 95 du 26 novembre 1942
Décret-loi modifiant l'Article 3 du Décret-loi du 28 septembre 1939 abolissant toute distinction entre Haïtien d'origine et Haïtien par naturalisation en ce qui concerne le commerce de détail, avec interdiction aux étrangers de se livrer à ce genre de commerce en Haïti	11 janvier 1943	MONITEUR N° 4 du 25 mars 1943
Décret modifiant l'Article 3 du Décret du 25 novembre 1942 en accordant aux agents assermentés du Département du Commerce et de l'Economie Nationale accompagnés ou non d'agents de la Force publique l'accès à tous les magasins de vente, succursales ou dépôts de marchandises en vue de prévenir le marché clandestin ou spéculation illicite	4 novembre 1943	MONITEUR N° 88 du 4 novembre 1943
Décret réservant à l'Etat l'exportation des produits alimentaires et relatif à la fixation des prix desdits produits en vue d'empêcher la hausse des prix découlant de la spéculation	6 novembre 1943	MONITEUR N° 89 du 8 novembre 1943

Décret modifiant l'Article 1 ^{er} du Décret du 6 novembre 1943 sur le droit exclusif reconnu à l'Etat d'exporter certains produits alimentaires	17 décembre 1943	MONITEUR N° 101 du 20 décembre 1943
Décret relatif aux entreprises de transport par terre	22 mars 1944	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1944
Décret supprimant les droits d'échelle pour faciliter le commerce avec l'étranger	15 septembre 1944	MONITEUR N° 78 du 21 septembre 1944
Décret-loi révisant le Code de Commerce du 27 mars 1826	22 décembre 1944	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1945
Livre premier sur le commerce en général	22 décembre 1944	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1945
Livre deuxième sur le commerce maritime	22 décembre 1944	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1945
Livre troisième sur les faillites et banqueroutes	22 décembre 1944	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1945
Livre quatrième sur la juridiction commerciale	22 décembre 1944	MONITEUR N° 8 du 25 janvier 1945
Décret-loi relatif à l'exportation du sucre	5 juin 1945	MONITEUR N° 46 du 7 juin 1945
Décret-loi abrogeant les Décrets des 16 janvier 1942 et 19 mars 1942 sur le contrôle des opérations de change, des opérations relatives aux devises étrangères et au crédit	30 octobre 1945	MONITEUR N° 90 du 5 novembre 1945
Décret-loi abrogeant le Décret du 25 juin 1942 relatif au contrôle de l'importation et de l'exportation des monnaies étrangères	30 octobre 1945	MONITEUR N° 90 du 5 novembre 1945
Loi réprimant le marché noir	20 décembre 1946	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1947

Loi sur les bons à ordre à caractère commercial souscrits par un fonctionnaire non commerçant, employé de l'Etat ou des communes	13 septembre 1947	MONITEUR N° 82 du 18 septembre 1947
Loi relative à la commercialisation des denrées destinées à l'exportation	19 décembre 1947	MONITEUR N° 1 du 1 ^{er} janvier 1948
Loi exonérant de tous droits à l'importation des enseignes lumineuses ainsi que les machines, outils et accessoires utilisés exclusivement à leur fabrication et établissant un tarif spécial pour l'électricité fournie par toutes les enseignes lumineuses	2 février 1948	MONITEUR N° 14 du 16 février 1948
Loi sur le contrôle des médicaments et produits pharmaceutiques	5 février 1948	MONITEUR N° 15 du 19 février 1948
Loi réservant à l'Etat le monopole de la fabrication et de la vente du tabac, en confiant l'exercice de ce monopole à un organisme public dénommé : « Régie du Tabac »	16 février 1948	MONITEUR N° 16 du 23 février 1948
Loi instituant un droit spécial sur les primes versées aux compagnies d'assurances	27 février 1948	MONITEUR N° 19 du 4 mars 1948
Loi accordant certains avantages aux propriétaires d'hôtels	22 juin 1948	MONITEUR N° 56 du 1 ^{er} juillet 1948
Loi déterminant la procédure à appliquer pour l'exécution de l'obligation faite aux commerçants par la Loi du 25 février 1948 sur les enseignes lumineuses, d'effectuer des travaux d'embellissement de la zone commerciale	9 septembre 1948	MONITEUR N° 84 du 16 septembre 1948
Décret rendant libre l'exportation de noix de coco	8 novembre 1950	MONITEUR N° 129 du 9 novembre 1950

Loi modifiant l'Article 38 du Code de commerce quant aux sociétés par actions	27 juin 1952	MONITEUR N° 64 du 24 juillet 1952
Loi réservant à l'Etat le monopole de la fabrication du savon	30 septembre 1952	MONITEUR N° 99 du 13 octobre 1952
Loi établissant une taxe interne sur les boissons gazeuses	28 juillet 1953	MONITEUR N° 69 du 3 août 1953
Loi sur les marques de fabrique et de commerce	17 juillet 1954	MONITEUR N° 70 du 16 août 1954
Loi sur les sociétés anonymes	17 juillet 1954	MONITEUR No 73 du 26 août 1954
Loi modifiant le quatrième livre du Code de Commerce traitant de la compétence de la juridiction commerciale, également modifiée par le Décret du 22 août 1995 modifiant la Loi du 18 septembre 1985 en vue de l'adapter aux exigences de la réforme judiciaire	20 juillet 1955	MONITEUR N° 84, 69, 67 des 19 septembre 1955, 30 septembre 1985 et 24 août 1995
Loi modifiant l'Article 38 du Code de Commerce sur la constitution et le fonctionnement des Sociétés de Commerce	3 août 1955	MONITEUR N° 82 du 12 septembre 1955
Loi réglementant l'introduction, la fabrication, la distribution et la vente des produits pharmaceutiques et biologiques modifiée par le Décret du 24 janvier 1962 sur le commerce des produits pharmaceutiques	10 août 1955	MONITEUR N° 83 et 10 des 15 septembre 1955 et 25 janvier 1962
Loi sur les compagnies d'assurances, modifiée par le Décret du 20 mars 1981	13 juillet 1956	MONITEUR N° 90 et 26 des 13 août 1956 et 30 mars 1981
Loi relative aux mesures de protection de l'industrie nationale	14 juin 1960	MONITEUR N° 81 du 9 septembre 1960
Loi encourageant la création d'entreprises nouvelles, agricoles ou industrielles	16 août 1960	MONITEUR N° 81 du 9 septembre 1960

Décret modifiant les Articles 648, 659, 665 et 670 du Code de Commerce sur la manière de procéder devant les Tribunaux de Paix et la Chambre des Affaires Commerciales des Tribunaux civils (Tribunaux de Première Instance) selon l'Article 173 de la Constitution du 29 mars 1987	28 août 1960	MONITEUR N° 81 du 9 septembre 1960
Décret sur la constitution des sociétés anonymes	28 août 1960	MONITEUR N° 81 du 9 septembre 1960
Décret définissant la profession de commerçant	26 septembre 1960	MONITEUR N° 89 du 26 septembre 1960
Décret fixant les limites de la zone commerciale de Port-au-Prince	28 octobre 1960	MONITEUR N° 101 du 31 octobre 1960
Loi modifiant les Articles 14, 17, 23, 30, 33, 46, 54, 80 du Code du café	7 septembre 1961	MONITEUR N° 87 du 18 septembre 1961
Loi sur les sociétés anonymes mixtes	16 septembre 1963	MONITEUR N° 91 du 30 septembre 1963
Décret relatif à la Chambre de Commerce	18 juin 1964	MONITEUR N° 59 du 19 juin 1964
Règlements relatifs à la Chambre de Commerce	31 juillet 1964	MONITEUR N° 82 du 24 août 1964
Décret créant la taxe de première immatriculation des véhicules	22 septembre 1964	MONITEUR N° 95 du 24 septembre 1964
Décret facilitant l'octroi de crédits aux éleveurs et agriculteurs	1 ^{er} février 1965	MONITEUR N° 10 du 1 ^{er} février 1965
Loi créant une taxe spéciale sur les boissons gazeuses et autres produits de luxe	21 juillet 1966	MONITEUR N° 75 du 12 septembre 1966
Loi relative à la vente par voie parée	12 septembre 1966	MONITEUR N° 78 du 22 septembre 1966

Décret sur l'utilisation du nom commercial	12 octobre 1967	MONITEUR N° 91 du 16 octobre 1967
Décret modifiant l'Article 13 de la Loi du 3 août 1955 sur les sociétés de commerce	16 octobre 1967	MONITEUR N° 91 du 16 octobre 1967
Décret modifiant le 2 ^e alinéa de l'Article 4 de la Loi du 17 juillet 1954 sur l'enregistrement des marques de fabrique	24 septembre 1970	MONITEUR N° 96 du 23 novembre 1970
Loi augmentant le droit d'accise supplémentaire à percevoir par gallon de gazoline	7 septembre 1971	MONITEUR N° 74 du 16 septembre 1971
Décret faisant obligation aux banques privées de satisfaire aux règles de liquidité et de réouverture	6 avril 1973	MONITEUR N° 39-A du 23 mai 1973
Décret modifiant la Loi du 11 août 1903 sur le droit de transmission relative au titre, certificat d'action, à la cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans les sociétés	14 janvier 1974	MONITEUR N° 71 du 7 février 1974
Loi sur les parcs industriels	18 juillet 1974	MONITEUR N° 77 du 26 septembre 1974
Décret abrogeant la Loi du 22 février 1948 qui accordait à l'Etat le monopole de la fabrication du ciment	25 septembre 1974	MONITEUR N° 80 du 9 octobre 1974
Décret fixant les conditions d'exploitation des établissements touristiques	12 mars 1975	MONITEUR N° 32 du 21 avril 1975
Décret sur la commercialisation des essences aromatiques d'Haïti	24 mars 1975	MONITEUR N° 25 du 31 mars 1975
Loi sur le droit de propriété immobilière des étrangers et des sociétés anonymes	16 juin 1975	MONITEUR N° 49-A du 3 juillet 1975

Décret sur les poids et mesures	7 octobre 1975	MONITEUR N° 82 du 23 octobre 1975
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} du Décret du 1 ^{er} février 1965 en vue de faciliter l'octroi de crédits aux éleveurs et agriculteurs	8 octobre 1975	MONITEUR N° 87 du 10 novembre 1975
Décret modifiant certains Articles du Décret du 24 mars 1975 sur la commercialisation des essences aromatiques d'Haïti en vue de réglementer la vente desdites essences sur le marché mondial	21 octobre 1975	MONITEUR N° 81 du 22 octobre 1975
Décret relatif à l'exploitation des ressources minérales et énergétiques	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
Décret exonérant le kérosène des droits de douane	17 mars 1977	MONITEUR N° 19 du 24 mars 1977
Décret modifiant l'Article 13 de la loi du 14 juin 1960 sur la promotion de l'industrie nationale	4 avril 1977	MONITEUR N° 31 du 9 mai 1977
Décret modifiant les Articles 52 et 84 de la Loi du 3 septembre 1971 sur les droits d'accise	7 avril 1977	MONITEUR N° 26 du 21 avril 1977
Décret unifiant la législation sur la licence à délivrer à toute personne physique ou morale pour l'exercice d'un commerce, d'une industrie, d'une profession ou de toutes autres activités réglementées par la Loi	13 janvier 1978	MONITEUR N° 7 du 26 janvier 1978
Décret modifiant l'Article 4 du Décret du 22 septembre 1964 sur la taxe de première immatriculation des véhicules	16 janvier 1978	MONITEUR N° 7 du 26 janvier 1978
Loi déclarant libre le commerce de l'or et de l'argent	28 janvier 1979	MONITEUR N° 56 du 16 juillet 1979

Loi autorisant librement le commerce de l'or et de l'argent sur toute l'étendue du territoire national	5 juillet 1979	MONITEUR N° 56 du 16 juillet 1979
Loi remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti par la Banque de la République d'Haïti et la Banque Nationale de Crédit	17 août 1979	MONITEUR N° 72 du 11 septembre 1979
Loi modifiant la Loi du 16 juin 1975 sur les sociétés anonymes étrangères	20 septembre 1979	MONITEUR N° 84 du 25 octobre 1979
Loi modifiant l'Article 10 de la Loi du 16 juin 1975 sur le droit de propriété immobilière des étrangers	20 septembre 1979	MONITEUR N° 84 du 25 octobre 1979
Décret modifiant les formalités de constitution des sociétés anonymes	10 octobre 1979	MONITEUR N° 82 du 18 octobre 1979
Décret sur le prêt à intérêt en matière civile et commerciale	30 octobre 1979	MONITEUR N° 86 du 5 novembre 1979
Décret fixant à 20% l'an le taux de l'intérêt conventionnel	8 avril 1980	MONITEUR N° 32 du 21 avril 1980
Décret soumettant à une licence délivrée par le Département du Commerce et de l'Industrie l'importation du concentré de tomate en drum à des fins commerciales	30 juin 1980	MONITEUR N° 48 du 30 juin 1980
Décret relatif à la garantie du remboursement du capital obtenu en emprunt dans certaines conditions	1 ^{er} octobre 1980	MONITEUR N° 90 du 18 décembre 1980
Décret organisant les banques commerciales et les activités bancaires, modifié par la Loi du 4 juillet 1984 sur les Banques d'Epargne et de Logement	14 novembre 1980	MONITEUR N° 82, 64 des 17 novembre 1980 et 6 septembre 1984
Arrêté définissant les obligations des abonnés vis-à-vis de la CAMEP	20 février 1981	MONITEUR N° 24 du 23 mars 1981

Décret créant auprès de la Banque de la République d'Haïti un « Fonds de Développement Industriel »	20 mars 1981	MONITEUR N° 25 du 26 mars 1981
Décret réglementant les différentes formes d'association ayant pour base la société coopérative	2 avril 1981	MONITEUR N° 45 du 8 juin 1981
Loi modifiant les dispositions du Décret du 10 octobre 1979 sur les sociétés financières de développement	30 août 1982	MONITEUR N° 70 du 7 octobre 1982
Loi modifiant le Décret du 20 mars 1981 créant auprès de la Banque de la République d'Haïti le Fonds de Développement Industriel	22 août 1983	MONITEUR N° 68 du 29 septembre 1983
Loi adoptant une unité de référence pour la parité de la monnaie nationale	23 août 1983	MONITEUR N° 68 du 29 septembre 1983
Arrêté présidentiel autorisant le contingentement à l'importation de certains produits en vue de protéger l'industrie nationale naissante	8 septembre 1983	MONITEUR N° 64 du 12 septembre 1983
Décret sur les réserves obligatoires des banques commerciales	31 janvier 1984	MONITEUR N° 14 du 20 février 1984
Décret sur les sociétés anonymes	8 mars 1984	MONITEUR N° 24 du 26 mars 1984
Décret dispensant les fondateurs des sociétés des formalités 1 et 2 du Décret du 8 août 1960	8 mars 1984	MONITEUR N° 24 du 26 mars 1984
Décret sur les opérations d'exportation, d'achat et de vente de change	3 avril 1984	MONITEUR N° 38 du 4 juin 1984
Décret sur l'incitation à l'investissement étranger	19 novembre 1984	MONITEUR N° 18 du 7 mars 1985

Décret portant constitution du code des investissements industriels	31 décembre 1984	MONITEUR N° 9 et 17 des 31 janvier 1985 et 4 mars 1985 (reproduction)
Décret sur les agents commerciaux	6 octobre 1986	MONITEUR N° 87 du 28 octobre 1986
Arrêté sur le commerce des produits pharmaceutiques	31 octobre 1986	MONITEUR N° 92 du 13 novembre 1986
Décret rapportant l'ensemble des lois, décrets-lois, dispositions de lois, de décrets mettant sous contingentement certains articles importés en vue de protéger l'industrie nationale	26 décembre 1986	MONITEUR N° 104-A du 29 décembre 1986
Décret définissant les caractéristiques des véhicules usagés	29 mai 1987	MONITEUR N° 58 du 16 juillet 1987
Décret dotant le Conseil National des Télécommunications de moyens techniques et adoptant un mode de taxation en harmonie avec le niveau d'utilisation du spectre en tenant compte des nouvelles méthodes de description et de désignation des émissions	26 juin 1987	MONITEUR N° 76 du 17 septembre 1987
Décret définissant les mécanismes de contrôle et de supervision des prix dans les transactions commerciales	28 février 1989	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1989
Arrêté présidentiel définissant les obligations des abonnés ou de toute autre personne morale vis-à-vis de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) et prévoyant des mesures sanctionnant tout usage frauduleux ou abusif des installations de l'entreprise	21 avril 1989	MONITEUR N° 33-A du 24 avril 1989
Décret rapportant ceux des 31 mars 1980 et 27 mars 1987 sur la borlette	9 juin 1989	MONITEUR N° 45-A du 15 juin 1989

Décret relatif aux maisons de transfert	6 juillet 1989	MONITEUR N° 52-A du 10 juillet 1989
Décret faisant obligation aux banques commerciales et aux maisons de transfert de remettre à la Banque de la République d'Haïti la totalité des devises étrangères	7 juillet 1989	MONITEUR N° 52-A du 10 juillet 1989
Décret modifiant l'Article 9 du Décret du 9 juin 1989 sur la borlette	4 janvier 1990	MONITEUR N° 11 du 5 février 1990
Décret modifiant le décret du 13 février 1964 relatif au fonctionnement des cartels	17 mai 1995	MONITEUR N° 50 du 29 juin 1995

SECTION III : DROIT DU TRAVAIL

<i>LOIS SUR LE TRAVAIL</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Décret sur l'assurance Maladie-Maternité	18 février 1875	MONITEUR N° 18 du 6 mars 1975
Loi sur la Procédure de travail en Cassation, modifiant les Articles 247, 248 et 249 du Code du Travail	13 août 1962	MONITEUR N° 78 du 30 août 1962
Textes législatifs relatifs aux assurances sociales et tirés de la Loi Organique du Département des Affaires Sociales du 28 août 1967	28 août 1967	MONITEUR N° 80, 81, 84-A, 84-B et 84-C des 18, 21 et 28 septembre 1967
Décret déterminant les modalités d'application de la loi du 28 août 1967 relatives à l'Office National d'Assurance Vieillesse	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968
Loi créant au sein de l'Office National d'Assurance Vieillesse un comptoir d'Epargne et de Prêts	25 août 1971	MONITEUR N° 70 du 2 septembre 1971
Décret instituant la CARTE DE SANTE visant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés	26 septembre 1974	MONITEUR N° 83 du 10 octobre 1974
Décret modifiant les Articles 49 à 71 de la loi du 28 août 1967	18 février 1975	MONITEUR N° 18 du 6 mars 1975
Décret sur le livret de travail des salariés	20 octobre 1975	MONITEUR N° 83 du 27 octobre 1975
Décret modifiant le Service de Prêts Hypothécaires de l'ONA	29 novembre 1976	MONITEUR N° 95 du 16 décembre 1976
Règlements du tribunal spécial de travail de Port-au-Prince	7 janvier 1980	MONITEUR N° 23 du 20 mars 1980

Loi fixant un nouveau barème de salaires minima à payer dans les entreprises industrielles, à partir du 1 ^{er} octobre 1980	15 septembre 1980	MONITEUR N° 72 du 6 octobre 1980
Décret modifiant les Articles 111, 120 et 122 du Code du Travail et réglementant le travail de nuit dans les entreprises	29 mars 1982	MONITEUR N° 27 du 5 avril 1982
Code du travail actualisé	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 1 du contrat individuel de travail	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 2 du contrat collectif de travail	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 3 du contrat d'apprentissage	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 4 des conditions de travail	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 5 des conflits de travail	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 6 des syndicats	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 7 de la main-d'œuvre soumise à un régime spécial	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Loi N° 8 du contrôle des établissements de travail et de l'emploi	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984

Loi N° 9 des tribunaux de travail	24 février 1984	MONITEUR N° spécial 18-A du 5 mars 1984
Décret fixant les nouveaux salaires minima à payer à partir du 1 ^{er} octobre 1984	27 août 1984	MONITEUR N° 69 du 27 septembre 1984
Décret modifiant les dispositions du code du travail relatives à la grève et au lock-out	27 mai 1986	MONITEUR N° 16 du 9 juin 1986
Décret modifiant la loi organique du 3 septembre 1979, créant le tribunal spécial de travail	30 décembre 1988	MONITEUR N° 12-A du 13 février 1989
Décret créant la commission tripartite de consultation et d'arbitrage	16 janvier 1989	MONITEUR N° 4 du 16 janvier 1989
Décret modifiant l'Article 6 de celui du 16 janvier 1989, créant la commission tripartite de conciliation et d'arbitrage	15 juin 1990	MONITEUR N° 55 du 28 juin 1990
Décret fixant à trente-six gourdes par journée de huit heures de travail le salaire minimum	4 mai 1995	MONITEUR N° 35 du 4 mai 1995

CHAPITRE IV
DROIT PENAL

DROIT PENAL

<i>LOIS PENALES</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi sur les dispositions préliminaires relatives à l'exercice de l'action publique et de l'action civile	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur la Police Judiciaire, les Officiers et Agents de police qui l'exercent	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages 20 cm, Février 1836
Loi sur les Tribunaux de Police	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur les manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugements	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur quelques procédures particulières relatives aux plaintes et dénonciations en faux, au jugement par contumace	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur les règlements de Juges et les renvois d'un tribunal à un autre	31 juillet 1835	F.I.C., G-4 a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi portant sur quelques objets d'intérêt public et de sûreté générale, tels le dépôt général de la notice des jugements, les prisons, maisons d'arrêt et de justice	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur les Tribunaux criminels et le jury	31 juillet 1835	F.I.C., G-4a 29, 90 pages, 20 cm, Février 1836
Loi sur les crimes, les délits et leur punition (Exécutoire dans toute la République d'Haïti le 1 ^{er} janvier 1836)	11 août 1835	F.I.C., G-4a 6b, 68 pages 20 cm, <i>Code Pénal</i> , 22 juillet 1871, S.N. 1871
Loi sur les personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou pour délits (Exécutoire dans toute la République d'Haïti le 1 ^{er} janvier 1836)	11 août 1835	F.I.C., G-4a 6b, 68 pages 20 cm, <i>Code Pénal</i> , 22 juillet 1871, S.N. 1871

<p>Loi sur les peines en matières criminelle et correctionnelle et sur leurs effets (Exécutoire dans toute la République d'Haïti le 1^{er} janvier 1836)</p>	<p>11 août 1835</p>	<p>F.I.C., G-4a 6b, 68 pages 20 cm, <i>Code Pénal</i>, 22 juillet 1871, S.N. 1871</p>
<p>Loi sur les dispositions générales relatives à la qualification des infractions (Exécutoire dans toute la République d'Haïti le 1^{er} janvier 1836)</p>	<p>11 août 1835</p>	<p>F.I.C., G-4a 6b, 68 pages 20 cm, <i>Code Pénal</i>, 22 juillet 1871, S.N. 1871</p>
<p>Loi sur les contraventions de Police et peines (Exécutoire dans toute la République d'Haïti le 1^{er} janvier 1836)</p>	<p>11 août 1835</p>	<p>F.I.C., G-4a 6b, 68 pages 20 cm, <i>Code Pénal</i>, 22 juillet 1871 S.N. 1871</p>
<p>Loi sur l'exercice du droit de grâce et de commutation de peines modifiée en son Article 1^{er} par la Loi du 26 juillet 1906 et en son Article 3 par la Loi du 7 octobre 1994</p>	<p>26 septembre 1860</p>	<p>MONITEUR N° 33 du 24 avril 1909 (reproduction) MONITEUR N° 80 du 13 octobre 1994</p>
<p>Loi abrogeant les Articles 403, 405 du Code Pénal et modifiant les Articles 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239 du même code sur les associations de malfaiteurs, le vagabondage, la mendicité, les délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures, distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur</p>	<p>27 octobre 1864</p>	<p>Dalbémar Jean-Joseph, <i>De la Police Judiciaire et des Tribunaux de Simple Police</i> Manuel théorique et pratique Bb. Nle, H345.01, J43d, 1891, p.21</p>
<p>Loi modifiant les Articles 149 et 150 du Code Pénal portant sur les abus d'autorité contre les particuliers et contre la chose publique</p>	<p>21 juillet 1871</p>	<p>Dalbémar Jean-Joseph, <i>De la Police Judiciaire et des Tribunaux de Simple Police</i> Manuel théorique et pratique Bb. Nle, H345.01, J43d, 1891, p.21</p>
<p>Traité d'extradition entre la République d'Haïti et l'Angleterre</p>	<p>7 décembre 1874</p>	<p>Price Hannibal, <i>Dictionnaire de Législation administrative haïtienne</i> Imprimerie E. Malval, Port-au-Prince, 1906-1907 pp. 147 et suivantes Bb. Nle, Réf. : 342.06 P 945 d 1906 - 1907</p>

Loi modifiant celle du 20 septembre 1870 et les Articles 254, 255, 256, 328, 330, 340, 356, 373, 382, 390 et abrogeant la Loi du 16 octobre 1863 sur le régime des peines	25 juillet 1878	MONITEUR N° 32 du 3 août 1878
Loi communément appelée Loi Lespinasse relative à l'imputation de la durée de la détention provisoire sur celle de la peine correctionnelle ou criminelle	4 décembre 1893	MONITEUR N° 50 du 9 décembre 1893
Loi modifiant l'Article 137 du Code Pénal sur la corruption des fonctionnaires publics	26 septembre 1895	Léon Nau, Les Codes haïtiens – Code d'Instruction criminelle et Code Pénal – annotés avec annexes Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence Paris, 1909, p.335 Bb. Nle, Réf. : H 348 N 287C 1909
Loi modifiant les Articles 387 et 388 du Code Pénal sur la contrainte par corps	19 juillet 1898	MONITEUR N° 61 du 30 juillet 1898
Traité d'extradition entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique	9 août 1904	Price Hannibal, Dictionnaire de la Législation administrative haïtienne Imprimerie E. Malval, Port-au-Prince, 1906-1907 pp. 149 et suivantes Bb. Nle, Réf. : 342.06 P 945d 1906-1907
Loi portant sur l'extradition	27 août 1912	MONITEUR N° 97 du 4 décembre 1912
Loi modifiant le premier alinéa de l'Article 394 du Code Pénal sur les contraventions et peines de deuxième classe	23 août 1913	MONITEUR N° 71 du 3 septembre 1913

<p>Loi modifiant les Lois N^{os} 2, 3, 4 et 5 du Code d'Instruction Criminelle d'Haïti sur la police Judiciaire, les Tribunaux de police, les tribunaux criminels et le jury, et sur les manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugements</p>	<p>12 juillet 1920</p>	<p>MONITEUR N^{os} 89, 90, 91, 92, 94 des 27 novembre, 1^{er} décembre, 4 décembre, 8 décembre et 15 décembre 1920</p>
<p>Loi modifiant les Articles 130, 131, 132, 254, 255, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 340, 408, 410 du Code Pénal sur les soustractions commises par les dépositaires publics, les blessures et coups volontaires, les crimes et délits contre les propriétés, et sur les contraventions de police et peines</p>	<p>16 février 1927</p>	<p>MONITEUR N^{os} 18 et 19 des 3 et 7 mars 1927</p>
<p>Loi fixant une procédure plus rapide dans les cas de flagrant délit relevant des Tribunaux correctionnels</p>	<p>6 mai 1927</p>	<p>Bulletin des Lois et Actes, année 1927 pp. 81 et suivantes</p>
<p>Loi modifiant les Lois N^{os} 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du Code d'Instruction Criminelle sur les mandats, les Tribunaux correctionnels, la formation des Tribunaux criminels, les nullités de l'instruction et du jugement, les crimes commis par les juges, les règlements de juges et la prescription</p>	<p>29 mars 1928</p>	<p>Bulletin des Lois et Actes, année 1928 pp. 111 et suivantes</p>
<p>Loi abrogeant et remplaçant par d'autres dispositions les Articles 161 et 162 du Code d'Instruction Criminelle devenus les Articles 158 et 159 dudit Code en vertu de la Loi du 12 juillet 1920 traitant de la comparution du prévenu par-devant le Tribunal correctionnel</p>	<p>28 janvier 1929</p>	<p>MONITEUR N^o 10 du 4 février 1929</p>
<p>Loi modifiant les dispositions de l'Article 2 de la Loi du 29 mars 1928, des Articles 95, 151, 173, 180, 303 et 318 du Code d'Instruction Criminelle sur la liberté provisoire, la formation des Tribunaux criminels et les manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugements</p>	<p>20 juillet 1929</p>	<p>MONITEUR N^o 61 du 1^{er} août 1929</p>

Loi complétant l'Article 342 du Code Pénal sur les maisons de jeux de hasard, loteries et maisons de prêts sur gages	3 juillet 1933	MONITEUR N° 54 du 6 juillet 1933
Loi complétant les Articles 229, 230 du Code Pénal et abrogeant les Articles 405, 407 et le deuxième alinéa de l'Article 406 dudit Code sur les délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures, distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur	3 juillet 1935	MONITEUR N° 61 du 25 juillet 1935
Loi modifiée par les Décrets-lois des 10 avril 1970, 31 octobre 1979, 8 avril 1980 sur le taux de l'intérêt conventionnel et sanctionnant l'usure	4 mars 1936	MONITEUR N° 21, 86, 32 des 9 mars 1936, 5 novembre 1979 et 21 avril 1980
Décret-loi permettant aux Juges de Paix d'une ou des autres sections d'une commune d'instrumenter valablement en cas d'infraction ou accident, en dehors de leur zone juridictionnelle	19 mai 1937	MONITEUR N° 49 du 17 juin 1937
Décret-loi sanctionnant l'exercice illégal des professions médicales	9 juillet 1940	MONITEUR N° 60 du 1 ^{er} août 1940
Décret sur la presse modifiant l'Article 320 du Code Pénal relatif aux injures ou expressions outrageantes	13 juin 1950	MONITEUR N° 73 du 19 juin 1950
Loi modifiant les Articles 153 et 173 (175) du Code d'Instruction Criminelle sur la compétence des tribunaux correctionnels	10 septembre 1951	MONITEUR N° 83 du 25 septembre 1951
Loi modifiant l'article 218 du Code Pénal portant sur l'usurpation de titres ou fonctions	20 juillet 1953	MONITEUR N° 66 du 23 juillet 1953

Loi prescrivant un sursis à l'exécution de tout jugement correctionnel ou de police comportant la peine d'emprisonnement contre la femme enceinte d'au moins sept mois ou allaitant un enfant de moins de six mois	14 septembre 1953	MONITEUR N° 91 du 28 septembre 1953
Loi modifiant l'Article 231 du Code d'Instruction Criminelle concernant le jury	14 septembre 1953	MONITEUR N° 92 du 29 septembre 1953
Loi modifiant les Articles 330-1, 340 et 408 du Code Pénal sur les crimes et délits contre les propriétés, l'abus de confiance et les larcins	24 juin 1954	MONITEUR N° 56 du 1 ^{er} juillet 1954
Loi sanctionnant les boursiers du Gouvernement qui, après leurs études à l'étranger, ne retournent pas en Haïti	17 août 1955	MONITEUR N° 82 du 12 septembre 1955
Décret faisant obligation à tous, père et mère ou toute personne responsable de l'éducation, de la formation d'un mineur d'envoyer ce dernier à l'école	8 décembre 1960	MONITEUR N° 120 du 12 décembre 1960
Loi modifiant les Articles 50, 51 et 52 du Code Pénal faisant partie de la Loi N° 3 relative aux personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou pour délits	7 septembre 1961	MONITEUR N° 94 du 2 octobre 1961
Loi punissant l'Officier de l'Etat Civil ou le Ministre des Cultes qui aura célébré un mariage sans le certificat prénuptial	12 septembre 1961	MONITEUR N° 90 du 25 septembre 1961

Décret instituant près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince une section spéciale dénommée Tribunal pour Enfants, chargé de connaître des délits et crimes reprochés au mineur de moins de 16 ans et établissant une base de coopération entre le Juge pour Enfants, le personnel technique du Centre d'Accueil Duval Duvalier (Aujourd'hui : Complexe Educatif de Carrefour) et la Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches	20 novembre 1961	MONITEUR N° 108 du 20 novembre 1961
Décret modifiant les Articles 8 et 9 du chapitre I de la Loi N° 2 du Code d'Instruction criminelle relative à la Police Judiciaire, aux Officiers et Agents de Police qui l'exercent	10 novembre 1962	MONITEUR N° 106 du 12 novembre 1962
Décret modifiant l'Article 20 et supprimant le septième alinéa de l'Article 22 de la Loi du 6 octobre 1961 sur les attributions de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches	19 novembre 1962	MONITEUR N° 109 du 20 novembre 1962
Décret sanctionnant certaines infractions commises par les Notaires dans l'exercice de leur profession	27 novembre 1969	MONITEUR N° 113 et 114 des 27 novembre et 1 ^{er} décembre 1969
Loi sanctionnant certaines infractions commises par les Officiers de l'Etat Civil dans l'exercice de leur ministère	20 août 1974	MONITEUR N° 78-B du 30 septembre 1984
Décret réglementant sur de nouvelles bases le jugement de tous les accusés de crimes relevant du jury criminel et accordant à la femme haïtienne le droit de remplir la fonction de jurée	3 mars 1975	MONITEUR N°18 du 6 mars 1975
Décret réglementant l'exploitation des établissements touristiques	12 mars 1975	MONITEUR N° 32 du 21 avril 1975

Décret punissant le vol d'électricité	21 novembre 1975	MONITEUR N° 94 du 4 décembre 1975
Décret réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants en vue de prévenir la recrudescence des dangers auxquels sont exposées la santé collective, l'économie nationale et la sécurité sociale	18 décembre 1975	MONITEUR N° 1 du 5 janvier 1976
Décret sanctionnant les infractions commises par les chauffeurs-guides dans l'exercice de leur profession	9 février 1976	MONITEUR N° 18 du 4 mars 1976
Décret élaborant une nouvelle législation sur la circulation des véhicules	4 avril 1979	MONITEUR N° 29-A du 6 avril 1979
Loi modifiant le chapitre 4 de la Loi du 7 septembre 1951 sur l'appel pénal	26 juillet 1979	MONITEUR N° 65 du 16 août 1979
Décret punissant les voyages irréguliers	17 novembre 1980	MONITEUR N° 84 du 24 novembre 1980
Décret sanctionnant les faits de discrimination raciale	4 février 1981	MONITEUR N° 12 du 12 février 1981
Décret harmonisant la législation pénale en vigueur avec les Conventions Internationales signées et ratifiées par le Gouvernement haïtien	7 avril 1982	MONITEUR N° 30 du 19 avril 1982
Loi abrogeant : 1) la Loi du 26 juillet 1979 modifiant les articles 48, 54 et 72 du Décret du 18 décembre 1975 ; 2) la Loi du 27 août 1980 et 3) les Articles 40, 41, 42 et 70 du Décret du 18 décembre 1975 sur le trafic illicite des stupéfiants	7 juin 1982	MONITEUR N° 47 du 28 juin 1982
Décret modifiant l'Article 230 du Code Pénal (227-3, nouveau style) sur le vagabondage	30 septembre 1983	MONITEUR N° 77-A du 7 novembre 1983
Décret réprimant le délit de spoliation	30 novembre 1983	MONITEUR N° 8 du 30 janvier 1984

Décret sanctionnant les infractions spéciales commises à l'occasion des exploitations des carrières	2 mars 1984	MONITEUR N° 26 du 2 avril 1984
Décret portant révision de la Loi Organique du Ministère de la Justice	30 mars 1984	MONITEUR N° 31 du 30 avril 1984
Décret complétant le chapitre II du titre II de la Loi N° 4 du Code Pénal par une Section IV intitulée « Détournement d'aéronef »	29 août 1984	MONITEUR N° 65 du 10 septembre 1984
Décret remplaçant par la peine de la détention la peine de mort prévue aux sections II et III de la Loi N° 4 du Code Pénal	23 septembre 1985	MONITEUR N° 77 du 4 novembre 1985
Constitution de la République d'Haïti, Article 20, abolition de la peine de mort en toute matière	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Article 50, établissement du jury en matière criminelle pour les crimes de sang et en matière de délits politiques	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Articles 21, 21-1, définition et répression du crime de haute trahison	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Articles 146, 147, 185 et suivants, droit de grâce et de commutation de peine reconnu au Président de la République, attributions de la Haute Cour de Justice	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Articles 17, 52, 52-1 et suivants, exercice des droits civils et politiques, et devoirs du citoyen	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987

Constitution de la République d'Haïti, Article 44 et suivants, régime des prisons et situation des détenus provisoires	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Article 98-3, alinéas 5 et 6, privilèges reconnus à l'Exécutif en cas de force majeure	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Articles 24, 24-1, 24-2, 24-3 et suivants, protection de la liberté individuelle	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Constitution de la République d'Haïti, Article 173 et suivants, exercice du pouvoir judiciaire	29 mars 1987	MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Décret relatif aux réunions et manifestations sur la voie publique	23 juillet 1987	MONITEUR N° 60 du 23 juillet 1987
Décret abolissant la peine de mort en toutes matières et améliorant le régime des peines	4 juillet 1988	MONITEUR N° 58 du 4 juillet 1988
Décret modifiant certains articles du Décret du 12 janvier 1988 sur le contrôle des armes à feu, munitions, explosifs et autres catégories d'armes se trouvant sur le territoire national	23 mai 1989	MONITEUR N° 41-A du 1 ^{er} juin 1989
Décret rapportant les Décrets des 31 mars 1980 et 27 mars 1987 sur la borlette	9 juin 1989	MONITEUR N° 45-A du 15 juin 1989
Décret renforçant les dispositions pénales du décret du 18 décembre 1975 et de la Loi du 7 juin 1982 sur les stupéfiants (une proposition de loi est déposée par-devant la 47 ^e Législature)	28 septembre 1989	MONITEUR N° 79 du 12 octobre 1989
Décret modifiant l'Article 9 du Décret du 9 juin 1989 sur la borlette	4 janvier 1990	MONITEUR N° 11 du 5 février 1990

Décret renforçant les structures mises en place en vue d'assurer la sécurité maximale dans l'aire des Aéroports érigés sur le territoire national	27 juillet 1990	MONITEUR N° 75 du 27 août 1990
Décret sanctionnant la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes adoptée à Vienne le 19 décembre 1988	4 septembre 1990	MONITEUR N° 79-A du 10 septembre 1990
Loi portant création, organisation et fonctionnement de la Police Nationale	29 novembre 1994	MONITEUR N° 103 du 28 décembre 1994
Décret ratifiant pour sortir son plein et entier effet la Convention relative aux Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et signée par l'Etat haïtien le 26 janvier 1990	30 décembre 1994	MONITEUR N° 59 du 31 juillet 1997 (reproduction)
Loi interdisant le financement, l'organisation et le maintien des groupes et fronts armés	20 janvier 1995	MONITEUR N° 20 du 9 mars 1996
Décret modifiant la Loi du 18 septembre 1985 en vue de l'adapter aux exigences de la Réforme judiciaire en cours	22 août 1995	MONITEUR N° 67 du 24 août 1995
Arrêté rattachant l'Administration Pénitentiaire Nationale à la Police Nationale	24 avril 1997	MONITEUR N° 42 du 2 juin 1997

CHAPITRE V

LEGISLATION A CARACTERES DIVERS

**SECTION I : Lois et Règlements sur les Institutions
judiciaires, les Auxiliaires de la Justice et
les Professions Libérales**

**SECTION II : Lois et Règlements sur l'Industrie et
l'Investissement**

SECTION III : Lois et Règlements d'ordre général

SECTION IV : Droit Maritime

SECTION V : Droit Aérien

SECTION VI : Droit de l'Environnement

SECTION I : LOIS ET REGLEMENTS SUR LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES, LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE ET LES PROFESSIONS LIBERALES

<i>LOIS ET REGLEMENTS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi constituant l'Ordre des Avocats	12 octobre 1881	MONITEUR N° 43-B du 27 octobre 1881
Loi instituant les Tribunaux d'Appel de Port-au-Prince, des Gonaïves et des Cayes	4 septembre 1918	MONITEUR N° 57 du 11 septembre 1918
Loi attribuant au Tribunal de Cassation de la République le rôle de Conseil Supérieur de la Magistrature	12 mai 1920	MONITEUR N° 39 du 22 mai 1920
Loi modifiant la Loi du 12 mai 1920 sur le Conseil Supérieur de la Magistrature	12 janvier 1925	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1925
Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature	28 juin 1925	MONITEUR N° 53 du 5 juillet 1926
Loi modifiant les Lois des 12 mai 1920 et 12 janvier 1925 sur le Conseil Supérieur de la Magistrature	28 juin 1925	MONITEUR N° 53 du 5 juillet 1926
Loi sur l'Ordre des Avocats	6 mai 1932	MONITEUR N° 59 du 4 août 1932
Décret-loi réglementant l'exercice des professions de médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste, sage-femme	9 juillet 1940	MONITEUR N° 60 du 1 ^{er} août 1940
Décret-loi sur le notaire dont l'étude est devenue vacante	20 juin 1941	MONITEUR N° 53 du 23 juin 1941
Décret-loi sur la classe des Tribunaux de Paix	2 octobre 1941	MONITEUR N° 83 du 21 octobre 1941
Règlements intérieurs du Tribunal Civil des Cayes	10 mars 1944	MONITEUR N° 23 du 20 mars 1944

Décret-loi édictant les formalités à remplir pour arriver à l'audition des affaires déferées aux sections réunies au Tribunal de Cassation	10 mai 1944	MONITEUR N° 40 du 11 mai 1944
Décret-loi créant au Tribunal Civil de Port-au-Prince un nouveau siège du Juge	14 juillet 1944	MONITEUR N° 59 du 17 juillet 1944
Modifications apportées aux règlements au Tribunal Civil des Cayes	3 août 1944	MONITEUR N° 68 du 17 août 1944
Règlements intérieurs du Tribunal Civil de Jacmel	27 septembre 1944	MONITEUR N° 81 du 2 octobre 1944
Règlements intérieurs du Tribunal Civil de St-Marc	4 décembre 1944	MONITEUR N° 101 du 11 décembre 1944
Arrêté complétant les rendements déjà en vigueur et les mettant en harmonie avec le Décret-loi du 26 septembre 1944 relativement à l'adjudication	11 janvier 1945	MONITEUR N° 5 du 15 janvier 1945
Mise en adjudication de la construction d'une école de filles aux Cayes	9 avril 1945	MONITEUR N° 29 du 9 avril 1945
Décret affectant au service de la Police à la Caisse des Coopératives agricoles et à la construction des locaux, des Tribunaux de Paix et l'achat de leurs mobiliers, les amendes prononcées par les Tribunaux de simple police	11 mai 1946	MONITEUR N° 46 du 16 mai 1946
Arrêté consacrant une réforme du Tribunal de Cassation	3 octobre 1946	MONITEUR N° 93 du 4 octobre 1946
Loi mettant le Statut du Tribunal de Cassation en harmonie avec l'Article 79 de la Constitution de 1932 remise en vigueur	23 octobre 1946	MONITEUR N° 104 du 11 novembre 1946

Loi rétablissant le Tribunal de Paix de Ranquette	30 octobre 1946	MONITEUR N° 107 du 16 novembre 1946
Loi rétablissant le Tribunal de Paix de l'Arniquet	30 octobre 1946	MONITEUR N° 107 du 16 novembre 1946
Loi créant un Tribunal Civil à Hinche	30 octobre 1946	MONITEUR N° 107 du 16 novembre 1946
Décret créant à Delmas un Tribunal de Paix de deuxième classe	30 avril 1948	MONITEUR N° 36 du 24 mai 1948
Arrêté délimitant les zones juridictionnelles de chacun des quatre Tribunaux de Paix de Port-au-Prince	9 octobre 1948	MONITEUR N° 94 du 11 octobre 1948
Arrêté délimitant la juridiction du Tribunal de Paix du Quartier de Boucan-Carré	9 octobre 1948	MONITEUR N° 98 du 21 octobre 1948
Décret élargissant le cadre du Tribunal Civil à Port-au-Prince	30 septembre 1950	MONITEUR N° 135 du 25 novembre 1950
Décret créant un Tribunal terrien dans la Plaine de l'Artibonite	23 novembre 1950	MONITEUR N° 134 du 23 novembre 1950
Décret relevant le traitement du Président, du Vice-Président et des Juges du Tribunal de Cassation ainsi que celui des Officiers du Parquet dudit Tribunal	23 novembre 1950	MONITEUR N° 135 du 25 novembre 1950
Loi rétablissant le Tribunal de Paix de Grand-Bassin	1 ^{er} juin 1951	MONITEUR N° 68 du 16 août 1951
Loi modifiant les Articles 4, 5 et 18, 1 ^{er} alinéa du Décret du 23 novembre 1951 sur le Tribunal terrien	3 août 1951	MONITEUR N° 68 du 16 août 1968
Loi établissant le Tribunal de Paix de Beaumont	6 août 1951	MONITEUR N° 77 du 13 septembre 1951

Loi créant au Tribunal terrien de la Plaine de l'Artibonite une section spéciale dite Section de Reconnaissance et de Ratification	25 août 1951	MONITEUR N° 83 du 25 août 1951
Loi remettant en vigueur avec modification la Loi du 4 septembre 1918 sur les Cours d'Appel et instituant la Cour d'Appel du Cap-Haïtien	5 septembre 1951	MONITEUR N° 84 du 26 septembre 1951
Loi prévoyant le mode de fonctionnement des Cours d'Appel	7 septembre 1951	MONITEUR N° 89 du 4 octobre 1951
Règlements intérieurs du Tribunal Civil de Jacmel	8 octobre 1951	MONITEUR N° 115 du 17 décembre 1951
Règlements intérieurs de la Cour d'Appel de Port-au-Prince	25 octobre 1951	MONITEUR N° 99 du 1 ^{er} novembre 1951
Règlements intérieurs de la Cour d'Appel du Cap-Haïtien	3 novembre 1951	MONITEUR N° 114 du 13 décembre 1951
Règlements intérieurs de la Cour d'Appel des Cayes	23 novembre 1951	MONITEUR N° 115 du 15 décembre 1951
Loi modifiant les Articles 3, 4 et 6 de la Loi du 1 ^{er} septembre 1951 créant une section de Reconnaissance et de Ratification de titres au Tribunal terrien de la Plaine de l'Artibonite	11 juillet 1952	MONITEUR N° 72 du 21 août 1952
Loi habilitant les stagiaires et les bacheliers à plaider devant les Tribunaux	14 juillet 1952	MONITEUR N° 66 du 31 juillet 1952
Loi instituant dans chacun des Tribunaux civils « une section de la jeunesse délinquante » appelée à connaître des crimes et délits commis par les mineurs de moins de 16 ans	16 juillet 1952	MONITEUR N° 66 du 31 juillet 1952
Modifications apportées aux Articles 11, 23, 16 et 38 des règlements intérieurs du Tribunal civil des Cayes	21 juillet 1952	MONITEUR N° 102 du 20 octobre 1952

Loi établissant une Justice de Paix et un Bureau de l'état civil dans chacun des Quartiers de Grosse-Roche, Liancourt, Vialet, Grand-Boucan, Saintard, Marfranc et au Quartier de Dupity un Bureau d'Etat Civil	16 juillet 1954	MONITEUR N° 72 du 23 août 1954
Loi augmentant d'un juge la composition de la Cour de Cassation	16 juillet 1954	MONITEUR N° 72 du 23 août 1954
Loi créant au Cap-Haïtien, dans le Quartier de «La Fossette », un second Tribunal de Paix sous la dénomination de « Tribunal de Paix, de la Section Sud du Cap-Haïtien »	19 juillet 1954	MONITEUR N° 73 du 26 août 1954
Loi modifiant les Articles 16 et 36 de la Loi du 4 septembre 1918 sur l'Appel remise en vigueur par celle du 5 septembre 1951 et rendant francs tous les délais qui y sont prévus	27 juin 1955	MONITEUR N° 70 du 11 août 1955
Loi relative à la prestation de serment des membres de la Cour de Cassation en cas d'une réforme totale de ladite Cour	5 février 1958	MONITEUR N° 25 du 19 février 1958
Loi relative à la construction dans chaque localité ou fonctionnement d'un ou des Tribunaux de Paix, des locaux pour loger les Services de ces Tribunaux et ceux de l'Office de l'Etat Civil	23 juillet 1958	MONITEUR N° 94 du 21 août 1958
Décret créant les voies et moyens pour pourvoir aux frais et dépenses occasionnés par les travaux de la Commission de Refonte des Codes haïtiens et nécessaires aux autres besoins du Département de la Justice	4 janvier 1959	MONITEUR N° 17 du 24 janvier 1959
Arrêté réglementant les conditions et le mode de fonctionnement de la Commission de Refonte des Codes haïtiens	2 février 1959	MONITEUR N° 26 et 27 des 9 et 12 février 1959

Décret édictant les mesures propres à faciliter le fonctionnement du Tribunal terrien d'Haïti	18 octobre 1961	MONITEUR N° 1-B du 19 octobre 1961
Décret instituant près le Tribunal Civil de Port-au-Prince une section spéciale dénommée : « Tribunal pour Enfants », chargé de connaître des délits et crimes reprochés aux mineurs de moins de 16 ans et établissant une base de coopération entre le Juge pour enfants, le personnel technique du Centre d'Accueil « Duval Duvalier » et la Direction Générale de l'IBESR	20 novembre 1961	MONITEUR N° 109 du 20 novembre 1961
Décret assujettissant à un visa spécial pour timbre supplémentaire les exploits d'huissiers, actes judiciaires ou extra judiciaires, les décisions des Tribunaux et Cours, les actes de leurs greffes, les actes d'exécution de décision présentés à l'enregistrement	21 novembre 1961	MONITEUR N° 109 du 23 novembre 1961
Loi sur les Tribunaux Civils modifiée par l'Article 173 de la Constitution de 1987 sur l'exercice du Pouvoir judiciaire	17 septembre 1963	MONITEUR N° 11, 12, 15, 20 et 21, 23 des 6, 10, 17, 24 février et 5 mars 1964 MONITEUR N° 36 du 28 avril 1987
Règlements du Tribunal Civil de Port-au-Prince	15 octobre 1964	MONITEUR N° 31 du 29 mars 1965
Décret-loi harmonisant les dispositions de la Loi du 24 février 1919 sur le notariat	27 novembre 1969	MONITEUR N° 113 et 114 des 27 novembre et 1 ^{er} décembre 1969
Arrêté modifiant l'Article 3 de l'Arrêté du 2 février 1959 relatif à la Présidence de la Commission de Refonte des Codes haïtiens	25 août 1971	MONITEUR N° 74 du 16 septembre 1971

Loi modifiant l'Article 2 du Décret du 21 novembre 1961	2 juin 1971	MONITEUR N° 45 du 7 juin 1971
Arrêté présidentiel fixant les attributions essentielles de la Commission présidentielle agraire permanente	6 septembre 1971	MONITEUR N° 77 du 27 septembre 1971
Décret modifiant certaines dispositions du Décret du 25 mars 1966 et élaborant une nouvelle procédure sur l'Adoption en vue de combler certaines lacunes	4 avril 1974	MONITEUR N° 32 du 18 avril 1974
Décret réglementant la profession d'arpenteur	26 février 1975	MONITEUR N° 21 du 17 mars 1975
Loi sur la mise à la retraite du notaire et de l'arpenteur	21 juillet 1975	MONITEUR N° 62 du 21 août 1975
Décret rétablissant le Tribunal de Paix de Cerca Carvajal	2 avril 1976	MONITEUR N° 33 du 26 avril 1976
Décret créant un Tribunal de Paix à Pointe à Raquette et un autre à Marfranc, ainsi qu'un Office de l'état civil	2 avril 1976	MONITEUR N° 33 du 26 avril 1976
Loi créant un Tribunal de Paix et un Office de l'état civil au Quartier de Chansolme	11 août 1976	MONITEUR N° 65 du 30 août 1976
Arrêté réglementant pour une meilleure efficacité le fonctionnement de la Commission Présidentielle Agraire Permanente	29 mars 1977	MONITEUR N° 30 du 5 mai 1977
Loi organique de la Commission de Refonte des Codes haïtiens	29 mars 1977	MONITEUR N° 31 du 9 mai 1977
Loi créant, dans le cadre de l'organisation judiciaire, un Tribunal de sûreté de l'état	20 août 1977	MONITEUR N° 58 du 1 ^{er} septembre 1977

Décret accordant aux Magistrats de la Cour de Cassation de la République un passeport diplomatique à l'occasion de leur déplacement pour l'étranger et le passeport officiel aux Présidents et Magistrats des Cours d'Appel, des Doyens et des Magistrats des Tribunaux Civils	20 février 1979	MONITEUR N° 23 du 19 mars 1979
Loi instituant à Port-au-Prince un Tribunal Spécial de Travail	3 septembre 1979	MONITEUR N° 75 du 24 septembre 1979
Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	5 septembre 1979	MONITEUR N° 87 du 8 novembre 1979
Loi modifiant l'Article 10 de la Loi du 16 juin 1975 en vue d'offrir des facilités de récupération aux sociétés d'investissements engagées dans des transactions immobilières	20 septembre 1979	MONITEUR N° 84 du 25 octobre 1979
Décret créant à partir du 1 ^{er} octobre 1979 un Tribunal de quatrième classe au Quartier de Damassin, dépendant de la commune des Côteaux	28 septembre 1979	MONITEUR N° 86 du 5 novembre 1979
Décret fixant à 18% le taux de l'intérêt conventionnel en matière civile et commerciale	31 octobre 1979	MONITEUR N° 86 du 5 novembre 1979
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de la Section Sud du Cap-Haïtien	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office d'Etat Civil d'Aquin	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix d'Aquin	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Désarmes	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981

Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Désarmes	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Desdunes	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Fond des Blancs	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Fond des Blancs	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Thiotte	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret délimitant la juridiction du Tribunal de Paix de Thiotte	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Vieux Bourg d'Aquin	2 avril 1981	MONITEUR N° 39 du 14 mai 1981
Décret créant un Bureau de l'Etat Civil à Delmas	30 avril 1984	MONITEUR N° 36 du 24 mai 1984
Décret créant l'Office de l'Etat Civil de Cité Soleil	30 avril 1984	MONITEUR N° 36 du 24 mai 1984
Décret établissant un deuxième Tribunal de Paix dans la commune des Gonaïves	29 avril 1986	MONITEUR N° 39 du 12 mai 1986
Décret abrogeant la Loi du 12 juillet 1961 et le Décret du 18 octobre 1961 et instituant dans les Tribunaux de Première Instance des Gonaïves et de St-Marc une section spéciale chargée de connaître des contestations relatives aux terres de la Plaine de l'Artibonite	30 juillet 1986	MONITEUR N° 66 du 14 août 1986
Décret créant un Tribunal Civil à Mirebalais	26 août 1986	MONITEUR N° 73 du 8 septembre 1986

Décret créant une Cour d'Appel à Hinche	29 septembre 1986	MONITEUR N° 82-B du 9 octobre 1986
Décret créant à Port-au-Prince dans la zone de « Cité Soleil » un quatrième Tribunal de Paix	30 octobre 1986	MONITEUR N° 90 du 6 novembre 1986
Décret créant des Tribunaux de Paix dans les localités de Petite-Rivière des Bayonnais, de Bonneau, de Baptiste, de St-Michel du Sud, de Camp Louise, de Montrouis, de Hatte Chevreau, des Cayemites, de Coridon, de Savane à Roche et de Fond des Blancs (Casal)	30 octobre 1986	MONITEUR N° 90 du 6 novembre 1986
Décret créant un Tribunal de Paix à la Vallée de Jacmel, Mapou, Plaisance du Sud, Fonds des Nègres, Saintard, Grison Garde, Carrefour des Pères et Bord-de-Mer de Limonade	23 juin 1987	MONITEUR N° 66 du 13 août 1987
Décret créant à la Grande-Rivière du Nord un Tribunal civil avec juridiction sur les communes de la Grande-Rivière du Nord, de Bahon, de St-Raphaël, de Dondon, de Ranquette, de Pignon et de la Victoire	28 septembre 1987	MONITEUR N° 86 du 19 octobre 1987
Loi sur la Réforme Judiciaire	8 mai 1998	MONITEUR N° 61 du 17 août 1998

SECTION II : LOIS ET REGLEMENTS SUR L'INDUSTRIE ET L'INVESTISSEMENT

<i>LOIS ET REGLEMENTS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi instituant des coopératives agricoles	22 avril 1939	MONITEUR N° 37 du 8 mai 1939
Loi protégeant l'industrie hôtelière et réglementant les conditions d'habitation dans les hôtels, pensions de famille et maisons meublées	15 avril 1940	MONITEUR N° 35 du 29 avril 1940
Loi instituant en faveur de l'état le monopole de la production et de la vente de l'énergie électrique	18 juin 1948	MONITEUR N° 57 du 5 juillet 1948
Loi offrant certains avantages (exonérations douanières, exemption de l'impôt sur le revenu) aux propriétaires d'hôtels en vue d'encourager le placement des capitaux dans cette nouvelle branche de l'industrie nationale	22 juin 1948	MONITEUR N° 56 du 1 ^{er} juillet 1948
Décret protégeant l'industrie de l'élevage	2 août 1950	MONITEUR N° 99 du 21 août 1950
Loi favorisant l'extension de la distribution du crédit en Haïti et protégeant l'épargne haïtienne	14 août 1952	MONITEUR N° 72 du 21 août 1952
Loi autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International et de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	19 septembre 1952	MONITEUR N° 95 du 1 ^{er} octobre 1952
Loi favorisant l'industrie nationale	18 juillet 1955	MONITEUR N° 75 du 25 août 1955
Loi protégeant l'agriculture et l'industrie nationale	8 août 1955	MONITEUR N° 75 du 25 août 1955

Loi assurant la protection des industries nationales	14 juillet 1956	MONITEUR N° 90 du 23 août 1956
Loi favorisant le développement du tourisme en assimilant les touristes des nations amies à ceux venus des Etats-Unis d'Amérique et du Canada	15 juillet 1956	MONITEUR N° 87 du 13 août 1956
Loi régissant l'organisme dénommé: « Régie du Tabac et des Allumettes »	14 mars 1958	MONITEUR N° 42 du 3 août 1958
Décret réservant exclusivement à l'Etat le privilège de la distribution du ciment fabriqué en Haïti, du soufre et de la potasse	7 août 1958	MONITEUR N° 92 du 14 août 1958
Loi réglementant l'industrie de l'alcool, du rhum et du tabac	14 décembre 1959	MONITEUR N° 3 du 7 janvier 1960
Décret réservant exclusivement à l'Etat la distribution et la vente en gros sur le marché intérieur de la farine de froment qui est essentiellement d'utilité publique	30 septembre 1960	MONITEUR N° 97 du 20 octobre 1960
Décret sur mouvement coopératif	27 octobre 1960	MONITEUR N° 103 du 3 novembre 1960
Décret réglant la culture, l'industrialisation et le commerce du riz dans la Vallée de l'Artibonite	15 novembre 1962	MONITEUR N° 111 du 26 novembre 1962
Décret instituant dans le pays et à proximité des ports et aéroports des zones de travail dénommées « Parcs Industriels »	8 octobre 1969	MONITEUR N° 101 du 16 octobre 1969
Décret harmonisant la législation de l'industrie hôtelière et réglementant le fonctionnement des établissements hôteliers réputés éligibles	5 avril 1972	MONITEUR N° 21 du 6 avril 1972

Décret abrogeant les dispositions du Décret du 5 avril 1972 sur la législation de l'industrie hôtelière et réglementant le mode de fonctionnement des établissements réputés éligibles	13 mars 1974	MONITEUR N° 29 du 4 avril 1974
Loi instituant et réglementant sur le territoire de la République d'Haïti des zones clôturées dénommées : « Parcs Industriels » dotés de facilités propres à leur développement	26 septembre 1974	MONITEUR N° 77 du 26 septembre 1974
Décret accordant à l'Etat haïtien le monopole des services de télécommunication	12 octobre 1977	MONITEUR N° 80-A du 21 novembre 1977
Décret créant dans l'aire du port maritime de Port-au-Prince une zone dénommée : « Zone Franche Industrielle et Commerciale »	29 mars 1979	MONITEUR N° 32 du 19 avril 1979
Décret confiant exclusivement l'exploitation du Service des Colis postaux à l'Administration Générale des Postes	3 avril 1979	MONITEUR N° 36 du 30 avril 1979
Décret autorisant l'Etat haïtien à adopter les mesures propres à encourager les investissements et à assurer l'essor économique de la nation	1 ^{er} octobre 1980	MONITEUR N° 90 du 18 décembre 1980
Décret fixant les conditions par lesquelles l'Etat peut garantir le remboursement du capital des intérêts d'un emprunt	1 ^{er} octobre 1980	MONITEUR N° 90 du 18 décembre 1980
Décret réglementant le fonctionnement des banques et activités bancaires sur le territoire de la République d'Haïti	14 novembre 1980	MONITEUR N° 82 du 17 novembre 1980
Décret interdisant l'importation de certains produits de première nécessité de provenance étrangère en vue de protéger l'industrie locale et garantir l'investissement du secteur industriel	26 février 1981	MONITEUR N° 19 du 9 mars 1981

Arrêté subordonnant à une autorisation préalable l'importation de certains articles de première nécessité contingentés	26 février 1981	MONITEUR N° 19 du 9 mars 1981
Décret renforçant les mesures de protection de l'industrie locale de manière à garantir définitivement les investissements effectués dans le secteur industriel et à améliorer les conditions nécessaires à l'accroissement de la richesse nationale	9 avril 1981	MONITEUR N° 92 du 17 septembre 1981
Décret réglementant sur des bases plus rationnelles certains privilèges accordés aux industries nouvelles	28 septembre 1981	MONITEUR N° 5 du 18 janvier 1982
Décret abrogeant la Loi du 28 juin 1979 rendant libre le commerce de l'or et de l'argent et remettant en vigueur le Décret du 3 mars 1976 confiant à l'Institut National des Ressources Minérales actuellement Département des Mines et des Ressources Energétiques l'achat de l'or alluvionnaire	12 février 1982	MONITEUR N° 23 du 22 mars 1982
Décret confiant à la Banque de la République d'Haïti (BRH) la détermination de la parité de la gourde en termes de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International	23 août 1983	MONITEUR N° 68 du 23 août 1983
Décret rapportant les Décrets du 5 mars 1979 et du 31 mars 1980 portant création et organisation de l'Office National de Promotion des Investissements (ONAPI)	13 septembre 1983	MONITEUR N° 68 du 29 septembre 1983
Décret définissant les éléments constitutifs des réserves obligatoires des banques commerciales fonctionnant en Haïti	31 janvier 1984	MONITEUR N° 14 du 20 février 1984
Loi portant création et fonctionnement des Banques d'Epargne et de Logement	28 août 1984	MONITEUR N° 64 du 6 septembre 1984

Décret créant au sein du Ministère du Plan un fonds dénommé : « Fonds d'Investissements Publics »	3 octobre 1984	MONITEUR N° 71 du 4 octobre 1984
Décret sur l'incitation à l'investissement étranger	19 novembre 1984	MONITEUR N° 18 du 7 mars 1985
Décret constituant le Code des Investissements Industriels	31 décembre 1984	MONITEUR N° 17 du 4 mars 1985
Arrêté fixant les modalités d'application du Décret du 3 octobre 1984 sur les fonds d'investissements publics	9 août 1985	MONITEUR N° 72 du 11 octobre 1985
Décret abrogeant l'ensemble des Lois, Décrets-lois, Décrets, Dispositions de Lois, de Décrets-lois et de Décrets mettant sous contingentement certains articles importés en vue de protéger l'industrie nationale, notamment la Loi du 14 juin 1960 et les Articles 1 ^{er} et 4 du Décret du 4 avril 1977	26 décembre 1986	MONITEUR N° 104-A du 29 décembre 1986
Décret modifiant le Décret du 19 février 1979 sur la distribution et la vente de son de blé	30 janvier 1987	MONITEUR N° 12 du 9 février 1987
Décret définissant les maisons de transfert	6 juillet 1989	MONITEUR N° 52-A du 10 juillet 1989
Décret modifiant les Articles 28, 29, 31 de la Loi du 4 juillet 1984 réglementant la Gestion et le Fonctionnement des Banques d'Epargne et de Logement (BEL)	29 août 1989	MONITEUR N° 67-A du 31 août 1989
Décret autorisant les banques commerciales à ouvrir en faveur de leur clientèle des comptes en devises étrangères	29 septembre 1989	MONITEUR N° 78 du 9 octobre 1989
Décret modifiant le Code des Investissements	30 octobre 1989	MONITEUR N° 90 du 23 novembre 1989

Loi portant modernisation des entreprises publiques	26 septembre 1996	MONITEUR N° 75-A du 10 octobre 1996
Arrêté autorisant le Conseil d'Administration de la Société Nationale des Parcs Industriels (SONAPI) à faciliter l'implantation, l'aménagement et la gestion par la société GIF d'un Parc Industriel à l'Habitation Prince, Commune de Cabaret	7 décembre 1998	MONITEUR N° 8 du 28 janvier 1999
Arrêté créant une Commission présidentielle pour l'insertion socioéconomique des jeunes composée de neuf membres	17 mai 2000	MONITEUR N° 42 du 29 mai 2000

SECTION III : LOIS ET REGLEMENTS D'ORDRE GENERAL

<i>LOIS ET REGLEMENTS</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi déclarant le chant intitulé La Dessalinienne « CHANT NATIONAL »	5 août 1919	MONITEUR N° 54 du 13 août 1919
Loi adoptant le système métrique comme système légal des poids et mesures pour Haïti	4 août 1920	MONITEUR N° 82 du 30 octobre 1920
Arrêté dénommant la Citadelle Laferrière « Citadelle Christophe »	10 octobre 1920	MONITEUR N° 80 et 81 des 7 et 10 octobre 1929
Loi réglementant les jours fériés	13 juillet 1926	MONITEUR N° 58 du 22 juillet 1926
Loi modifiant celle du 13 juillet 1926 réglementant les jours fériés	13 juillet 1931	MONITEUR N° 59 du 27 juillet 1931
Arrêté déclarant d'utilité publique la Société Nationale de la Croix-Rouge Haïtienne	20 juillet 1932	MONITEUR N° 61 du 11 août 1932
Décret-loi interdisant l'introduction des billets de loteries étrangères en Haïti	13 octobre 1937	MONITEUR N° 86 du 25 octobre 1937
Décret-loi réglementant des jeux de hasard dûment autorisés	14 juillet 1940	MONITEUR N° 62 du 8 août 1940
Décret résiliant le contrat de Loterie Nationale et assurant le fonctionnement de celle-ci sous la dénomination de « Loterie de l'Etat haïtien »	19 mars 1942	MONITEUR N° 23 du 19 mars 1942
Arrêté reconnaissant d'utilité publique la Fédération Haïtienne de Football	4 avril 1952	MONITEUR N° 35 du 17 avril 1952

Arrêté approuvant les nouveaux statuts de la Croix-Rouge Haïtienne, admise comme auxiliaire du service de santé et seule autorisée au côté de l'armée, à prendre le nom et l'emblème de la Croix-Rouge de Genève sur fond blanc	6 octobre 1953	MONITEUR N° 97 du 12 octobre 1953
Loi créant le « Jour de l'Enfant »	26 mai 1960	MONITEUR N° 55 du 23 juin 1960
Décret introduisant l'Adoption dans le droit haïtien	25 février 1966	MONITEUR N° 20 du 10 mars 1966
Décret fondant à Port-au-Prince une maison d'accueil dénommée « Villa d'Accueil d'Haïti »	16 décembre 1968	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1969
Arrêté reconnaissant d'utilité publique la loge Martinez de Pascualy AMORC, organisme subordonné de l'Ordre Rosicrucien	28 novembre 1972	MONITEUR N° 82 du 4 décembre 1972
Loi réglementant l'usage des eaux souterraines profondes	12 juin 1974	MONITEUR N° 59 du 17 juin 1974
Décret réglementant les gîtes naturels de substances minérales et d'une manière générale les ressources naturelles du Territoire de la République d'Haïti en vue d'assurer la sauvegarde, la recherche, l'identification et la mise en valeur optimale de nos ressources naturelles	10 octobre 1974	MONITEUR N° 86, 88, 89 des 7 novembre 1974, 11 novembre 1974 et 14 novembre 1974
Décret réajustant le cadre des officiers des Forces Armées d'Haïti	21 septembre 1987	MONITEUR N° 77-A du 21 septembre 1987
Règlements généraux des Forces Armées d'Haïti	21 septembre 1987	MONITEUR N° 77-B (N° spécial) du 21 septembre 1987
Décret rapportant ceux des 31 mars 1980 et 27 mars 1987 sur la borlette	9 juin 1989	MONITEUR N° 45-A du 15 juin 1989

SECTION IV : DROIT MARITIME

<i>DROIT MARITIME</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Loi permettant l'entrée des ports et rades de la République après six heures du soir et avant six heures du matin aux navires, bateaux, aéronefs de tous genres	5 juillet 1933	MONITEUR N° 57 du 17 juillet 1933
Décret sur les navires réquisitionnés	7 décembre 1942	MONITEUR N° 98 du 7 décembre 1942
Décret définissant le statut des navires de nationalité haïtienne ou naturalisés haïtiens	30 octobre 1950	MONITEUR N° 126 du 30 octobre 1950
Décret réglementant d'une manière adéquate le cabotage entre les ports haïtiens et la pêche dans les eaux territoriales haïtiennes	13 février 1961	MONITEUR N° 16 du 13 février 1961
Décret faisant obligation au Capitaine du port dans tous les ports ouverts de la République d'assister tout capitaine d'un navire étranger dans les manœuvres de pilotage à l'entrée et à la sortie du navire	13 février 1961	MONITEUR N° 17 du 14 février 1961 MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Loi traçant la procédure d'immatriculation et de radiation des navires	6 août 1964	MONITEUR N° 84 du 27 août 1964
Loi relative à l'immatriculation des navires	20 août 1964	MONITEUR N° 84 du 27 août 1964
Décret modifiant l'Article 8 de la Loi du 20 août 1964 relative à l'immatriculation des navires	4 janvier 1965	MONITEUR N° 1 du 4 janvier 1965
Décret réglementant le mode d'inscription hypothécaire des navires	4 janvier 1965	MONITEUR N° 5 du 18 janvier 1965
Décret fixant la limite des eaux territoriales à douze milles marins	6 avril 1972	MONITEUR N° 21-C du 6 avril 1972

Décret modifiant les Décrets du 20 septembre et du 23 octobre 1962 sur la navigation aérienne et maritime	11 août 1972	MONITEUR N° 57 du 18 septembre 1972
Décret définissant les conditions dans lesquelles l'Etat ou une compagnie spécialisée peut fournir des services au sol à une compagnie qui ne disposerait pas d'installations adéquates pour son usage personnel	13 décembre 1974	MONITEUR N° 97 du 19 décembre 1974
Décret délimitant la mer territoriale de la République d'Haïti et la zone économique	8 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977
Décret fixant la limite de la mer territoriale, délimitant la zone contiguë à la mer territoriale, définissant la zone maritime économique exclusive d'Haïti	8 avril 1977	MONITEUR N° 38 du 12 juin 1977
Arrêté définissant le statut de l'agent maritime	19 janvier 1979	MONITEUR N° 16 du 22 février 1979
Décret prévoyant et punissant les actes de piraterie	17 novembre 1980	MONITEUR N° 84 du 24 novembre 1980
Décret rendant plus fonctionnels les espaces sous contrôle de l'Autorité Portuaire Nationale	20 mars 1985	MONITEUR N° 30 du 29 avril 1985

SECTION V : DROIT AERIEN

<i>DROIT AERIEN</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Décret fixant les conditions d'immatriculation des aéronefs haïtiens et le statut juridique des aéronefs	10 décembre 1960	MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Décret réglementant la circulation aérienne en Haïti et définissant les conditions d'autorisation et d'exploitation des services de transport aérien et de travail aérien ainsi que des services aériens privés	7 février 1961	MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Décret réglementant toutes les questions relatives aux aérodromes ayant spécialement en vue la construction et la mise en exploitation d'un nouvel aérodrome à Port-au-Prince	7 février 1961	MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Décret réglementant toutes les questions relatives aux aérodromes ouverts à la circulation conformément aux dispositions de la Convention de Chicago et ses Annexes	7 février 1961	MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Décret réglementant toutes les questions relatives aux aérodromes ouverts à la circulation aérienne	13 février 1961	MONITEUR N° 21-A du 16 février 1961
Décret autorisant le gouvernement de la République à construire un aéroport dans la banlieue de Port-au-Prince à Maïs Gâté	16 janvier 1962	MONITEUR N° 8 du 18 janvier 1962
Décret modifiant les Décrets du 20 septembre et du 23 octobre sur la navigation aérienne et maritime	11 août 1972	MONITEUR N° 57 du 18 septembre 1972

Décret réglementant toutes les questions relatives aux aérodromes dans le cadre du Service de l'Aviation Civile l'organisme dénommé « Administration des Aéro-dromes et Aéroports de la République d'Haïti »	21 mars 1974	MONITEUR N° 30 du 8 avril 1974
Décret autorisant l'Etat ou une compa-gnie autorisée par l'Etat à fournir les services au sol à une compagnie non pourvue d'installations adéquates pour son usage personnel	13 décembre 1974	MONITEUR N° 97 du 19 décembre 1974
Décret concédant à l'Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN) les services au sol à fournir à toute la Compagnie aérienne sur les aérodromes de la République	30 décembre 1980	MONITEUR N° 2 du 8 janvier 1981
Décret créant un organisme public d'Etat à caractère commercial doté de la person-nalité civile et jouissant de l'autonomie financière, dénommé « Compagnie Nationale de Navigation Aérienne »	10 avril 1981	MONITEUR N° 44 du 4 juin 1981
Décret complétant le Chapitre II du titre II de la Loi N° 4 du Code pénal par une Section IV intitulé « Détournement d'aéronefs »	29 août 1984	MONITEUR N° 65 du 10 septembre 1984 Reproduction MONITEUR N° 69-A du 27 septembre 1984
Décret considérant tout aéronef qui atterrit sur un aéroport comme le gage de l'Autorité Aéroportuaire Nationale pour le paiement de tous les frais et droits d'atterrissage	20 mars 1985	MONITEUR N° 30 du 29 avril 1985
Décret relatif à l'atterrissage de tout aéronef sur un aéroport sous contrôle de l'Autorité Aéroportuaire Nationale	20 mars 1985	MONITEUR N° 30 du 29 avril 1985
Décret modifiant l'Article 1 ^{er} de l'Arrêté du 8 octobre 1982 sur les compagnies de navigation aérienne	18 juillet 1986	MONITEUR N° 62 du 4 août 1986

Décret renforçant les structures mises en place en vue d'assurer la sécurité maximale dans l'aire des aéroports érigés sur le territoire national	27 juillet 1990	MONITEUR N°75 du 22 août 1990
---	-----------------	---

SECTION VI : DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

<i>LEGISLATION</i>	<i>DATES</i>	<i>REFERENCES</i>
Code rural haïtien de 1826 promulgué sous le Gouvernement de Boyer (Extraits)	6 mars 1826	Code Rural de Boyer
Code rural haïtien de 1864 sous le Gouvernement de Geffrard (Extraits)	Promulgué le : 27 octobre 1864 exécutoire à partir du 1 ^{er} janvier 1865	Code rural de Geffrard Annoté par Rigal en 1951
Loi sur les animaux épaves modifiée par celle du 19 septembre 1870	10 juin 1865	MONITEUR N° 41 du 8 octobre 1865
Loi réglementant la concession et l'exploitation des mines, minières et carrières dans la République	19 février 1919	MONITEUR N° 14 du 26 février 1919
Loi sur les Forêts nationales réservées	3 février 1926	MONITEUR N° 12 du 11 février 1926
Arrêté sur la Forêt nationale de St-Raphaël	30 avril 1926	MONITEUR N° 36 du 15 mai 1926
Loi retirant du Domaine Public une partie de la ruelle « Percin », en vue d'agrandir l'Hôpital de Petit-Goâve, à Petit-Goâve	13 mars 1929	MONITEUR N° 22 du 18 mars 1929
Loi retirant du domaine public une partie de la rue « Normil Charles » en vue d'agrandir l'Hôpital Saint-Nicolas à Saint-Marc	13 mars 1929	MONITEUR N° 22 du 18 mars 1929
Arrêté prescrivant des mesures pour la protection et la conservation des forêts tant du domaine de l'Etat que du domaine des particuliers	10 janvier 1933	MONITEUR N° 4 du 12 janvier 1933

Loi relative à la protection des plantes et animaux contre l'entrée dans le pays des insectes, germes de maladie et agents transmetteurs de maladies	2 août 1934	MONITEUR N° 74 du 27 août 1934
Arrêté prescrivant des mesures de protection et de quarantaine pour empêcher la dissémination du charbon mexicain du cotonnier	11 février 1935	MONITEUR N° 13 du 11 février 1935
Loi réorganisant le service National de la Production Agricole et de l'Enseignement Rural	30 septembre 1935	MONITEUR N° 83 du 4 octobre 1935
Décret-loi réglementant les conditions dans lesquelles les réseaux de distribution d'eau doivent être établis et administrés	21 décembre 1935	MONITEUR N° 1 du 2 janvier 1936
Arrêté fixant une nouvelle zone d'emmagasinage de matières inflammables	20 janvier 1936	MONITEUR N° 6 du 20 janvier 1936
Loi constituant la zone réservée Cerisier-Plaisance	8 mai 1936	MONITEUR N° 44 du 21 mai 1936
Loi édictant des mesures pour arrêter la déforestation	28 mai 1936	MONITEUR N° 48 du 4 juin 1936
Loi donnant des garanties spéciales à ceux qui se livrent à la culture méthodique du sol	4 juin 1936	MONITEUR N° 50 du 11 juin 1936
Décret-loi sur la réglementation des forêts	23 juin 1937	MONITEUR N° 51 du 24 juin 1937
Décret établissant des règles spéciales relatives à l'habitation et à l'aménagement des villes et des campagnes	22 juillet 1937	MONITEUR N° 63 du 5 août 1937
Arrêté protégeant de façon spéciale contre les maladies infectieuses et insectes nuisibles les grandes cultures d'exploitation	24 juillet 1937	MONITEUR N° 60 du 26 juillet 1937

Arrêté déterminant le périmètre de la zone réservée Cerisier-Plaisance	13 août 1937	MONITEUR N° 66 du 13 août 1937
Arrêté de l'Administration locale de Port-au-Prince interdisant d'édifier aucune construction sur les trottoirs bordant la voie publique	26 août 1937	MONITEUR N° 70 du 30 août 1937
Arrêté déclarant zone réservée la région comprise entre Fond-Verrettes et Bordarie	6 octobre 1937	MONITEUR N° 81 du 7 octobre 1937
Arrêté instituant le Jour de l'Arbre	3 mai 1938	MONITEUR N° 37 du 9 mai 1938
Loi relative à la mise en exploitation de toute terre arable, forestière ou d'élevage	19 avril 1939	MONITEUR N° 34 du 27 avril 1939
Convention pour la Protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique	29 avril 1941	MONITEUR N° 8 du 26 janvier 1942
Décret-loi sanctionnant le contrat passé entre la République d'Haïti et la Société Haïtiano-Américaine du Développement Agricole (SHADA)	28 août 1941	MONITEUR N° 71 du 1 ^{er} septembre 1941
Décret visant la protection des sources de Thor	20 mars 1943	MONITEUR N° 23 du 22 mars 1943
Décret-loi modifiant la Législation sur les mines et carrières	22 décembre 1943	MONITEUR N° 102 du 23 décembre 1943
Décret-loi sur l'abattage des vaches et des génisses	14 janvier 1944	MONITEUR N° 6 du 20 janvier 1944
Loi sanctionnant le contrat passé entre le gouvernement de la République et la Reynolds Mining Corporation pour l'exploitation et la recherche des minerais bauxites et tous autres minerais contenant ou pouvant contenir de l'aluminium	16 février 1944	MONITEUR N° 16 du 24 février 1944

Loi interdisant l'exportation des bûches et planches d'acajou et tous autres bois précieux non manufacturés	1^{er} mars 1944	MONITEUR N° 21 du 13 mars 1944
Décret déclarant « zones réservées » toute l'étendue du Territoire national comprise dans les limites des Iles de la Gonâve et de la Tortue	4 avril 1944	MONITEUR N° 28 du 6 avril 1944
Arrêté relatif à la protection de cocoteraies contre la maladie connue sous le nom « Pourriture du bourgeon terminal »	25 août 1944	MONITEUR N° 71 du 28 août 1944
Décret-loi coordonnant les activités relatives à la réalisation du programme de reboisement, de conservation de sol, d'irrigation et de drainage de nos plaines et montagnes et créant le Service des Eaux et Forêts	29 septembre 1944	MONITEUR N° 83 du 9 octobre 1944
Décret-loi soumettant à une autorisation préalable l'abattage, l'écorçage et l'incision des pins, acajous, chênes, gaïacs, bayahondes, campêches, cèdres, taverons, etc.	27 juin 1945	MONITEUR N° 54 du 5 juillet 1945
Décret-Loi modifiant la désignation et l'organisation actuelle du Service National de la Production Agricole et de l'Enseignement Rural sans en altérer la structure générale et les principes	24 décembre 1945	MONITEUR N° 106 du 31 décembre 1945
Décret prescrivant que les sacs usagés vides importés en Haïti doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire des autorités qualifiées du pays d'origine	4 mars 1946	MONITEUR N° 24 du 7 mars 1946
Arrêté déclarant être forêts nationales réservées les sections rurales et habitations faisant partie de la montagne appelée « Morne du Cap »	15 mars 1947	MONITEUR N° 24 du 20 mars 1947

Arrêté présidentiel déclarant d'utilité publique les grands travaux d'irrigation, de drainage et d'amélioration foncière qui vont être entrepris dans la Plaine de l'Artibonite	17 mars 1950	MONITEUR N° 35 du 20 mars 1950
Décret sur l'étampage et l'abattage des animaux	2 août 1950	MONITEUR N° 99 du 21 août 1950
Arrêté modifiant le périmètre de la zone Cerisier-Plaisance	17 août 1951	MONITEUR N° 71 du 27 août 1951
Loi coordonnant les activités des services du Département de l'Agriculture en vue d'un meilleur aménagement de ces services (Art. 11 définissant les attributions et obligations de la division des Eaux et Forêts)	28 août 1951	MONITEUR N° 75 du 6 septembre 1951
Loi ordonnant la désaffectation et le transfert du domaine public au domaine privé de l'Etat la Place Geffard, sise à Port-au-Prince	15 août 1955	MONITEUR N° 76 du 29 août 1955
Loi réglementant les cultures, la coupe, le transport et le commerce du bois, et les fours à chaux	17 août 1955	MONITEUR N° 87 du 26 septembre 1955
Loi sanctionnant le contrat relatif à l'exploitation du lignite passé entre l'Etat haïtien et la SEDREN	19 août 1955	MONITEUR N° 76 du 29 août 1955
Loi sanctionnant le contrat relatif à l'exploitation du cuivre entre l'Etat haïtien et la Société d'Exploitation et de Développement Economique et Naturel d'Haïti (SEDREN) contrat annexe	19 août 1955	MONITEUR N° 76 du 29 août 1955
Loi organique Articles 1, 2, 9 et 10	14 mars 1958	MONITEUR N° 44 du 7 avril 1958

Loi protégeant le sol contre l'érosion, déterminant l'étendue des zones et réglementant l'exploitation forestière en Haïti	19 septembre 1958	MONITEUR N° 115 du 13 octobre 1958
Arrêté regroupant les lois sur le café sous le nom de « Code du Café »	28 novembre 1958	MONITEUR N° 1 du 1 ^{er} janvier 1959 Reproduction MONITEUR N° 3 du 8 janvier 1959
Arrêté modifiant le périmètre de la zone réservée du Bassin d'alimentation des Sources Cerisier-Plaisance	13 mars 1959	MONITEUR N° 37 du 27 mars 1959
Loi créant un Compte spécial non budgétaire dénommé : « Fonds Spécial d'Irrigation »	25 novembre 1959	MONITEUR N° 127 du 7 décembre 1959
Loi déclarant zone réservée une superficie d'un rayon à déterminer autour et à partir du centre du Fort-Mercredi à Port-au-Prince, autour du Palais Sans-Souci, de la Citadelle Laferrière à Milot et autour du Fort Jacques à Kenscoff	31 juillet 1961	MONITEUR N° 76 du 7 août 1961
Code rural du Dr François Duvalier	24 mai 1962	MONITEUR N° 51 du 28 mai 1962
Loi établissant des règles spéciales relatives à l'habitation et à l'aménagement des villes et des campagnes, en vue de développer l'urbanisme	29 mai 1963	MONITEUR N° 51 du 6 juin 1963
Décret modifiant en les renforçant certaines prescriptions du Décret-loi du 22 juillet 1937 établissant les règles spéciales relatives à l'aménagement des villes et des campagnes	29 mai 1963	MONITEUR N° 51 du 6 juin 1963
Loi modifiant la structure du Département des Travaux Publics, des Transports et Communications en y organisant le Service d'Implantation de projets et d'acquisition de terrains et le Service du Contentieux	30 mai 1963	MONITEUR N° 52 du 10 juin 1963

Loi décrétant «Zone sous protection» le Bassin Hydrographique Morne l'Hôpital	27 août 1963	MONITEUR N° 81 du 5 septembre 1963
Loi déclarant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre à l'avenir en vue de la restauration du Morne l'Hôpital	30 août 1963	MONITEUR N° 80 du 2 septembre 1963
Décret accordant à l'Etat le monopole de l'importation et de l'exportation des produits de pêche	15 février 1965	MONITEUR N° 17 du 16 février 1965
Loi déclarant l'année 1966 année d'ouverture de la campagne quinquennale de reboisement sur toute l'étendue du Territoire	5 juillet 1966	MONITEUR N° 57 du 14 juillet 1966
Décret modifiant la Loi du 5 mars 1937 sur la protection des populations rurales	8 janvier 1968	MONITEUR N° 3 du 8 janvier 1968
Décret relatif aux mines, minières et carrières	22 février 1968	MONITEUR N° 26 du 25 mars 1968
Décret sur les Parc Nationaux et les Sites Naturels	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968
Décret dénommant « Parcs Nationaux », « Sites naturels » toutes étendues de terres boisée ou pas sur lesquelles sont établis des monuments historiques ou naturels	18 mars 1968	MONITEUR N° 23 du 18 mars 1968
Décret déclarant zone touristique l'habitation Corail Guérin située en la section rurale de Morne à Bateau, commune de Port-au-Prince	27 février 1970	MONITEUR N° 18 du 27 février 1970
Décret déclarant zone touristique, par conséquent d'utilité publique, l'habitation Corail Cesseless située en la 2° section rurale des Varreux de la commune de la Croix-des-Bouquets	17 mars 1970	MONITEUR N° 29 du 6 avril 1970

Décret modifiant l'Article 29 de la Loi du 22 juillet 1937 sur l'urbanisme et déclarant « Zones réservées et d'utilité publique » certaines zones en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour le tourisme national	23 mars 1971	MONITEUR N° 25 du 29 mars 1971
Décret modifiant l'Article 29 de la Loi du 22 juillet 1937 sur l'urbanisme et relatif au droit d'alignement et au permis de construire	23 mars 1971	MONITEUR N° 25 du 29 mars 1971
Décret modifiant l'Article 29 de la Loi du 22 juillet 1937 sur l'urbanisme	23 mars 1971	MONITEUR N° 25 du 29 mars 1971
Décret organisant la surveillance et la Police de la chasse, conformément à la Convention ratifiée par la République d'Haïti, pour la protection de la nature et la préservation de la faune sauvage dans l'Hémisphère occidental	31 mars 1971	MONITEUR N° 26 du 1 ^{er} avril 1971
Décret créant l'Organisme de Développement de la Plaine des Gonaïves en lieu et place de la Commission présidentielle chargée du projet de l'équipement de l'infrastructure de la Plaine des Gonaïves et sa mise en valeur	23 février 1972	MONITEUR N° 12 du 2 mars 1972
Décret sanctionnant le Contrat intervenu entre l'Etat haïtien, représenté par M. Edouard Francisque, Secrétaire d'Etat des Finances et des Affaires Economiques et la « New Haiti North Social and Economic Authority, S.A. ». Contrat annexé	29 mars 1972	MONITEUR N° 21-D du 6 avril 1972
Décret fixant la limite de la mer territoriale à 12 milles marins	6 avril 1972	MONITEUR N° 21-C du 6 avril 1972
Décret déclarant zone touristique la portion située dans la région de Montrouis	7 août 1972	MONITEUR N° 45 du 7 août 1972

Décret déclarant les travaux de reboisement d'intérêt général de d'utilité publique	20 novembre 1972	MONITEUR N° 80 du 27 novembre 1972
Décret créant un compte non fiscal dénommé : « Fonds Spécial de Reboisement » (FSR)	20 novembre 1972	MONITEUR N° 80 du 27 novembre 1972
Décret créant une Commission nationale dénommée : «Commission Nationale d'Aménagement du Territoire» (CONAT)	20 novembre 1972	MONITEUR N° 80 du 27 novembre 1972
Décret créant le Conseil National de Développement et de Planification	31 décembre 1973	MONITEUR N° 6 du 21 février 1974
Décret sur l'exportation de la mélasse	4 avril 1974	MONITEUR N° 32 du 18 avril 1974
Loi réglementant l'usage des eaux souterraines profondes et chargeant le Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural du contrôle de leur exploitation	12 juin 1974	MONITEUR N° 59 du 17 juillet 1974
Extrait du Décret déclarant propriété de l'Etat et réglementant les gîtes naturels de substances minérales, les gisements et toutes les ressources naturelles provenant du sol du Territoire de la République d'Haïti	10 octobre 1974	MONITEUR N° 86 du 7 novembre 1974
Arrêté présidentiel déclarant d'utilité publique la zone de la Saline	21 novembre 1974	MONITEUR N° 95 du 12 décembre 1974
Décret modifiant le paragraphe 84-13 du tarif douanier en vue de limiter l'usage du charbon de bois, combattre l'érosion et favoriser l'accès sur le marché de certains produits de substitution par l'abaissement du tarif auquel ils sont imposables	20 février 1975	MONITEUR N° 17 du 3 mars 1975

<p>Extrait du décret créant sous le nom de « Institut National des Ressources Minérales » un organisme permanent et autonome relevant du Président à vie de la République</p>	<p>25 mars 1975</p>	<p>MONITEUR N° 28 du 7 avril 1975</p>
<p>Décret créant au tarif douanier à l'importation la position 85-12-01 cuisinière électrique (Kilo Brut de G.0,50) en vue de limiter l'usage du charbon de bois et de favoriser l'accès de certains articles jusqu'ici impossibles</p>	<p>31 mars 1975</p>	<p>MONITEUR N° 28 du 7 avril 1975</p>
<p>Loi faisant injonction à tout propriétaire foncier à mettre en valeur toute étendue de terre cultivable située hors des limites des agglomérations urbaines</p>	<p>31 juillet 1975</p>	<p>MONITEUR N° 62 du 21 août 1975</p>
<p>Loi soumettant la Vallée de l'Artibonite à un « STATUT D'EXCEPTION » et autorisant l'Administration Générale des Contributions à prendre possession au nom de l'Etat haïtien de toute étendue de terre, réputée être ou avoir été à l'origine bien vacant et propriété irrégulièrement sortie de son patrimoine</p>	<p>11 août 1975</p>	<p>MONITEUR N° 62 du 21 août 1975</p>
<p>Loi faisant injonction à tout propriétaire foncier, sous peine de sanction, à mettre en valeur toute étendue de terre cultivable laissée à l'état vacant, en vue de promouvoir l'évolution économique du pays dans le cadre du programme de développement économique agricole du Gouvernement</p>	<p>11 août 1975</p>	<p>MONITEUR N° 62 du 21 août 1975</p>
<p>Décret assurant à l'Etat haïtien la perception d'une valeur de 25 centimes de gourde par m³ de carrière et de sable de rivière, pour compte spécial de l'Institut National des Ressources Minérales</p>	<p>3 mars 1976</p>	<p>MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976</p>

Décret confiant l'achat de l'or alluvionnaire sur toute l'étendue du territoire de la République à l'Institut National des Ressources Minérales	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
Extrait du Décret encourageant la prospection minière sur toute l'étendue du territoire de la République et adaptant les structures existantes aux réalités de l'industrie minière	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
Décret accordant un prélèvement de 10% au profit de l'Institut National des Ressources Minérales sur toutes les valeurs perçues dans le domaine de sa compétence	3 mars 1976	MONITEUR N° 19 du 8 mars 1976
Décret sanctionnant le Contrat pétrolier intervenu le 8 octobre 1976 entre l'Etat haïtien et la Société vénézuélienne : «HIDROCARBUROS Y DERIVADOS, C.A. » (HIDECA)	12 octobre 1976	MONITEUR N° 79 du 14 octobre 1976
Décret instituant un système de délimitation de routes, rues, tous voies ou projets nécessitant une certaine surface pour son exécution dénommé : « Bornes d'Implantation ou Bornes rouges de l'Etat »	2 mars 1977	MONITEUR N° 20 du 28 mars 1977
Décret sur le lotissement	4 avril 1977	MONITEUR N° 37 du 6 juin 1977
Décret fixant la limite de la mer territoriale souveraine de la République d'Haiti à 12 milles marins, à partir de la basse mer des îles adjacentes ou des lignes de base droites correspondantes	8 avril 1977	MONITEUR N° 38 du 12 juin 1977
Décret rapportant celui du 7 avril 1977 créant l'Institut National de l'Energie Electrique (INAEL) et créant un Conseil consultatif relevant du Président à Vie de la République dénommé : « Conseil National de l'Environnement et de Lutte contre l'Erosion (CONAELE)	9 juin 1977	MONITEUR N° 90 du 22 novembre 1977

Décret réglementant l'exercice du droit de pêche en Haïti, et subordonnant des particuliers étrangers, sociétés et coopératives à l'autorisation de permis (ou licence) délivré par la Secrétairerie d'Etat de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	27 octobre 1978	MONITEUR N° 81 du 20 novembre 1978
Extrait créant la Secrétairerie d'Etat du Plan, en lieu et place du Conseil National de Développement et de Planification (CONADEP), en vue d'accélérer le processus de développement économique et social du pays	30 octobre 1978	MONITEUR N° 79-A du 16 novembre 1978
Décret créant la Secrétairerie d'Etat des Mines et des Ressources Minérales en lieu et place de l'Institut National des Ressources Energétiques	31 octobre 1978	MONITEUR N° 76 du 16 novembre 1978
Arrêté présidentiel déclarant d'utilité publique une étendue de terre de 2000 ha du Morne l'Hôpital de la Commune de Port-au-Prince	17 novembre 1978	MONITEUR N° 80 du 17 novembre 1978
Loi déclarant Zones réservées les forêts et réserves forestières dépendant des divisions de la SHADA à Mare Rouge, Seguin, Forêt des Pins et la Selle	4 septembre 1980	MONITEUR N° 72 du 6 octobre 1980
Décret régissant la question et l'élimination des déchets	3 mars 1981	MONITEUR N° 20 du 12 mars 1981
Décret instituant la « Saison de l'Arbre » qui s'étendra au cours du printemps du 15 avril au 31 mai de chaque année	6 mars 1981	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1981
Décret créant le district cadastral de Port-au-Prince	1 ^{er} décembre 1981	MONITEUR N° 94 du 7 décembre 1981

Décret réglementant l'exercice du droit de pêche en Haïti, et subordonnant des particuliers étrangers, sociétés et coopératives à l'autorisation de permis (ou licence) délivré par la Secrétairerie d'Etat de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	27 octobre 1978	MONITEUR N° 81 du 20 novembre 1978
Extrait créant la Secrétairerie d'Etat du Plan, en lieu et place du Conseil National de Développement et de Planification (CONADEP), en vue d'accélérer le processus de développement économique et social du pays	30 octobre 1978	MONITEUR N° 79-A du 16 novembre 1978
Décret créant la Secrétairerie d'Etat des Mines et des Ressources Minérales en lieu et place de l'Institut National des Ressources Energétiques	31 octobre 1978	MONITEUR N° 76 du 16 novembre 1978
Arrêté présidentiel déclarant d'utilité publique une étendue de terre de 2000 ha du Morne l'Hôpital de la Commune de Port-au-Prince	17 novembre 1978	MONITEUR N° 80 du 17 novembre 1978
Loi déclarant Zones réservées les forêts et réserves forestières dépendant des divisions de la SHADA à Mare Rouge, Seguin, Forêt des Pins et la Selle	4 septembre 1980	MONITEUR N° 72 du 6 octobre 1980
Décret régissant la question et l'élimination des déchets	3 mars 1981	MONITEUR N° 20 du 12 mars 1981
Décret instituant la « Saison de l'Arbre » qui s'étendra au cours du printemps du 15 avril au 31 mai de chaque année	6 mars 1981	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1981
Décret créant le district cadastral de Port-au-Prince	1 ^{er} décembre 1981	MONITEUR N° 94 du 7 décembre 1981

Décret fixant par rapport aux exigences imposées par l'environnement écologique et conformément à l'évolution économique et sociale du pays les règles spécifiques relatives à l'habitation et à l'aménagement de nos cités et agglomérations rurales et urbaines	6 janvier 1982	MONITEUR N° 6 du 21 janvier 1982
Décret sur les statuts des communes	22 octobre 1982	MONITEUR N° 76 du 4 novembre 1982
Décret déclarant « Parcs Nationaux Naturels », les aires entourant le Morne la Visite du Massif de la Selle et le Morne Macaya entourant le Pic Macaya ou Massif de la Hotte	4 avril 1983	MONITEUR N° 41 du 23 juin 1983
Extrait du Décret créant sous la tutelle du Département de l'Intérieur et de la Défense Nationale, un organisme public dénommé : « Société Autonome de Gestion des Marchés de l'Aire de Port-au-Prince » (SAGMAP)	6 avril 1983	MONITEUR N° 25-B du 11 avril 1983
Décret réglementant les exploitations de carrière sur toute l'étendue du territoire national	2 mars 1984	MONITEUR N° 26 du 2 avril 1984
Décret modifiant les lois I et II du Code Rural haïtien	26 juin 1986	MONITEUR N° 52-A du 30 juin 1986
Décret interdisant tout projet de lotissement dans l'aire aménagée de la Plaine du Cul-de-Sac	17 novembre 1986	MONITEUR N° 96 du 27 novembre 1986
Décret réglementant l'utilisation du bois-énergie	7 juillet 1987	MONITEUR N° 83 du 12 octobre 1987
Décret créant un organisme autonome de consultation doté de la personnalité morale dénommée : « Commission Nationale du Patrimoine »	10 mai 1989	MONITEUR N° 55 du 20 juillet 1989

Décret autorisant à l'endroit dénommé : « Plantation Dauphin » situé dans le Département du Nord-Est l'implantation et l'exploitation d'une zone franche à caractère industriel, commercial agro-industriel, touristique bancaire et un port franc destiné aux opérations d'importation et d'exportation	7 août 1989	MONITEUR N° 60 du 7 août 1989
Décret sanctionnant le Projet Forestier et de Protection de l'Environnement	23 février 1990	MONITEUR N° 32 du 5 avril 1990
Arrêté déclarant d'utilité publique quelque quinze (15) sources d'eau	8 octobre 1992	MONITEUR N° 94-A du 16 novembre 1992
Arrêté déclarant zone stratégique toute zone s'étendant dans un rayon de trois kilomètres à partir de la frontière terrestre, la mer intérieure ainsi que le littoral maritime de la République d'Haïti	17 juin 1994	MONITEUR N° 50-A du 23 juin 1994
Arrêté constituant une Commission gouvernementale dont le mandat est de se pencher sur la situation explosive qui prévaut dans certaines zones de la Plaine et de la Vallée de l'Artibonite	7 janvier 1995	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1995
Arrêté autorisant l'ODVA à prendre possession de toute terre litigieuse dans la Plaine et la Vallée de l'Artibonite	13 janvier 1995	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1995
Loi fixant à dix-huit, dont le Ministère de l'Environnement, le nombre de Ministères constituant le Gouvernement de la République	23 janvier 1995	MONITEUR N° 22 du 16 mars 1995
Arrêté classant patrimoine national la zone correspondant à l'ancienne ville du Cap-Haïtien	23 août 1995	MONITEUR N° 68 du 28 août 1995

Arrêté classant patrimoine national trente-trois (33) constructions anciennes constituant des créations architecturales isolées ou groupées, rurales ou urbaines	23 août 1995	MONITEUR N° 68 du 28 août 1995
Décret portant organisation des Collectivités territoriales des Sections communales	28 mars 1996	MONITEUR N° 24 du 4 avril 1996
Décret ratifiant la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	8 août 1996	MONITEUR N° 65-A du 5 septembre 1996
Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre en vue de construire la route Pont-Sondé - Liancourt - Deschappelles Verrettes - Désarmes - La Chapelle - Mirebalais	2 septembre 1996	MONITEUR N° 67-A du 12 septembre 1996
Arrêté autorisant l'Institut National de la Réforme Agraire (INARA) à prendre possession, provisoirement, de toute étendue de terre litigieuse sur le territoire de la République	23 octobre 1996	MONITEUR N° 79 du 24 octobre 1996
Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à la construction de la route devant relier l'Avenue Sélassié à la Deuxième Cité Saint-Martin et à la Route Nationale N° 1	3 décembre 1996	MONITEUR N° 90 du 5 décembre 1996
Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à la construction, aux aménagements et à l'entretien de la route dénommée : Boulevard du 15 Octobre reliant la Nationale N° 1 et Delmas 105	22 février 1997	MONITEUR N° 17 du 3 mars 1997

Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la rue Charles Sumner, à partir de la rue Jean-Paul II, ci-devant Avenue Boyer jusqu'à la rue Christophe	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la rue Lamartinière, Bois-Verna, jusqu'à la rue Christophe	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la Route de Delmas 60	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté relatif à la construction de la rue Henri Christophe, à partir de la rue Lozama jusqu'au carrefour appelé IDAIH aux Gonaïves	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté relatif à l'élargissement de la Route de Delmas	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté relatif à la construction à Port-au-Prince de la route devant relier la Route de Delmas à la Route Bourdon, rue Panaméricaine en passant par les rues Delmas 40-B, Pétion, Bertier, Marcadiou	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux relatifs à l'élargissement et la construction de la rue Christophe, à partir de l'Avenue John Brown, jusqu'à carrefour Saint-Gérard	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997

<p>Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la rue Charles Sumner, à partir de la rue Jean-Paul II, ci-devant Avenue Boyer jusqu'à la rue Christophe</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la rue Lamartinière, Bois-Verna, jusqu'à la rue Christophe</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre relativement à l'élargissement et à la construction de la Route de Delmas 60</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté relatif à la construction de la rue Henri Christophe, à partir de la rue Lozama jusqu'au carrefour appelé IDAIH aux Gonaïves</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté relatif à l'élargissement de la Route de Delmas</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté relatif à la construction à Port-au-Prince de la route devant relier la Route de Delmas à la Route Bourdon, rue Panaméricaine en passant par les rues Delmas 40-B, Pétion, Bertier, Marcadiou</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux relatifs à l'élargissement et la construction de la rue Christophe, à partir de l'Avenue John Brown, jusqu'à carrefour Saint-Gérard</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA LEGISLATION HAITIENNE

Arrêté déclarant d'utilité publique une portion de terre sise sur la Côte des Arcadins mesurant huit (8) carreaux et devant servir à l'aménagement d'une plage publique	4 avril 1997	MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997
Arrêté déclarant d'utilité publique un terrain, incluant le Stade Sylvio Cator, d'une superficie de deux carreaux 24/100 sis au Bas Peu de Chose à Port-au-Prince	15 avril 1997	MONITEUR N° 31-A du 21 avril 1997
Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à l'élargissement, à la réhabilitation et la modernisation des rues Geffrard, Paul VI et de l'Avenue John Brown de la ville de Port-au-Prince	20 mai 1997	MONITEUR N° 42 du 2 juin 1997

<p>Arrêté déclarant d'utilité publique une portion de terre sise sur la Côte des Arcadins mesurant huit (8) carreaux et devant servir à l'aménagement d'une plage publique</p>	<p>4 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 30-A du 17 avril 1997</p>
<p>Arrêté déclarant d'utilité publique un terrain, incluant le Stade Sylvio Cator, d'une superficie de deux carreaux 24/100 sis au Bas Peu de Chose à Port-au-Prince</p>	<p>15 avril 1997</p>	<p>MONITEUR N° 31-A du 21 avril 1997</p>
<p>Arrêté reconnaissant d'utilité publique les travaux déjà réalisés et ceux à entreprendre relativement à l'élargissement, à la réhabilitation et la modernisation des rues Geffrard, Paul VI et de l'Avenue John Brown de la ville de Port-au-Prince</p>	<p>20 mai 1997</p>	<p>MONITEUR N° 42 du 2 juin 1997</p>

ANNEXE
ACCORDS BILATERAUX

ANNEXE

ACCORDS BILATERAUX

<i>ACCORDS</i>	<i>DATES</i>
Déclaration conjointe sur l'établissement des relations diplomatiques entre la République d'Haïti et la Fédération de Russie	2 juin 1996
Accord de coopération financière entre le Gouvernement haïtien et la République Fédérale d'Allemagne, relatif au financement de la Centrale Hydro-électrique Délugé Lazac II	1 ^{er} juillet 1996
Accord cadre de coopération entre la République d'Haïti et Cuba	19 décembre 1996
Accord cadre pour la coopération au développement entre Haïti et la Jamaïque	2 février 1997
Arrangement relatif au Projet Intégré de Sécurité Alimentaire dans le Nord-Ouest d'Haïti en exécution de l'Accord de Coopération entre Haïti et la République Fédérale d'Allemagne	25 avril 1998
Accord de Coopération entre la République d'Haïti et la République Dominicaine	19 juin 1998
Accord de Coopération touristique entre la République d'Haïti et la République Dominicaine	19 juin 1998
Accord sur les services postaux entre la République d'Haïti et la République Dominicaine	19 juin 1998
Accord sur la migration entre la République d'Haïti et la République Dominicaine	19 juin 1998
Accord de Coopération en matière de santé entre Haïti et Cuba	12 janvier 2000
Accord entre Haïti et Cuba relatif aux services aériens entre les deux pays et au-delà de leur territoire respectif	12 janvier 2000
Accord cadre de Coopération entre Haïti et Bénin	11 mai 2000

Dépôt légal # 01-12-401 • Bibliothèque Nationale d'Haïti
2^e trimestre 2002

Achevé d'imprimer en avril 2002
Imprimerie Henri Deschamps
Port-au-Prince, Haïti



ISBN : 9935 - 38 - 02 - 7